

de la Semaine Européenne du Développement Durable

À LA RÉUNION

LES

“ C'est dans les utopies
d'aujourd'hui que sont
les solutions de demain.

Pierre Rabhi

ans

de la SEDD

À LA RÉUNION



Mot du Préfet

La Semaine Européenne du Développement Durable (SEDD) est l'événement de référence de la population réunionnaise depuis 20 ans permettant de mettre en valeur les changements de comportements en cours et d'identifier les acteurs de la Transition Écologique du territoire. Ces acteurs sont multiples et diversifiés. Nous retrouvons des établissements scolaires, des collectivités locales, des services de l'État, des entreprises et des associations. Leurs actions font le lien entre les actions concrètes de terrain et les orientations nationales et internationales. Elle permet de mettre en lumière les initiatives, et de montrer que la transition écologique est aujourd'hui une réalité qui change nos habitudes et nos comportements dans notre façon de nous déplacer, de nous habiller, de nous alimenter tout en interrogeant notre rapport avec notre environnement. Depuis 20 ans, c'est près de 1 000 porteurs de projets qui ont ainsi saisi l'opportunité de la SEDD pour faire connaître leurs initiatives de développement durable à travers les médias mais aussi en créant des partenariats et des projets collaboratifs.

Fort de ce succès, la DEAL en partenariat avec le Rectorat, a pris l'initiative d'organiser, depuis 10 années, un concours de dessins pour réaliser les affiches officielles et encourager l'expression artistique des élèves réunionnais. Le livre des 20 ans de la SEDD est ainsi illustré par plusieurs de ces dessins témoignant d'une perception juste et pertinente des enfants de tout âge. Une perception qui évolue par ailleurs au fil des années suivant les contextes et les événements qui ont marqué le territoire entre les années 2012 à 2022 (crise requin, épidémie de dengue, pandémie COVID19, cyclone Bejisa, tempête tropicale Fakir, téléphérique PAPANG, etc). Ces dessins témoignent d'une perception très

Mot de la Rectrice

Comme le rappelle ce très bel ouvrage initié par la DEAL et dédié à la célébration des 20 ans de la Semaine Européenne du développement durable, l'éducation au développement durable fait partie des missions de l'école. Depuis la fin des années 1970, avec la première circulaire donnant des « instructions générales sur l'éducation des élèves en matière d'environnement » et fixant comme objectif de « développer chez l'élève une attitude d'observation, de compréhension et de responsabilité à l'égard de l'environnement », l'éducation au développement durable s'est progressivement renforcée en intégrant le code de l'éducation et en s'inscrivant dans deux lois récentes : la loi d'orientation et de refondation de l'École de juillet 2013 et celle pour une école de la confiance de juillet 2019.

L'agenda 2030 et les 17 objectifs de développement durable (ODD) dans lesquels l'ensemble des États membres des Nations Unies se sont engagés depuis 2015 poursuivent, au travers de l'ODD 4, l'ambition d'offrir une éducation de qualité pour tous. Si la France, depuis 1989 a fait de l'éducation la « première priorité » nationale, l'ODD 4 est lui aussi un objectif prioritaire qui conditionne la réussite de l'ensemble de l'agenda 2030. Mieux éduquer c'est ainsi aider à une meilleure santé et espérance de vie pour chacun, espérer et parvenir à de meilleurs revenus, mieux comprendre et préserver l'environnement qui nous entoure, réduire les inégalités, lutter contre les discriminations entre les hommes et les femmes, apprendre à vivre en démocratie et défendre la paix. Le programme est vaste et ambitieux mais l'actualité avec la récente pandémie et la guerre aux portes de l'Europe nous en rappelle l'impérieuse nécessité.

complète du développement durable au-delà des sujets classiques de la protection de la nature, du tri des déchets et des énergies renouvelables, en traitant par exemple de la justice sociale, du vivre ensemble avec nos diversités culturelles ou encore de la problématique de la surconsommation.

L'Agenda 2030 de la France fixe des objectifs à atteindre sur les 17 Objectifs de Développement Durable. Le chemin à parcourir doit être éclairé par notre histoire et nos expériences passées. Cet ouvrage illustre cette transmission d'expérience entre 2 générations : nos enfants appréhenderont leur futur avec la sagesse et la mise en perspective de leurs aînés.

Le territoire de La Réunion est riche de sa biodiversité, de ses ressources naturelles et patrimoniales et de ses habitants et illustre le succès du Vivre Ensemble dans la diversité culturelle, ethnique et culturelle. Nous devons continuer à essaimer les initiatives de toutes dimensions participant au développement durable et à la transition écologique. Gardons en mémoire le chemin parcouru pour atteindre nos objectifs de l'Agenda 2030 avec l'enthousiasme de la jeunesse et la sagesse de nos anciens ; Le développement durable n'est pas un sujet de mode des années 2000, il s'incarne dans les initiatives ici mises à l'honneur et qui sont de plus en plus nombreuses ; et demain dans notre quotidien de citoyen nécessairement pour atteindre les ambitions collectives à 2050 et au-delà.

Jacques BILLANT
Préfet de La Réunion

Défi mondial, défi pour l'humanité, le développement durable est un défi d'éducation inscrit dans l'ADN de notre institution et dans le cœur de tous ses acteurs : élèves, parents, personnels de direction, agents et professeurs.

Défi d'aujourd'hui pour demain, il est relevé au quotidien par les personnels et les élèves de notre académie qui, dans leurs classes, travaillent à une éducation au développement durable et au travers de leurs écoles, de leurs établissements, de leurs référents EDD et de leurs éco-délégués, s'engagent dans de multiples actions citoyennes de préservation de l'environnement, de lutte contre le changement climatique, d'aménagement du territoire, de solidarités locales et internationales en partenariat avec l'ensemble des acteurs du développement durable à La Réunion.

Les dessins mis en valeur dans ce livre témoignent d'une évolution des représentations des élèves concernant les enjeux du développement durable et d'une plus fine compréhension de la complexité de notre monde dans lequel toute action humaine, environnementale, économique, sociale et politique devrait aujourd'hui être pensée dans un contexte et un souci de développement durable. Ces élèves nous dessinent un monde de demain plus durable et plus désirable, ils nous tracent une voie, celle d'un avenir commun durable qu'il nous appartient d'emprunter ensemble.

Merci à eux, à la DEAL pour cette belle initiative et bonne lecture à toutes et à tous.

Chantal Manès-Bonnisseau
Rectrice de l'académie de La Réunion

Mot de la Région

Partenaire historique de la Semaine Européenne du Développement Durable, le Conseil régional est fier de renouveler son engagement aux côtés de l'État et du Conseil départemental pour cette 20^{ème} édition.

En vingt ans, nous mesurons le chemin parcouru. Il y a encore quelques années de cela, les questions liées à la transition énergétique et au développement durable, étaient le plus souvent relayées au second plan. Aujourd'hui, elles sont au cœur de chaque projet. On ne compte plus les études environnementales, les avis consultatifs ou encore l'accroissement des critères environnementaux, notamment au sein des marchés publics. Cette évolution des politiques publiques, nous le devons avant tout à une évolution des mentalités qui n'a été possible que par des actions de sensibilisation de grande ampleur comme la Semaine Européenne du Développement Durable (SEDD).

Mais beaucoup reste à faire car le développement durable est un combat de tous les instants. La mobilisation de tous les acteurs, politiques, institutionnels, associatifs, mais aussi de tous les citoyens, est plus que jamais nécessaire aujourd'hui pour continuer sur ce chemin.

Il s'agit là d'un enjeu d'autant plus important pour notre territoire que La Réunion figure parmi les « hot spots » mondiaux en matière de biodiversité. Encore de nos jours, scientifiques et bénévoles passionnés découvrent régulièrement de nouvelles espèces végétales et animales ! Sur terre, dans l'océan ou dans les airs,

La Réunion regorge de trésors dont nous devons nous faire les garants au profit des générations futures.

La Réunion constitue un fabuleux laboratoire pour penser le monde de demain. Notre insularité, nos reliefs montagneux et volcaniques, notre climat capricieux fait de vents, de houles et de cyclones, en font une terre où peut se préparer l'excellence environnementale de demain.

C'est l'ambition que nous portons à travers notre projet de mandature qui repose sur un triptyque : l'humain, l'économie et le territoire, à l'image d'une Réunion dynamique, solidaire et écologique. Une Réunion durable qui se construit à travers une politique de déplacement et de mobilité plus respectueuse de l'environnement, l'autonomie énergétique, un rééquilibrage harmonieux du territoire et une politique de traitement des déchets visant le « Zéro déchet » d'ici 2030. C'est un défi urgent. C'est un sujet sur lequel je souhaite que La Réunion puisse faire preuve d'exemplarité. Ensemble, nous pouvons y arriver.

Les vingt ans de la semaine du développement durable sont une occasion formidable de mettre en avant ce chemin parcouru et ce que notre île offre de meilleur. Je souhaite que cet événement majeur continue à avoir le succès qu'il connaît et qu'il mérite.

Huguette BELLO
Présidente de la Région Réunion

Mot du Département

Le dérèglement climatique n'est pas une menace lointaine. C'est un processus dont les causes sont intrinsèquement liées à notre modèle de production et de consommation et dont les conséquences fragilisent notre modèle de société actuel en particulier la sécurité alimentaire, sanitaire, économique et politique.

Le Département de La Réunion est un acteur engagé de longue date dans des politiques en faveur du développement durable et de la protection de l'environnement, à travers différents plans, dont le Schéma Départemental d'Aménagement et de Développement Durable (2006) et le Plan Climat Energie Territorial (2014).

Aujourd'hui, au regard des enjeux de plus en plus prégnants sur notre environnement et notre écologie, le Département renouvelle son engagement en faveur de la Transition Ecologique et Solidaire, alliant meilleure prise en compte de notre impact sur ce qui nous entoure, et une plus grande implication de chacun d'entre nous, élus, agents, citoyens, entreprises, dans ce changement de société.

Les défis environnementaux sont tels que la transition écologique implique une transformation des modes de production, de consommation, de mobilités, d'élaboration des politiques publiques, de vivre et de faire ensemble. Face à ces nouveaux défis, l'innovation est une condition déterminante pour réussir la transition écologique.

Cet engagement a pris la forme en 2021 d'un Plan de Transition Ecologique et Solidaire, dont l'objectif est de démontrer que le changement de modèle est possible, non seulement pour la collectivité dans le cadre de l'élaboration de ses politiques publiques, de ses programmes d'investissement, mais aussi pour le territoire et les acteurs qui le composent.

L'adoption, en assemblée plénière du Département, de ce Plan a constitué une étape importante. Pour autant, elle ne fige pas une liste exhaustive d'actions rigides et inamovibles. Au contraire, le Département, par ce plan, a ouvert la porte aux expérimentations, à l'intégration de nouveaux projets issus de la concertation citoyenne, à la poursuite de la coopération avec tous nos partenaires publics et privés.

Le Département s'inscrit pleinement dans une démarche d'innovation, à la fois citoyenne, écologique, sociale et sociétale.

Cyrille MELCHIOR
Président du Conseil départemental

SOMMAIRE

17 ODD

Pour quoi faire / P07

Frise chronologique

Les grandes dates du développement durable
P08/P09

Les Objectifs

/ P10



ODD 1 / P12

Pas de pauvreté



ODD 2 / P18

Faim « zéro »



ODD 3 / P24

Bonne santé et bien-être



ODD 4 / P30

Éducation de qualité



ODD 5 / P36

Égalité entre les sexes



ODD 6 / P42

Eau propre et assainissement



ODD 7 / P48

Énergie propre et d'un coût abordable



ODD 8 / P54

Travail décent et croissance économique



ODD 9 / P60

Industrie innovation et infrastructure



ODD 10 / P66

Inégalités réduites



ODD 11 / P72

Villes et communautés durables



ODD 12 / P78

Consommation et production responsables



ODD 13 / P84

Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques



ODD 14 / P90

Vie aquatique



ODD 15 / P96

Vie terrestre



ODD 16 / P102

Paix, justice et institutions efficaces



ODD 17 / P108

Partenariats pour la réalisation des objectifs

Partenaires de la SEDD
/ P116-117

Remerciements

Dessins des lauréats 2022
/ P118-119

Glossaire
/ P120-121



“ Semaine Européenne du Développement Durable :
ensemble pour sauver
le Monde ! ”

Il était une fois une planète bleue, pleine de richesses et de ressources naturelles. Malheureusement, après 4,5 milliards d'années d'existence, cette terre s'épuisait : jour après jour, ses ressources s'affaiblissaient, sa biodiversité se raréfiait, le changement climatique gagnait du terrain et perturbait l'équilibre naturel ; la situation menaçait toutes les formes de vie sur Terre, y compris les hommes, dont l'activité était pourtant la principale cause des perturbations de nos écosystèmes.

Cette terre, c'est la nôtre, et il est temps d'inverser la tendance : savez-vous que les humains utilisent l'équivalent de 1,6 planète terre pour maintenir leurs modes de vie ?

Heureusement, dans le monde, ici et ailleurs, des personnes agissent et multiplient les actions en faveur de la planète et de ses populations, pour promouvoir la paix et la prospérité.

Afin de valoriser ces actions, les pouvoirs publics ont instauré la Semaine européenne du développement durable (SEDD) il y a tout juste **vingt ans**, une initiative relayée dans notre île de La Réunion.

La DEAL, en partenariat avec le Rectorat, encourage la jeunesse depuis 2012 à participer avec un concours de dessins ouvert à tous les établissements scolaires de l'île. Le but : créer l'affiche de la Semaine européenne du développement durable de l'année en cours. À ce jour, plus de 700 dessins ont été réalisés !

17 objectifs de développement durable

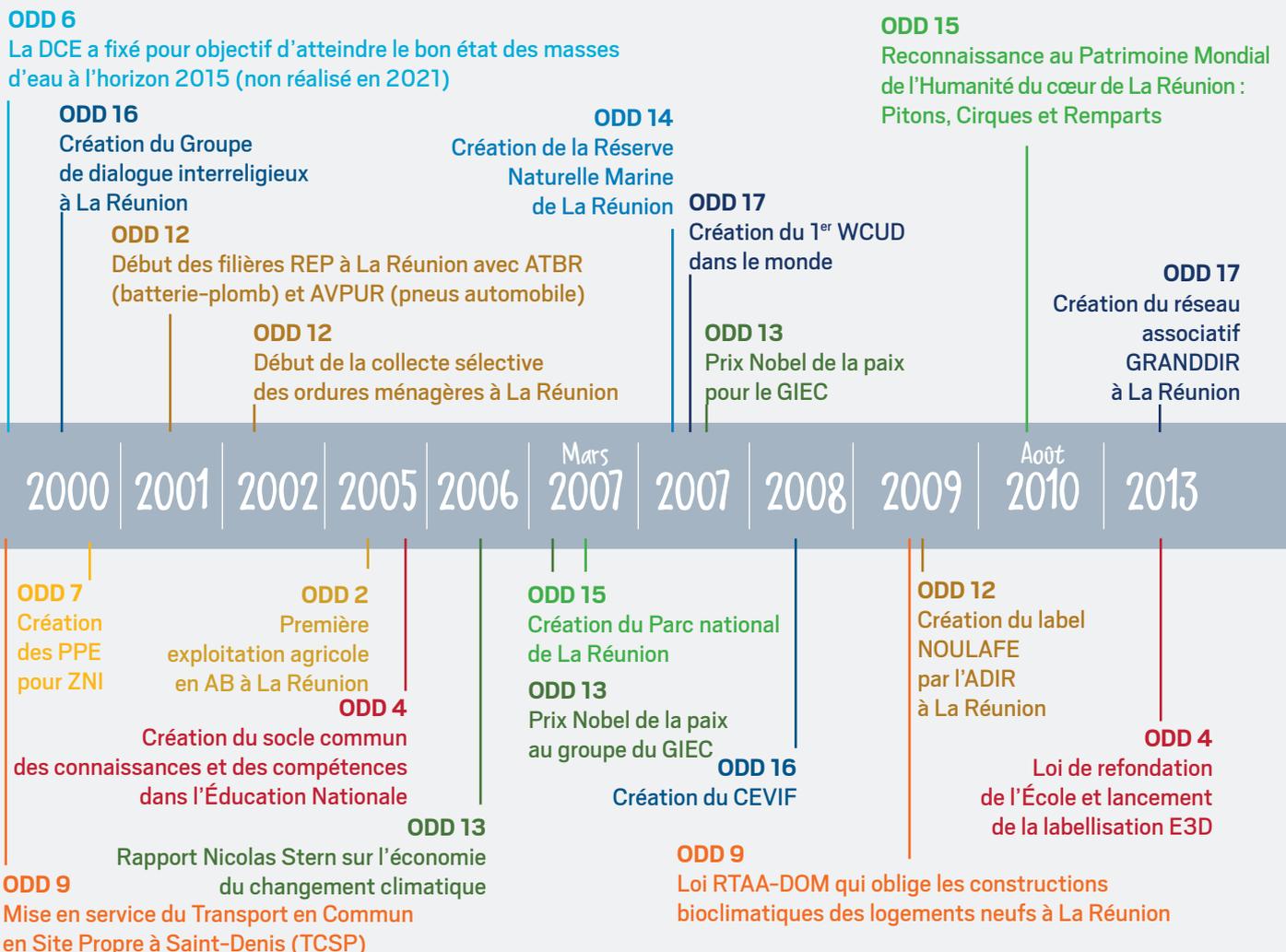
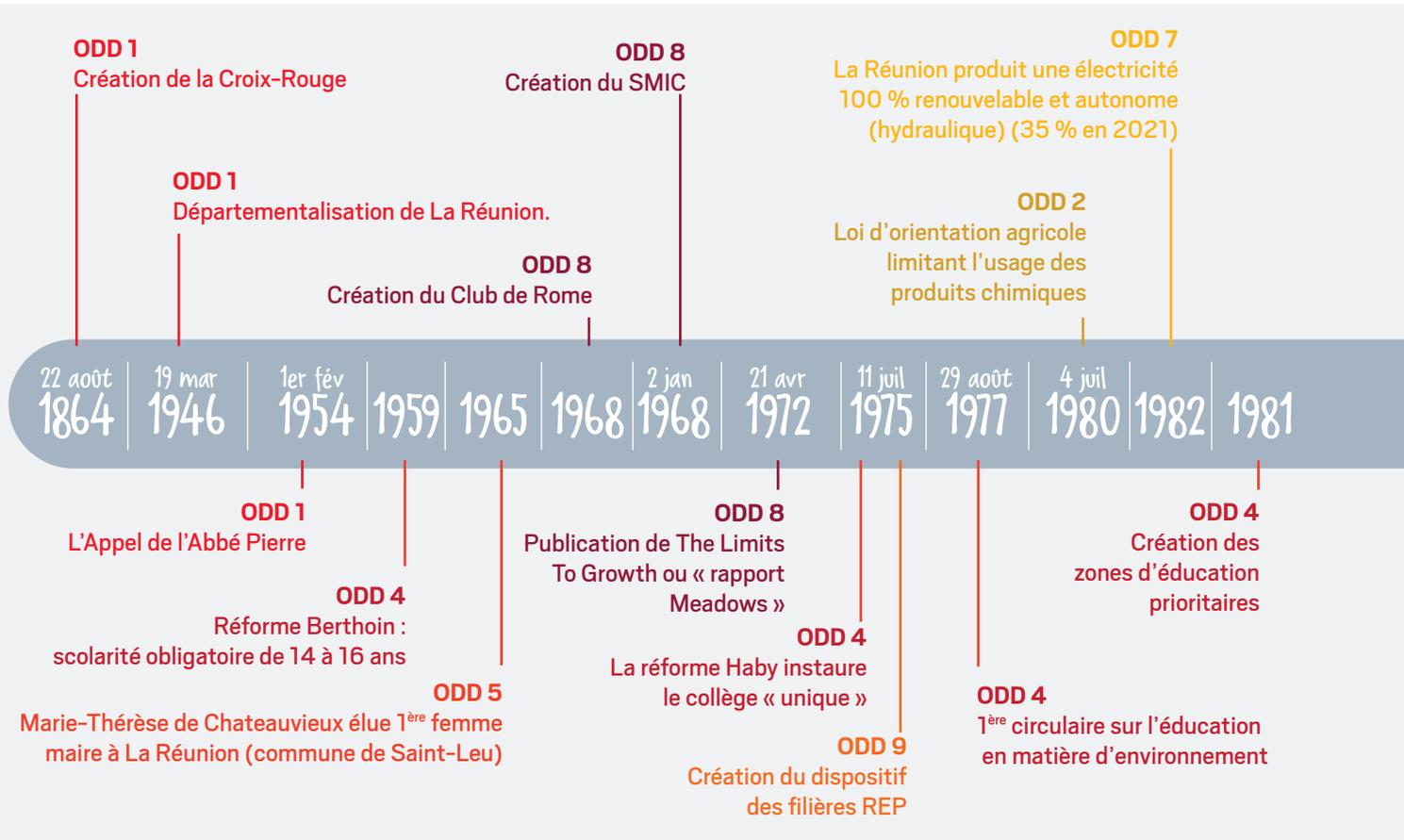
Pour quoi faire ?

Pour préserver la planète et l'humanité, les 193 pays membres de l'ONU se sont alliés en 2015, définissant 17 Objectifs de développement durable (ODD). Ces objectifs s'accordent sur les changements majeurs et urgents à engager dans le monde : Pas de pauvreté ; Faim « Zéro » ; Bonne santé et bien-être ; Éducation de qualité ; Égalité entre les sexes ; Eau propre et assainissement ; Énergie propre et d'un coût abordable ; Travail décent et croissance économique ; Industrie, innovation et infrastructure ; Inégalités réduites ; Villes et communautés durables ; Consommation et production responsables ; Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ; Vie aquatique ; Vie terrestre ; Paix, justice et institutions efficaces ; Partenariats pour la réalisation des objectifs.

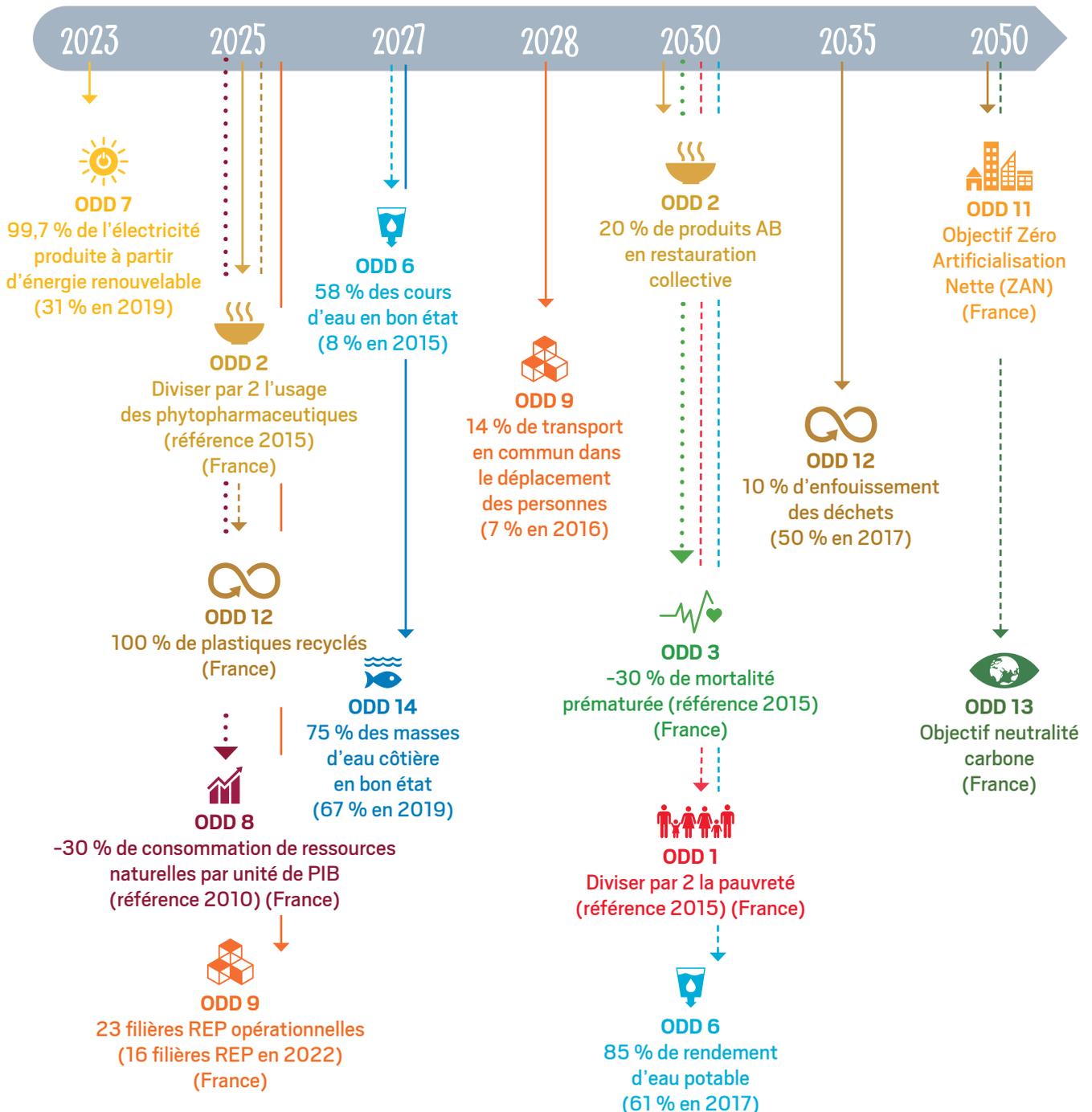
Et chaque année, les actions menées pendant la Semaine Européenne du Développement Durable soutiennent ces 17 ODD et leur objectif commun de construire un avenir durable aux générations futures. Portés par des individus et des structures, les projets fleurissent partout sur l'île de La Réunion ; beaucoup d'entre eux perdurent, année après année.

L'union fait la force et ensemble, l'espoir de concrétiser les objectifs à l'horizon 2030 paraît réalisable !

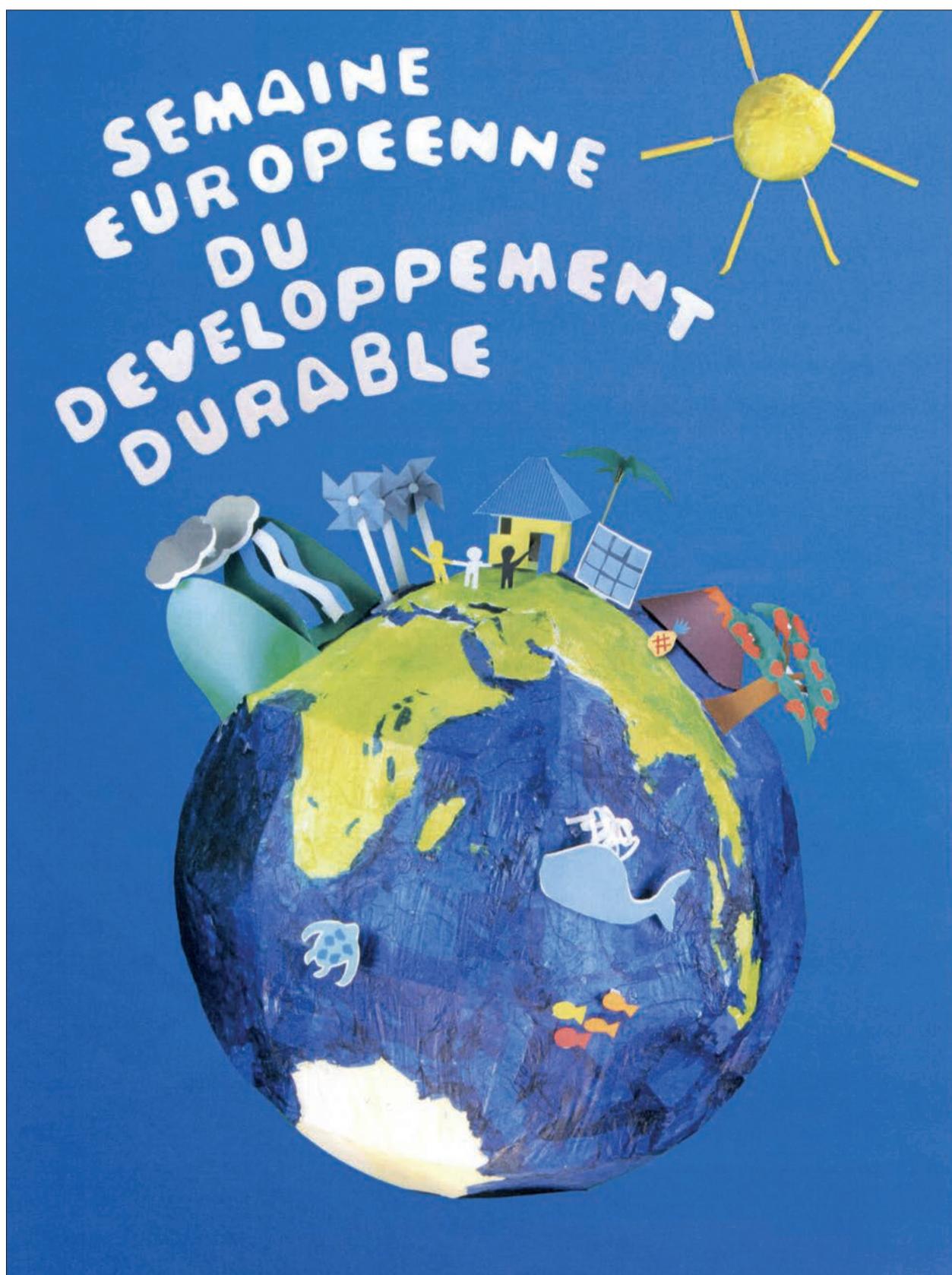
FRISE CHRONOLOGIQUE



OBJECTIFS DE LA RÉUNION







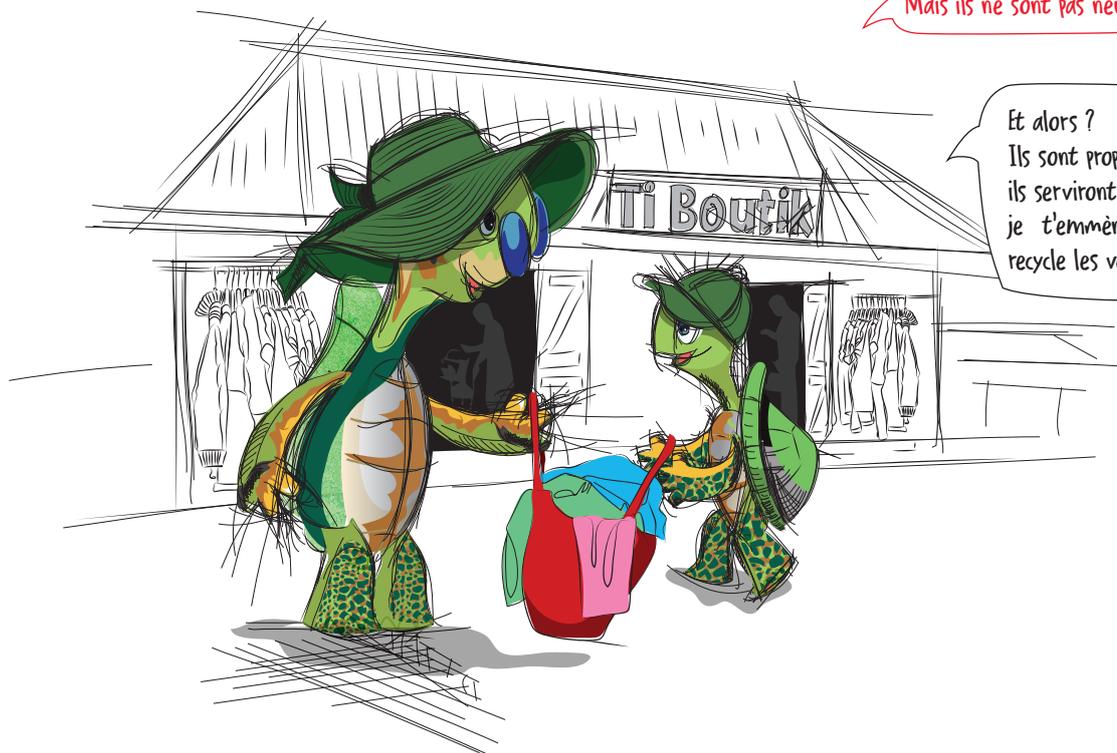
2019 - Lauréat - Lycée professionnel Jean Perrin

Mamie, que vas-tu faire de mes vêtements de quand j'étais petit ?

Les donner à d'autres !

Mais ils ne sont pas neufs !

Et alors ?
Ils sont propres et en bon état : ils serviront à d'autres. Viens, je t'emmène dans une boutique qui recycle les vêtements de seconde main.



FRISE CHRONOLOGIQUE

22 Août
1864

Création de la Croix-Rouge et du Droit International Humanitaire

19 mars
1946

Départementalisation de La Réunion

1^{er} février
1954

L'Appel de l'Abbé Pierre, sur les ondes de Radio Luxembourg pour faire appel à la générosité des Français envers les plus pauvres

1988

Adoption du RMI : Revenu Minimum d'Insertion destiné à tous les pauvres et précaires quelle que soit leur situation sanitaire

OBJECTIF 2030

Diviser par 2 la pauvreté (référence 2015) (France)



À Marie-Ange Rasoanirina,

Présidente de l'association Tifripi

Pourquoi avoir axé l'action de Tifripi sur l'aide aux victimes de violences conjugales ?

C'est une volonté de solidarité, d'échange et d'entraide. C'est aussi mon histoire personnelle, mon passé, et l'envie d'en faire quelque chose de positif.



ODD
1

Nous voici dans la rue Général de Gaulle à Saint-Denis, plus précisément au numéro 169. Devant nous, la vitrine fort bien agencée d'une friperie. Poussons la porte. Un "Bonjour !" chaleureux : Marie-Ange Rasoanirina, présidente de l'association Tifripi, accueille les visiteurs avec un franc sourire. Dans les rayons, on trouve des vêtements et accessoires de seconde main, des chaussures, des bijoux, des jouets – le tout à bas prix. L'atmosphère est paisible.

Mais le local est plus qu'un magasin, il est aussi un lieu d'échanges et de discussions fraternelles. La boutique solidaire de l'association Tifripi, ouverte en 2021, s'attache à aider les plus démunis, ceux qui vivent en centre d'hébergement, notamment les femmes battues, les personnes sans domicile fixe, ou les victimes d'accidents de la vie... Elle leur fournit gratuitement des vêtements ou des objets utiles – par exemple table à langer – pour parer à leurs besoins élémentaires. Mais pas seulement : elle organise des ateliers de couture, de retouche, ou encore de dessin, ainsi que des sorties mensuelles, le tout, pour créer du lien et du soutien.

Et les amitiés sont solides : « Certaines des personnes aidées reviennent nous voir, même après être sortie des centres d'hébergement, explique Marie-Ange Rasoanirina, elles discutent, passent dire bonjour, donnent des nouvelles ».

UN SOUTIEN AFFECTIF ET MATÉRIEL

Depuis l'ouverture de la boutique solidaire, on en compte environ 500, un nombre qui, hélas, ne cesse de croître.

Mais grâce aux membres de l'association, soutenus par des particuliers et des associations, les personnes en difficulté trouvent un soutien affectif et matériel.

La boutique solidaire est ouverte à tous, elle récolte plusieurs centaines de kilos de vêtements par semaine, de quoi renouveler sa garde-robe à bas prix. Surtout quand on sait que l'intégralité des bénéfices sert à financer les activités et les ateliers de l'association.

Tifripi s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire, de valorisation de la friperie. D'ailleurs, sa première action, en partenariat avec douze autres associations, a été l'organisation d'un défilé de mode d'habits recyclés de seconde main réalisés avec des bénéficiaires.



©Tifripi

Alors, on peut recycler même les vêtements !



Oui, mais pas seulement ! Bien d'autres choses peuvent être réutilisées. Poursuivons notre promenade du côté du Port, pour visiter l'Agame qui recycle des ordinateurs...

Une QUESTION ?

À Mickaël Camare-Eddine,

Formateur à l'Agame

Quelle est l'origine de l'Agame ?

L'élément déclencheur est une sensation de gâchis ! Bruno Pichon, créateur de l'Agame, se désolait de voir au bord des chemins des ordinateurs abandonnés. En y regardant de plus près, il s'est aperçu qu'une bonne partie de ces déchets étaient réparables. L'idée de les réemployer a ainsi fait son chemin, pour finalement aboutir à l'Agame.

©Agame



Que faire de cet ordinateur qui ne fonctionne plus ou qui est trop vieux ? C'est la question que se posent nombre d'utilisateurs, qui, souvent, par peur de payer des réparations coûteuses, préfèrent reléguer au rebut leurs appareils informatiques.

Depuis son ouverture en 2014, l'Agame récupère les ordinateurs destinés à la poubelle et les répare dans la mesure du possible. Au fil des années, cet ACI (atelier d'insertion par l'informatique) s'est développé et peut s'enorgueillir aujourd'hui de former et d'accompagner les personnes vers l'emploi, en plus de reconditionner les ordinateurs. Son public : des jeunes en recherche de travail, mais aussi des personnes plus âgées qui souhaitent se former au numérique et s'adapter à la dématérialisation. « Certains, qui se sont formés ici, sont devenus à leur tour formateurs. C'est mon cas », explique Mickaël Camare-Eddine.

CRÉER DES EMPLOIS

L'un des objectifs de l'Agame est de créer des emplois. Pour cela, la société s'appuie sur trois piliers : l'économie, le social, l'éducation. Elle veut insérer ses salariés par l'activité économique et la formation, réduire la fracture numérique en équipant et formant les personnes exclues de l'informatique, et participer à la politique de prévention des déchets en réemployant des ordinateurs.

Entre autres actions, l'Agame a lancé le projet « SOS urgences numériques scolaires », qui a permis d'équiper en ordinateurs cent familles du Port. Pour son engagement, l'Agame a remporté en 2017 le Prix régional ESS (économie sociale et solidaire) décerné par la CRESS Réunion.

En 2020, avec la crise Covid, les ordinateurs ont pris beaucoup de place dans la vie quotidienne : télétravail, visioconférences, visionnages de séries télévisées, devoirs en ligne... De plus en plus, l'Agame répond à des sollicitations de formation. Et désormais la structure étend son action sur plusieurs communes de l'île.



2015 - Lycée Ambroise Vollard



2016 - Lycée professionnel Léon De Lepervanche



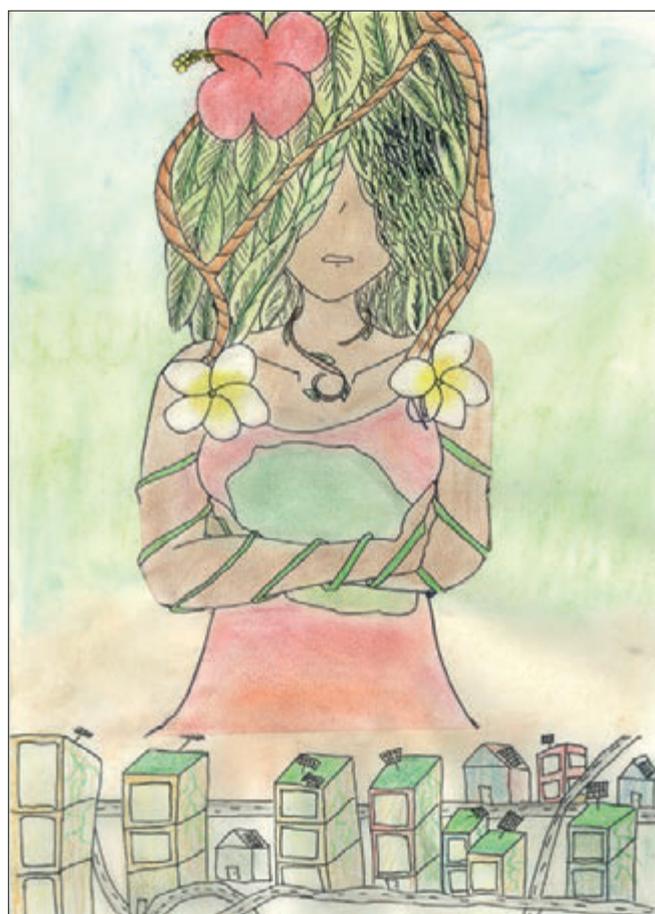
2016 - Lycée professionnel Léon De Lepervanche



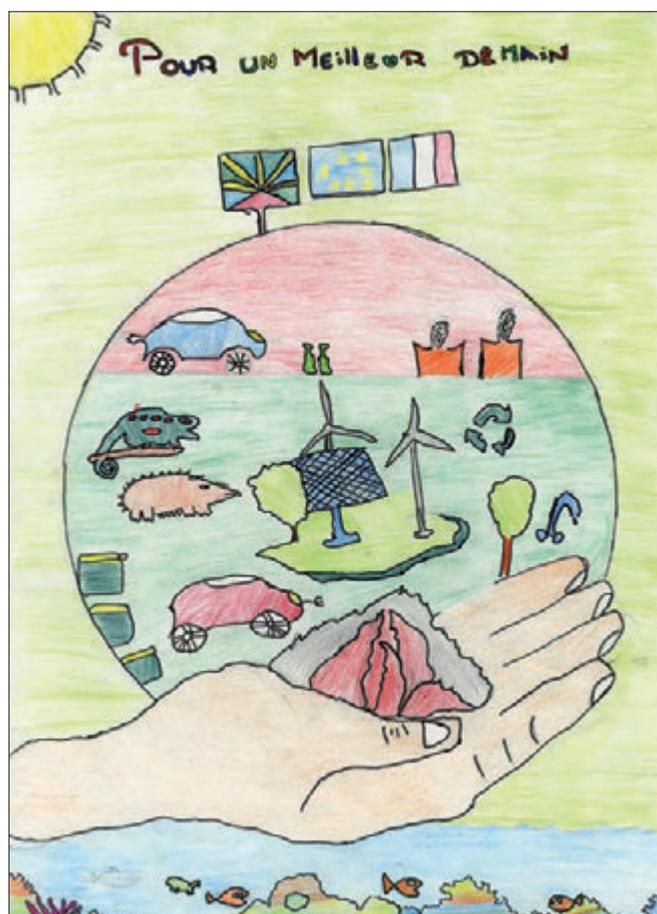
2017 - Lycée Ambroise Vollard



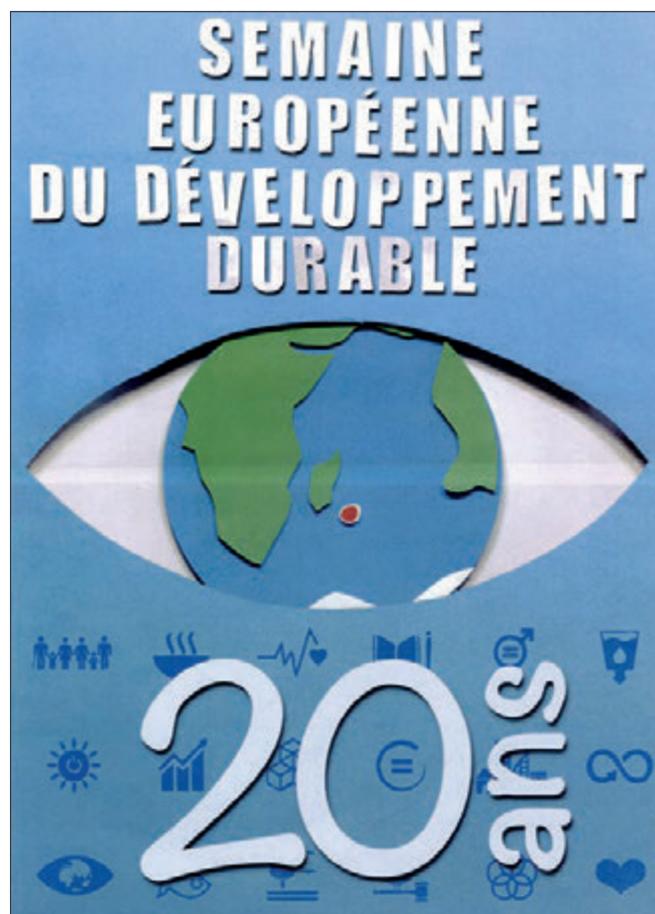
2017 - École Carrosse



2018 - Lycée Evariste De Parry



2019 - Collège Hubert de Lisle



2022 - Lycée professionnel Jean Perrin

Le bio péi s'invite à nos tables



2012 - Lauréat - Collège les Alizés

Mamie, le gayar tous ces fruits et légumes, ça va me changer des fast-foods!

Eh oui, bien manger, c'est prendre soin de soi, mais aussi de la planète !

Ça veut dire que notre santé est liée à celle de la planète ?

Tu as tout compris ! En prenant soin de nous, on prend soin de la planète et inversement !



Moi, je voudrais apprendre comment faire un potager !

Il suffit de demander : chez nous, des associations se mobilisent pour une « éducation à la vie saine ». Laisse-moi t'en présenter quelques-unes...

FRISE CHRONOLOGIQUE

4 juillet
1980

Loi d'orientation agricole qui reconnaît une agriculture « n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse »

Septembre
1985

Création des Restos du Coeur par Coluche

Règlement CEE 2092/91 du 24 juin 1991 : reconnaissance de l'Agriculture Biologique donnant naissance par la suite au label AB

24 Juin
1991

2005

Première exploitation en AB à La Réunion

27 août
2021

la Commission Européenne a approuvé la demande d'inscription de la « Vanille de l'île de La Réunion » premier produit agricole de La Réunion dans le registre des indications géographiques protégées (IGP)

OBJECTIF

2025

Diviser par 2 l'usage des phytopharmaceutiques (référence 2015) (France)

2030

20 % de produits AB restauration collective



À Esther Lobet Bedjedi,

Créatrice d'Arterre

Qu'est-ce qui vous a le plus marquée pendant les années Arterre ?

Les rencontres !

On allait là où les gens ont l'habitude d'aller, dans leur quotidien. Nous pouvions être à différents endroits avec différentes ambiances : dans les écoles, les manifestations diverses, les festivals, par exemple au Leu Tempo Festival où, avec notre restaurant itinérant, on sensibilisait à une alimentation végétarienne. Les gens, réticents au début, s'exclamaient devant les belles assiettes et se régalaient !



Naguère, à La Réunion, existait une association nommée Arterre. Soucieuse de maintenir le lien entre les gens et la nature, pour un bien-être commun, elle promouvait l'agroécologie, les jardins pédagogiques, l'écologie pratique, l'alimentation saine et les nouvelles gouvernances qui valorisent chaque personne dans son savoir-faire.

L'association Arterre avait un jardin pédagogique à Bras-Panon, puis au Tampon ; elle l'ouvrait à tous, notamment pendant les Semaines du développement durable. Petits et grands y découvraient des fruits et légumes en abondance, surtout des tubercules comme la patate douce, robuste et facile à cultiver. Esther Lobet Bedjedi, créatrice de l'association, se souvient : « Il y avait aussi des fruits et légumes anciens, ils avaient beaucoup de succès : les gramounes les renvoyaient avec plaisir, se rappelaient leur enfance, les plus jeunes étaient curieux ».

CHANGER DE MODE DE VIE

Certains d'entre eux repartaient du jardin avec l'idée et l'envie de créer le leur. Les gens, ou les structures telles que les établissements scolaires faisaient de la place dans les cours. Un guide de l'enseignant « Jardin Marmay », soutenu par la DEAL, a même été publié par Arterre pour tout savoir sur le jardinage. Les plus jeunes pouvaient ainsi apprendre à planter, à soigner et à déguster.

Des années après la fermeture de l'association Arterre, l'impact n'a pas faibli.

Esther Lobet Bedjedi s'en réjouit : « Les gens me disent encore aujourd'hui combien cela a changé leur vision, leur façon de s'alimenter, leur mode de vie. Cela correspond à des attentes toujours d'actualité, quel que soit le public, agriculteurs comme particuliers : la reconnexion à la nature, l'autonomie alimentaire, la réduction des dépenses, l'envie d'une vie plus saine, de savoir ce qu'on produit et de privilégier les circuits courts ».

Finalement, Arterre nous a appris que bien se nourrir est un art à la portée de tous !

En attendant d'avoir notre potager, on devrait aller au marché plus souvent, Mamie ! Moi, j'aime voir tous ces beaux fruits et légumes !



Et moi, j'aime bavarder, justement, c'est le lieu idéal pour se faire des amis !

Une
QUESTION ?

À Stéphane Foglia, de l'association AREC

Le marché Solidari-Terre pourrait-il inspirer d'autres personnes ?

Il y a eu des tentatives de créer d'autres marchés de ce type. Mais ce n'est pas si simple : il faut un travail de fond, rechercher la qualité, les producteurs, le terrain, intégrer cela à un mode associatif...

Pourtant, l'envie est là : des associations me contactent pour les renseigner sur la manière de procéder. Nous donnons toutes les informations utiles, car nous voulons partager notre expérience pour que ces marchés, à l'avenir, soient plus nombreux.



©Arec

En 2009, une association, l'AREC (Association pour le Respect de l'Environnement et du Cadre de vie) devenait une pionnière en créant le premier marché bio associatif de La Réunion – jusque-là le seul.

L'un de ses fondateurs, Stéphane Foglia, se souvient de ce temps-là : « On ne savait pas trop où on allait avec ce projet. Ce qu'on savait c'est qu'on avait besoin de sens et de proximité ». Ainsi, depuis cette date, chaque semaine, le marché Solidari-Terre propose des produits bio, locaux et de saison dans une pépinière privée : ananas, pitaya, papaye, pomme de terre, carottes, salades, poireaux... il y a le choix ! Ce marché est réservé aux adhérents de l'association, du consommateur à l'agriculteur. Et à chaque édition, c'est un peu comme une réunion de famille, unie autour des mêmes valeurs.

En 2022, environ 15 agriculteurs des microrégions du sud (Tampon, Saint-Joseph, Petite-Île, Saint-Pierre) sont partenaires de l'association. Pas besoin d'un label pour l'intégrer, mais il faut s'engager à une conduite bio. Chaque semaine, les bénévoles de l'AREC se rendent dans les exploitations pour s'assurer de la traçabilité des produits et du respect de la charte.

LE MARCHÉ, POUR TISSER DU LIEN SOCIAL

Le but est la qualité à prix accessible. Mais pas seulement. C'est aussi une manière de tisser du lien social, autant pour les visiteurs qu'entre les agriculteurs.

« Le bio à une échelle locale, c'est du militantisme ! Le maraîchage ? Un sacerdoce. Les agriculteurs qui nous nourrissent sont mal considérés et mal payés. Pourtant, ils choisissent de continuer envers et contre tout », souligne Stéphane Foglia.

L'association propose également un panier fruits et légumes une fois par semaine et des animations ponctuelles telles que le jardinage.

De plus en plus, les consommateurs cherchent des aliments sains, naturels et de qualité à coût raisonnable, aussi à privilégier les circuits courts, qui valorisent le contact humain. Et pourquoi pas apprendre soi-même à produire ses fruits et légumes !



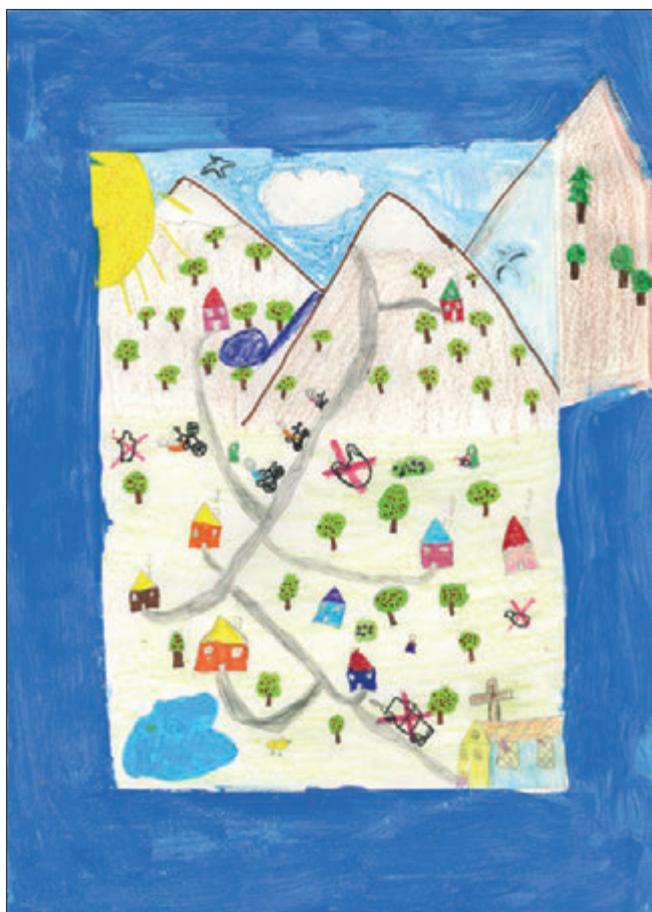
2012 - Collège les Alizés



2015 - Lycée Marie Curie



2015 - Lycée Ambroise Vollard



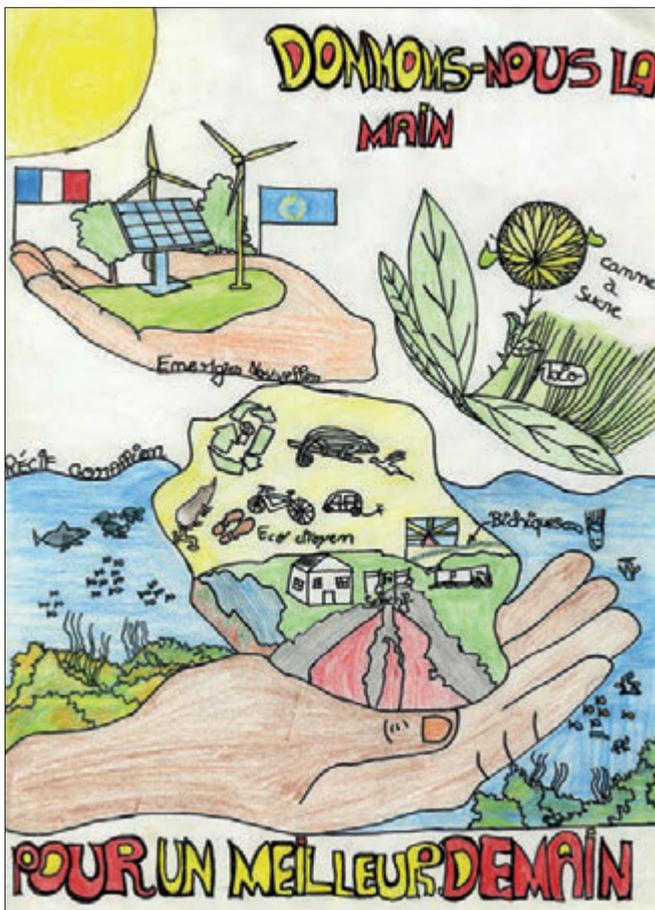
2016 - École Coin Tranquille



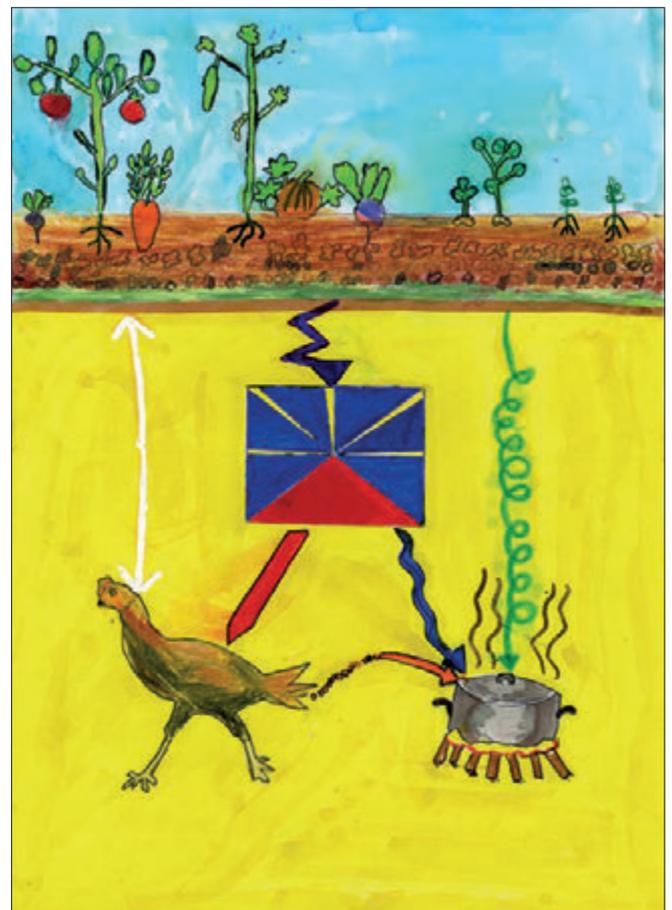
2018 - Collège Guy Moquet



2018 - Collège Lucet Langenier



2019 - Collège Hubert De Lisle

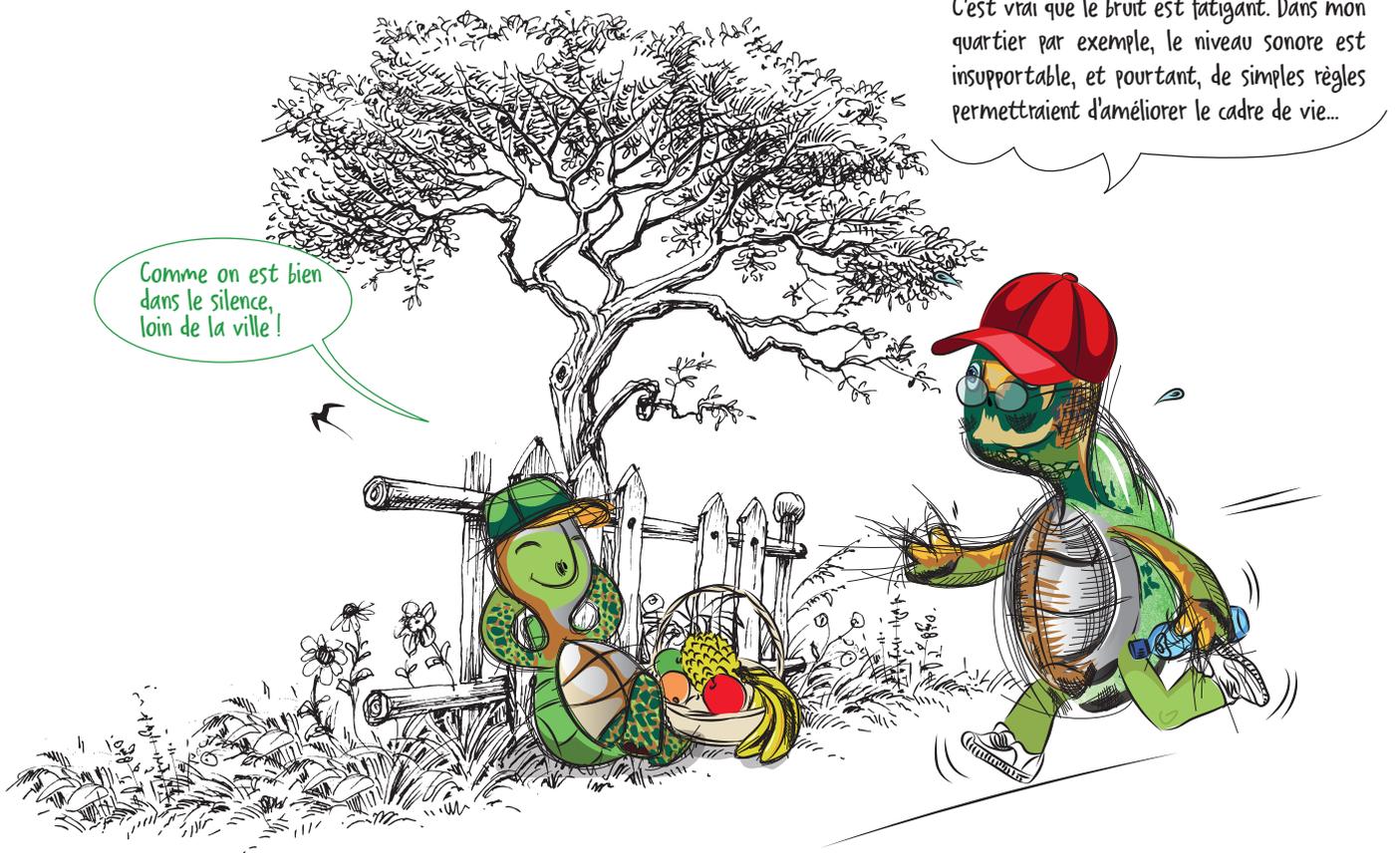


2020 - École Stella Matutina

BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



2020 - Lauréat - Ecole élémentaire de Stella Matutina



FRISE CHRONOLOGIQUE

27 juillet
1999

Création de la CMU
(Couverture Maladie Universelle)



OBJECTIF 2030

- 30 % de mortalité prématurée
(référence 2015) (France)



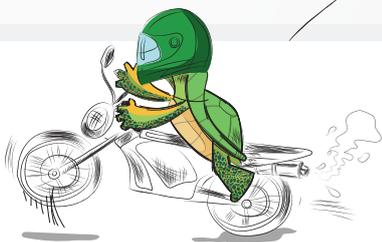
À Fabien Georgel,

Chargé de communication Atmo Réunion

Quel est le message derrière cette sensibilisation à la pollution au volant ?

Toute action sur les niveaux de pollution a une action positive sur la santé publique. À Atmo, notre rôle consiste à surveiller la qualité de l'air dans l'intérêt de la population, car la pollution atmosphérique a un impact sur la santé, et peut provoquer des maladies allant de l'asthme au cancer.

Il faut aussi penser à ceux qui sont derrière nous, à la qualité de l'air que nous leur laisserons. Il n'y a pas de petits gestes si nous sommes 50 millions à les faire.



C'est quoi ce bruit ?



C'est une moto qui passe sur la route là-bas. Oté, il y a beaucoup de fumée qui sort du pot d'échappement ! Pourtant, c'est si simple de réduire sa pollution au volant...

Les bonnes pratiques débutent tôt ! En 2004, des élèves de BTS du lycée des Métiers de l'automobile Georges Brassens ont organisé avec l'ORA, l'Observatoire réunionnais de l'air (aujourd'hui Atmo Réunion), une action de sensibilisation à la pollution au volant, sous la conduite de leur professeur M. Turquetil et avec le soutien de la police municipale. « Une action de terrain est toujours sympathique, on touche les gens dans leur voiture, on est dans le concret », explique Fabien Georgel, chargé de communication à Atmo Réunion.

Une dizaine de lycéens se sont ainsi installés au Barachois à Saint-Denis et proposaient aux automobilistes de réaliser gratuitement un contrôle anti-pollution, en testant notamment le taux de monoxyde de carbone.

L'opération a connu un certain succès et les automobilistes ont été nombreux à faire inspecter leur véhicule. Les jeunes en ont profité pour sensibiliser à l'éco-conduite, c'est-à-dire à tous les comportements qui visent à réduire la pollution au volant.

ÉCO-CONDUITE = ÉCONOMIES

Les conseils ont été simples : entretenir régulièrement sa voiture, par exemple changer les filtres à air, vidanger, vérifier les niveaux, nettoyer les injecteurs... Aussi ne pas débrider le moteur, éviter les accélérations brutales et les freinages, car en plus d'une surconsommation de plaquettes, cela libère de la poussière dans l'atmosphère et dégrade la qualité de l'air. Une astuce consiste également à éteindre le moteur à l'arrêt dans les embouteillages, car « contrairement aux idées reçues éteindre le moteur et le rallumer ne consomme pas davantage d'essence si le moteur est chaud ».

Aujourd'hui, l'éco-conduite est enseignée dans les auto-écoles, histoire d'adopter les bons réflexes dès l'obtention du permis. Autre avantage : qui dit éco-conduite, dit économies. De quoi se pencher sérieusement sur la question.

Car ce qui est sûr, c'est qu'une opération comme celle-ci mérite d'être reconduite !

Enfin, mieux vaut vivre dans la nature plutôt qu'en ville, c'est moins pollué.



Ne crois pas ça ! La pollution est partout, et c'est à nous, citoyens, de préserver notre environnement. Heureusement, il y a toujours des gens de bonne volonté pour cela. Allons du côté de Saint-Benoît, par exemple...

Une QUESTION ?

À Sébastien Mariotti,

Chargé de mission transition écologique, ingénieur des Travaux Publics de l'État

Où en est la sensibilisation sur les dépôts sauvages ?

Elle progresse, les signalements se multiplient. Les personnes se sentent concernées, d'ailleurs les actions de ramassage des déchets se font plus nombreuses. Et cela touche de plus en plus de monde, toutes générations confondues : adultes et enfants participent, y compris les scolaires, et chacun le fait avec une certaine fierté !



©Bernadette Gravina

Tout commence en 2019. En effectuant une tournée dans l'île, une équipe d'agents de l'État repère un tas de pneus dans l'embouchure de la ravine Saint-François à Saint-Benoît. Une catastrophe écologique et sanitaire quand on sait que le pneu se décompose très difficilement dans la nature et peut servir de gîte larvaire pour les moustiques, vecteurs de dengue et de chikungunya. Pas question donc de laisser cette pollution sur place ! Un peu plus tard, une dizaine de bénévoles, agents de l'État et de la CIREST, débarquent sur le site avec une camionnette pour enlever les pneus ; une opération délicate, car les galets rendent l'accès impraticable. 1 tonne au final sera prélevée grâce à l'appui logistique de la CIREST ! La ravine Saint-François retrouve son cadre verdoyant, mais pour combien de temps ?

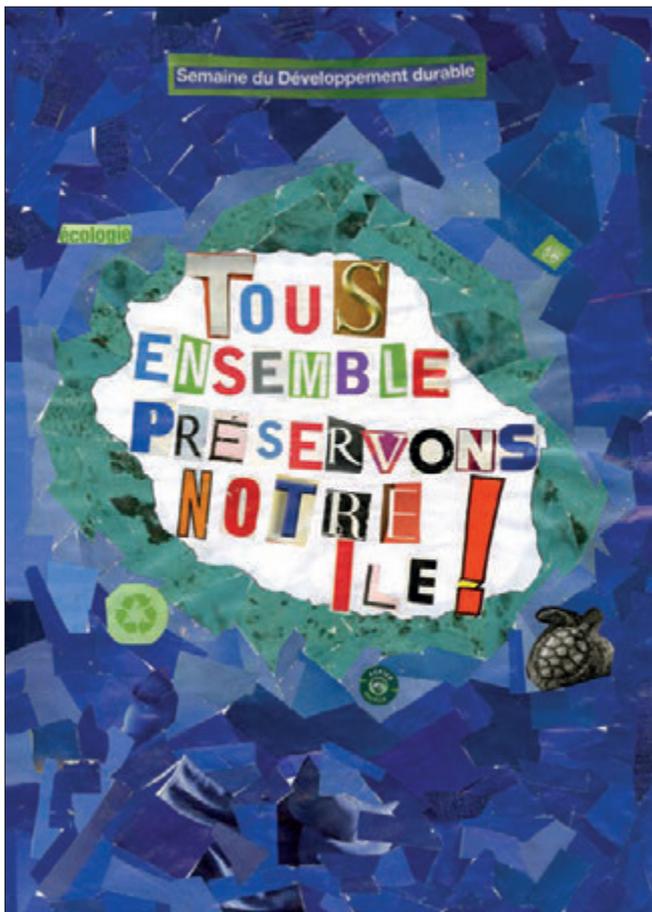
« En laissant les pneus dans la nature, on pollue non seulement son environnement, mais on perd aussi une occasion de revaloriser le déchet et de produire de la richesse locale », souligne Sébastien Mariotti, chargé de mission transition écologique et ingénieur des Travaux Publics de l'État.

RECYCLER LE PNEU À LA RÉUNION

Car à La Réunion, on recycle le pneu. Il est revalorisé localement via la filière REP Avpur. Après le tri (on ne recycle pas de la même manière un pneu tourisme et un pneu pour machine agricole) les pneus sont déchiquetés en gros copeaux de caoutchouc et en résidus métalliques ; on sépare ensuite l'acier de la gomme, puis les pneus sont broyés en chips et en granulats, et recyclés par exemple en revêtement de route. Une nouvelle vie !

L'opération de nettoyage s'est renouvelée en 2020 et 2021 et toujours avec le soutien infailible de la CIREST. En 2021, le tonnage de déchets était si important qu'il a fallu utiliser un hélicoptère pour les hélitreuiller. Un comble pour une action écologique, mais quel autre choix pour désencombrer le lieu ?

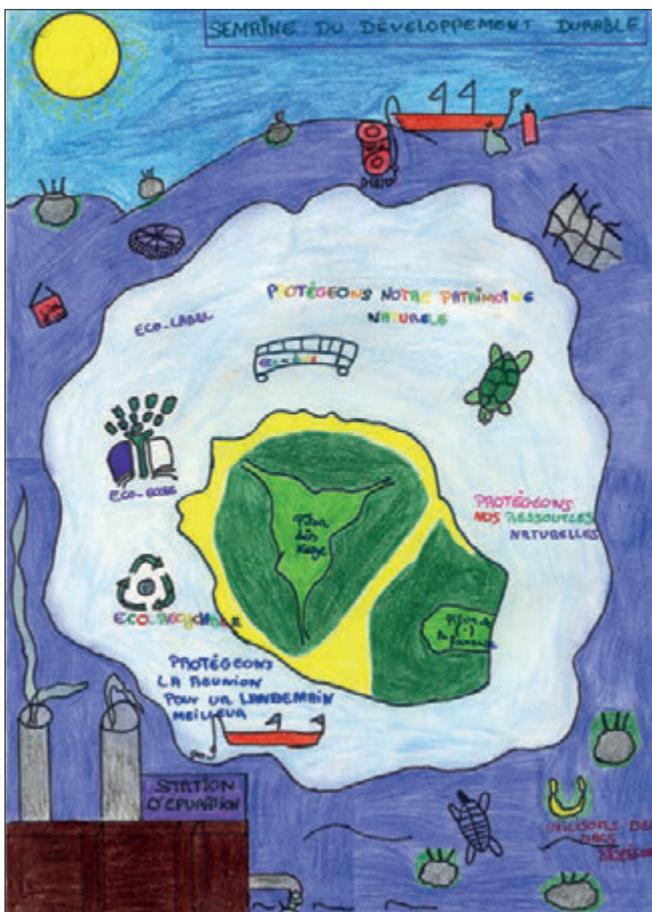
Mais avec la progression de la sensibilisation, les pneus dans les ravines pourraient n'être bientôt qu'un mauvais souvenir !



2012 - Lycée professionnel de Saint-Pierre



2012 - Collège Aimé Césaire



2014 - Collège Hubert Delisle



2016 - Lycée professionnel Léon De Lepervanche

ÉDUCATION DE QUALITÉ

ODD 4



2012 - Lauréat - Ecole maternelle Gabriel Bouvet



2012 - Lycée professionnel de Saint-Pierre



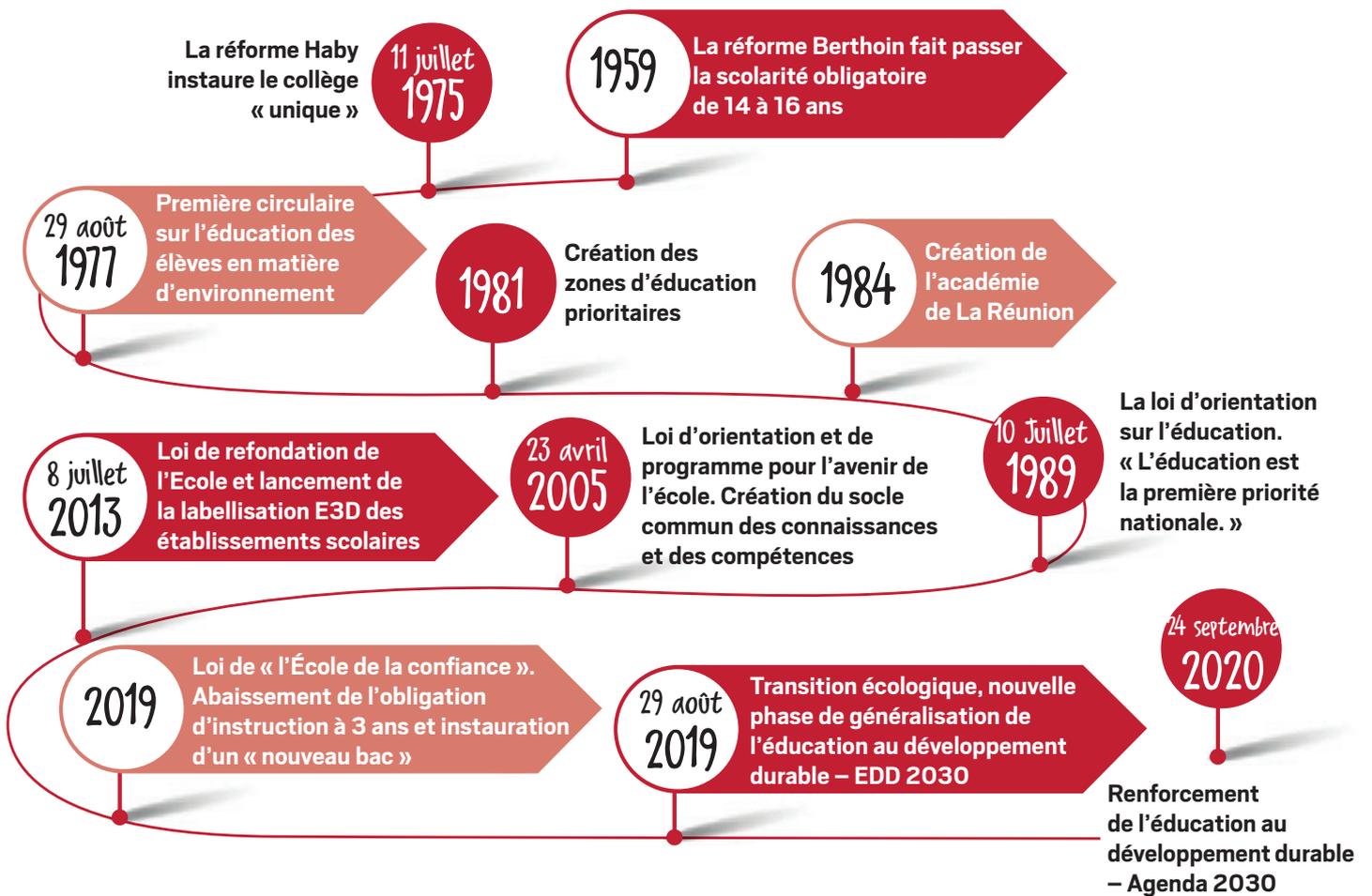
2018 - Collège Lucet Langenier

Tu sais Mamie, j'aime beaucoup mon école, j'y ai plein de copains, et en plus elle est jolie !

C'est important d'avoir un beau cadre de travail. Les élèves du lycée Leconte de Lisle l'ont bien compris...



FRISE CHRONOLOGIQUE



À Marielle Navaza,

Professeure au lycée Leconte de Lisle

Comment est né ce projet d'arboretum ?

Dans le cadre de la rénovation du lycée Leconte de Lisle, l'architecte avait prévu de planter des tulipiers du Gabon. Mais ces derniers sont une espèce invasive ! Nous avons donc décidé de les remplacer par des espèces endémiques ; l'arboretum a commencé comme cela.



Arboretum

ODD
4

En 2010, le lycée Leconte de Lisle à Saint-Denis obtenait la première labellisation éco-école de l'île. Ce label international d'éducation au développement durable, décerné par l'Office français de la Fondation pour l'Éducation à l'Environnement en Europe (OFFEEE), prime les établissements qui s'engagent dans une démarche éco-responsable.

Le label récompensait le projet mené par des lycéens de Leconte de Lisle dans le cadre des TPE (travaux personnels encadrés), à savoir la création d'un arboretum – le premier à s'implanter dans un établissement scolaire de La Réunion.

Mariella Navaza, professeure qui a suivi le projet avec ses élèves explique : « L'idée nous a séduits, il s'agissait d'impliquer les élèves à l'intérieur de leur propre établissement et de faire bouger les comportements ».

UN ARBORETUM ET DES RUCHES

Dans leur démarche éco-responsable, les élèves ont également créé le premier rucher académique (l'établissement est désormais formateur puisque vingt autres ruchers académiques ont vu le jour depuis). Sur les deux ruches, l'une est installée dans l'arboretum.

Plus de dix ans après sa conception, l'arboretum est toujours visible : environ soixante arbres et plantes endémiques ou indigènes sont à découvrir dans les allées du lycée, grâce à un parcours et des étiquettes explicatives. À l'occasion des Semaines du développement durable, le lycée Leconte de Lisle, en partenariat avec le SAMSAH DV (Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés déficients visuels) organise des visites de l'arboretum pour les personnes malvoyantes.

Pour les six élèves qui ont travaillé sur le projet, l'expérience a été significative, puisque certains ont décidé de faire un métier en rapport avec l'environnement.

Aujourd'hui, les TPE n'existent plus, mais l'éducation au développement durable figure dans le programme scolaire et chaque classe peut bénéficier d'un éco-délégué, un volontaire qui s'empare d'une thématique de l'environnement pour proposer des actions et sensibiliser à la question.

C'est important que les jeunes comme moi améliorent leur environnement.



Ils sont mobilisés, et pas que pour leur environnement ! Allons voir du côté du lycée Victor Schoelcher à Saint-Louis...

Une QUESTION ?

À Marie-Pierre Payet,

Professeure au lycée Victor Schœlcher

Comment avez-vous accompagné vos élèves dans leurs projets ?

Ils sont très autonomes et ont voulu tout faire eux-mêmes : fonder leur association où aucun adulte ne siège, en rédiger les statuts et le règlement intérieur, élaborer leur méthodologie de projet... Ça leur a pris du temps, mais ça les a formés. Parfois, quand ils me parlaient de leurs projets, comme la rénovation de l'école Raphaël Barquisseau, j'essayais de les tempérer en disant qu'il fallait des compétences, par exemple en maçonnerie ou pour dessiner des plans, mais ils ont su s'entourer de professionnels. Ils ont même fait plus que ce qui était prévu, puisqu'ils ont ajouté un arboretum de 110 arbres ! J'avoue que j'ai souvent eu du mal à les suivre, mais je suis vraiment très fière d'eux !



Au lycée professionnel Victor Schoelcher à Saint-Louis, les élèves de 1^{re} de la section Services de Proximité et Vie locale ont fondé leur propre association : ESNE (Ensemb Sauv nout environnement). La première association de jeunes élèves mineurs de l'île ! Son objectif est la protection de l'environnement, la préservation du patrimoine réunionnais, la pratique d'une économie sociale et solidaire à travers toutes formes d'actions. Depuis sa création en 2020, ESNE multiplie les manifestations en faveur de sa commune et pour tous les publics : sensibilisation à la pollution, rénovation de l'école Raphaël Barquisseau, embellissement du quartier, jardin collectif, visite d'enfants hospitalisés... des actions dont certaines exigent un savoir-faire que les élèves n'ont pas hésité à acquérir auprès de spécialistes, et soutenus par la municipalité.

« Le but est que les Saint-Louisien s'emparent de nos actions », explique Loréna Mourgapamodely, vice-présidente de l'association.

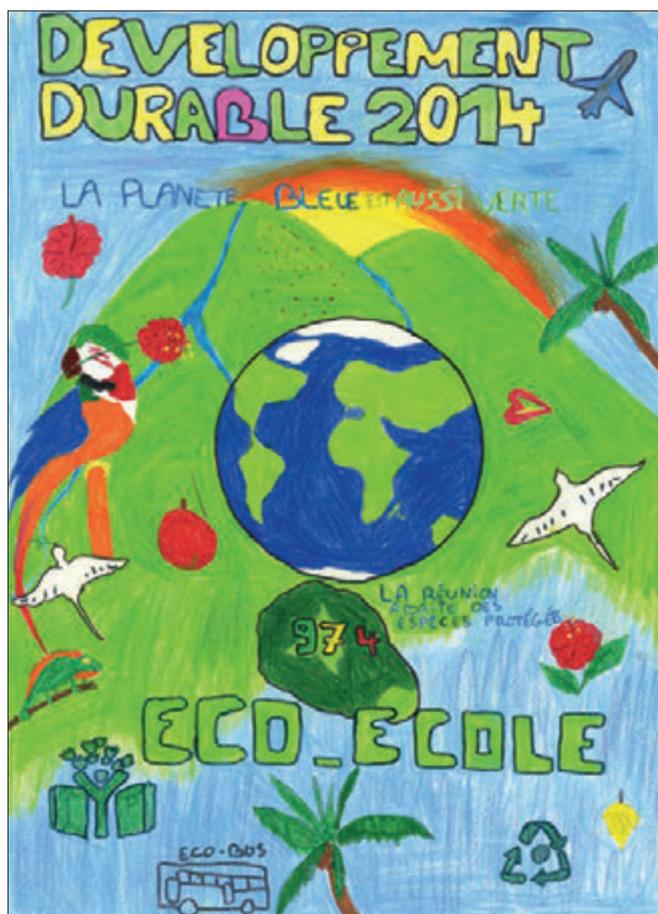


POCHETTES EN TISSU RECYCLÉ

En 2020, à l'approche des fêtes de fin d'année, dans un climat morose à cause de la crise sanitaire, les lycéens ont pensé aux personnes sans domicile fixe. Ils se sont mobilisés – malgré les vacances – et ont organisé un moment bien-être dans un local du CCAS. Une manière de favoriser le lien social et de leur faire regagner l'estime d'eux-mêmes. Ensemble, les jeunes se sont cotisés pour acheter brosses à dents, dentifrice, savons, confiseries et ont confectionné des cartes de vœux. Une élève a appris à ses camarades à coudre des pochettes (en tissu recyclé) et les tutoriels sur le téléphone portable ont également aidé ! La tante d'une autre élève, coiffeuse, est venue gracieusement proposer ses services. Une association a offert viennoiseries et café, et les jeunes ont assuré l'animation.

« C'était un très bon moment pour nous tous, avec des échanges émouvants, les personnes démunies étaient heureuses de voir qu'on s'intéresse à elles. »

Pour l'ensemble de ses actions, l'association ESNE a reçu en 2021 le Prix «Ma Réunion sociale et solidaire» lors du salon régional MA RSS au lycée Vue Belle.



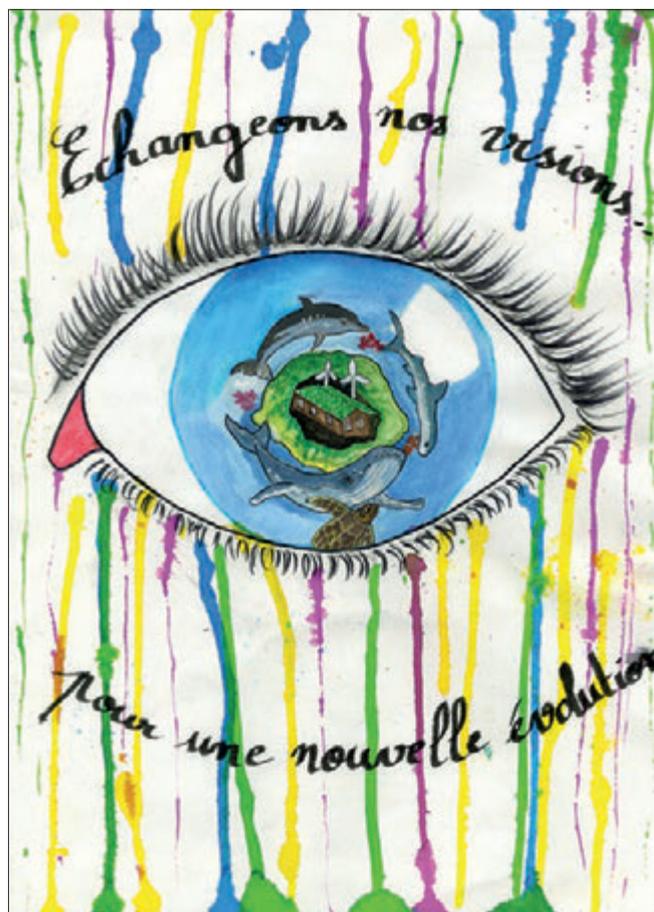
2014 - Collège Hubert Delisle



2016 - École Louis Henri Hubert Delisle



2016 - Lycée professionnel Léon De Lépervanche



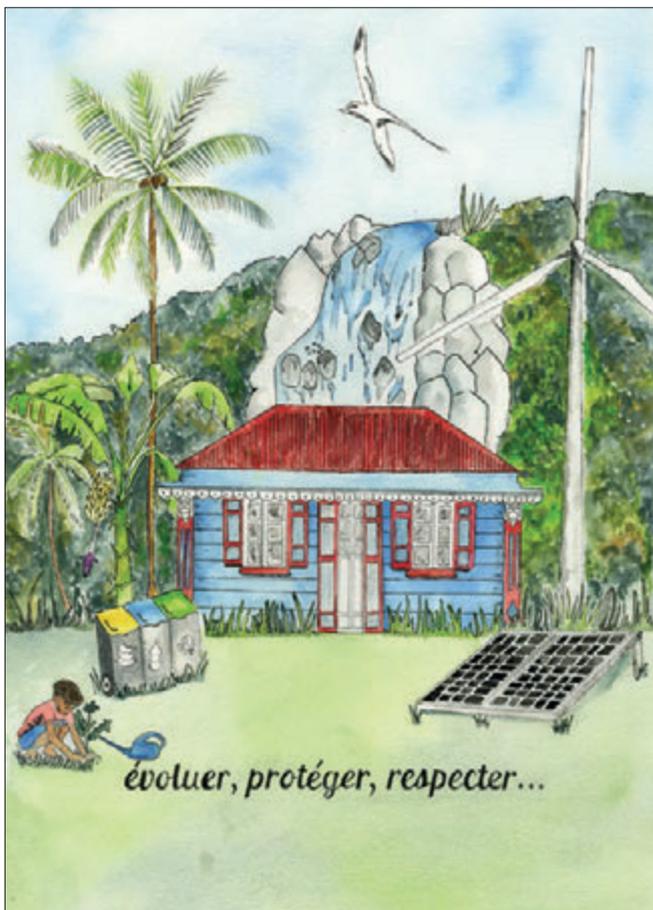
2019 - Collège de la Marine Vincenzo



2019 - Collège de la Marine Vincenzo



2019 - Lycée professionnel François de Mahy



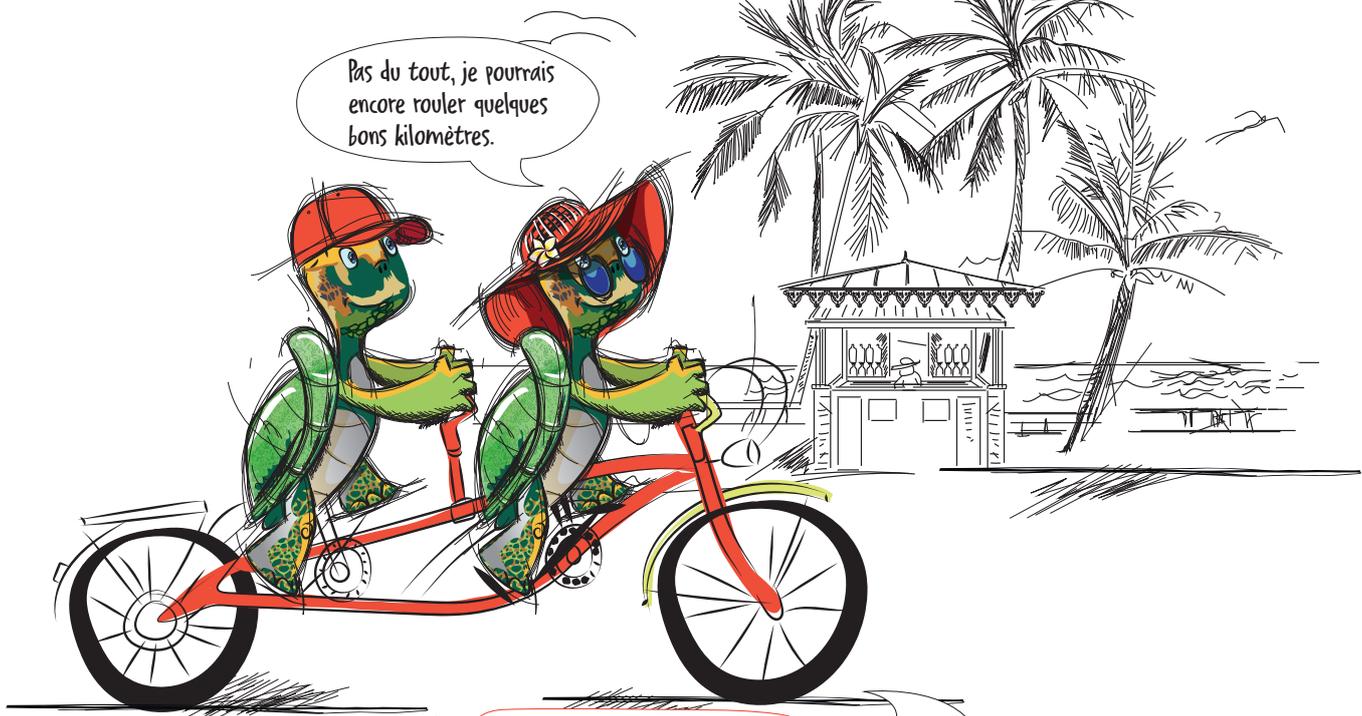
2020 - Lycée Levassieur



2022 - École maternelle Plateau Goyave

Tu es fatiguée ?

Pas du tout, je pourrais encore rouler quelques bons kilomètres.



Mes copains te diraient que tu es forte comme un homme !

Ils auraient tort : je ne suis pas forte comme un homme, je suis forte, tout simplement ! Écoute cette histoire...



2015 - Collège Joseph Hubert

FRISE CHRONOLOGIQUE

1965 Marie-Thérèse de Chateaueux élue première femme maire à La Réunion (commune de Saint-Leu)

2014 La loi no 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

À Catherine Kozlovsky,

Présidente de Lékol du Bonheur

Depuis la création de Lékol du Bonheur, avez-vous constaté une évolution des mentalités dans le domaine de l'égalité homme-femme ?

Oui, par exemple en 2015, j'avais inventé une chanson sur l'égalité avec des écoliers de Saint-Paul. J'ai voulu la ressortir en 2021, mais elle sonnait faux : les paroles n'étaient plus adaptées. En 2021, quand on dit que les filles et garçons doivent faire le ménage, c'est caricatural, car aujourd'hui, l'idée est généralement admise.

Et puis la formulation égalité fille-garçon est déjà inégalitaire en elle-même, car elle exclut les autres genres. On devrait plutôt parler d'égalité entre les êtres humains.

ODD
5

Est-ce que le bleu est pour les garçons, le rose pour les filles ? Est-ce que les filles se bagarrent ? Est-ce qu'elles peuvent devenir maçons et les garçons sages-femmes ? Depuis sa création, Lékol du Bonheur interroge sur les stéréotypes de genres. L'association est d'ailleurs née d'un projet du fonds d'expérimentation de la jeunesse contre les stéréotypes vecteurs de violence à l'égard des femmes.

En 2018, sur le thème de l'égalité fille-garçon, elle a rassemblé 250 élèves de la maternelle au CM2 au centre Jacques Tessier dans l'ouest de l'île, avec comme fil conducteur « Les mots des jeunes écocitoyens et écocitoyennes de La Réunion pour le droit de vivre dans un environnement sain ».

DES ANIMATIONS ORIGINALES ET LUDIQUES

Les animations s'articulaient autour de l'égalité, et plus globalement de l'environnement. L'occasion d'un regard neuf sur certaines idées reçues. Par exemple... les rats ! On considère ces rongeurs – porteurs de leptospirose – sales et agressifs. Pourtant, ils sont très propres, même s'ils vivent dans les dépôts d'ordures. Si les rats prolifèrent, c'est aussi de notre responsabilité : nettoignons-nous bien notre environnement ? Pour illustrer la réflexion, Lékol du

Bonheur n'a d'ailleurs pas hésité à employer de vrais rats d'élevage !

Pour Catherine Kozlovsky, présidente de Lékol du Bonheur, il est important d'innover pour proposer des animations originales et ludiques, afin que le message passe mieux. Cette année-là, les enfants ont également fait un *Flash mob* « contre les stéréotypes sexistes » pour les droits des filles et réalisé des productions artistiques. Depuis, les actions continuent de s'enchaîner autour de l'égalité, la justice et le droit : vidéos et chansons pour l'égalité, peintures pour le droit et la justice, lutte contre la précarité menstruelle, et toujours la volonté de partager massivement le message : égalité pour tous.



© Lékol du Bonheur

Mémé Tortue : De mon temps, on ne parlait pas d'égalité homme-femme. Moi, j'aurais voulu être cheffe d'entreprise, mais c'était compliqué. Aujourd'hui, les femmes entrepreneures prennent leur place. Et quand on est soutenues, c'est encore mieux !



Une
QUESTION ?

à Nahéma Omarjee,

Chargée de projet événementiel à l'association Webcup

Pourquoi avoir créé une Startup Week-end Women ?

Pour donner un espace de création aux femmes et réduire les disparités entrepreneuriales. C'est un constat : à La Réunion, seulement 37% des entreprises sont dirigées par des femmes.



©Webcup

J'ai rêvé de ce monde où les femmes cheffes d'entreprises seraient plus nombreuses. Un monde où elles seraient soutenues et encouragées... Comment ? Pourquoi pas avec les Startups Week-end ? Ce mouvement, créé aux États-Unis, a pour concept l'aide à la création d'entreprise.

À La Réunion, depuis 2011, l'association Webcup est la référente Startups Week-end, faisant du département le premier d'outre-mer à accueillir cet événement ! En 2019, l'association a ouvert une session exclusivement dédiée aux femmes : la Startup Week-end Women.

L'idée est de créer les bases de son entreprise en 54 heures, aidée d'une équipe qui apporte ses compétences.

AMITIÉS ET PROJETS COMMUNS

Le fonctionnement est simple : après inscription, chaque entrepreneure présente son projet et doit convaincre une équipe de l'intégrer, le tout avec un pitch de... 1 minute ! Pancartes, banderoles, et déguisements sont même autorisés dans le règlement !

Ensuite, si le projet est retenu, un marathon de 54 heures attend la participante – le temps d'un week-end. Les entrepreneures ont le soutien de leurs coéquipières, mais aussi de coaches spécialisés dans les domaines de la création d'entreprise : marketing, juridique, communication, comptabilité... Objectif : étudier et consolider tous les aspects d'une société.

En 2021, pour sa deuxième édition et Covid oblige, la Startup Week-end Women s'est tenue en ligne sur une plateforme de visioconférence.

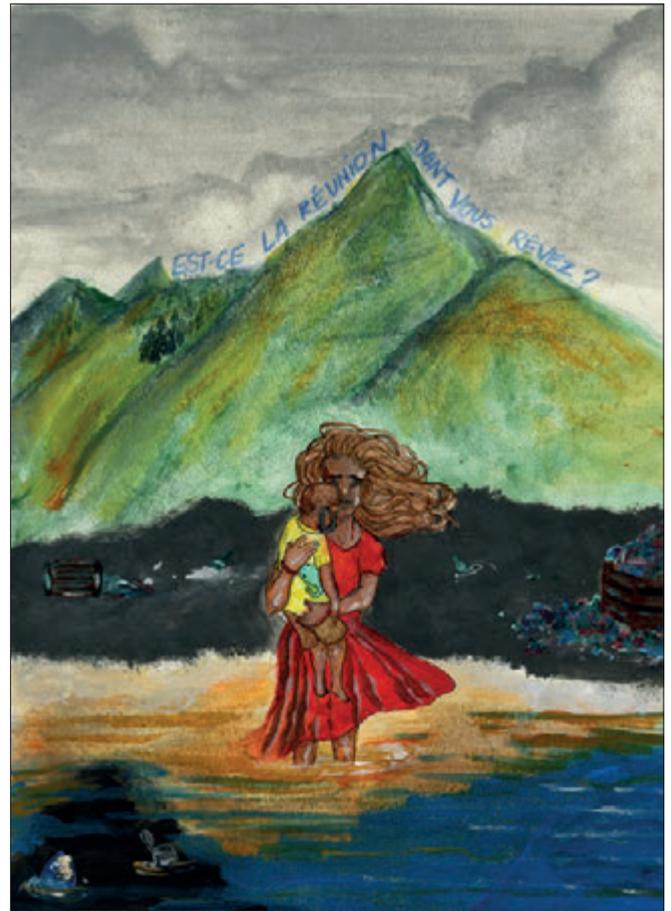
Dernière étape, un jury d'experts détermine si les projets « tiennent la route » et distingue trois gagnantes.

Elles remportent des lots, mais surtout de la visibilité et les outils pour démarrer une entreprise dans les meilleures conditions.

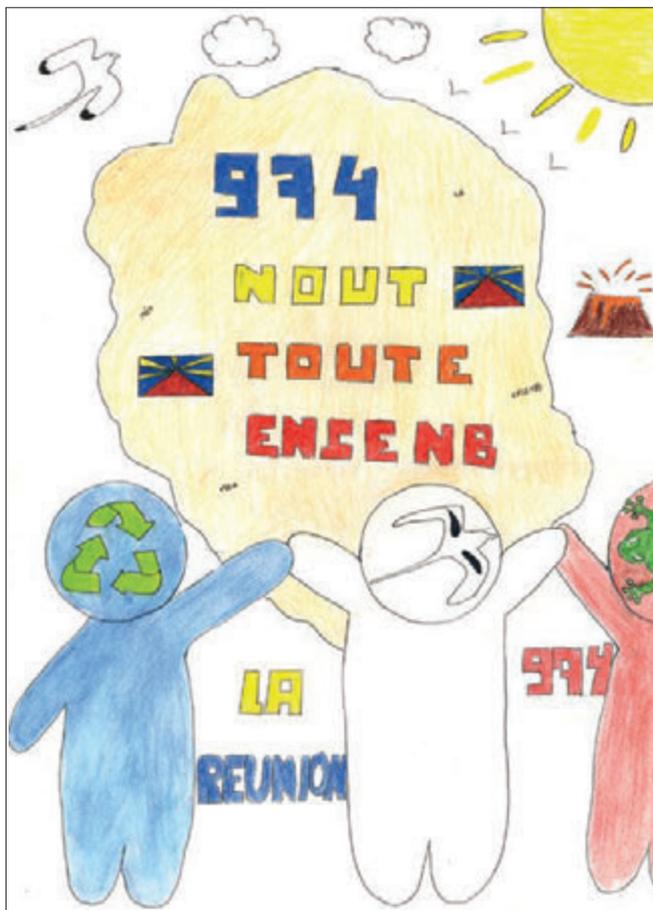
Finalement, toutes les participantes y gagnent : chaque session permet de belles rencontres, dont certaines débouchent même sur des amitiés et des projets communs. À noter que La Réunion est le seul territoire français à organiser des startups Week-end non payants !



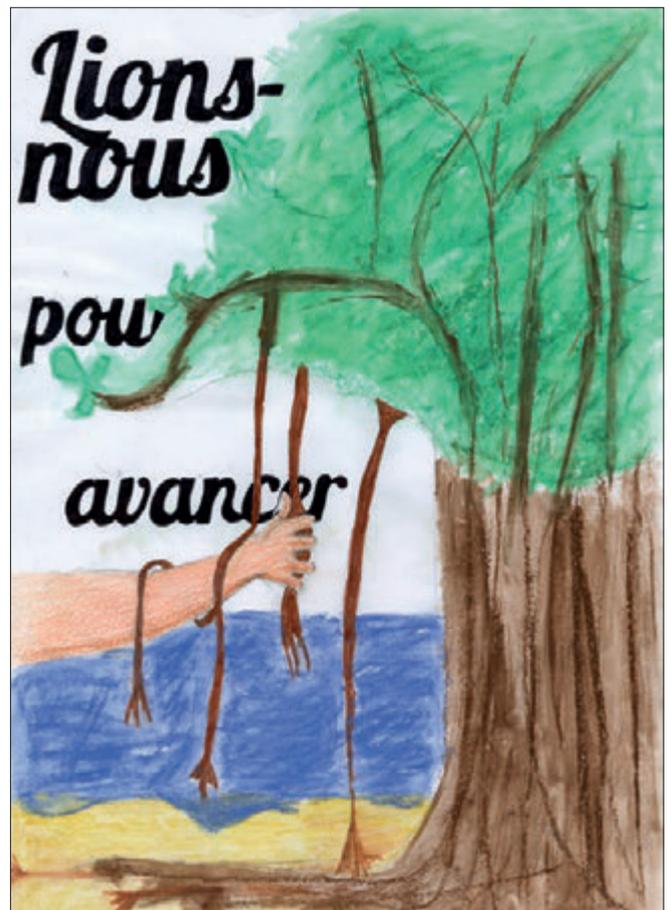
2016 - Lycée professionnel Léon de Lépervanche



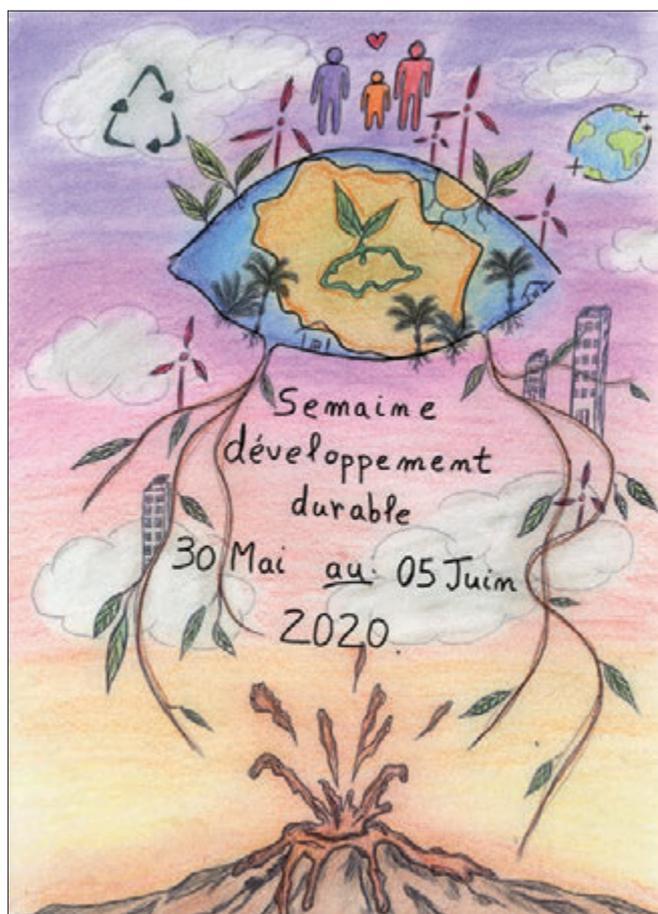
2019 - Collège de la Marine Vincenzo



2018 - Collège de la Chaloupe



2020 - Lycée de Vue Belle



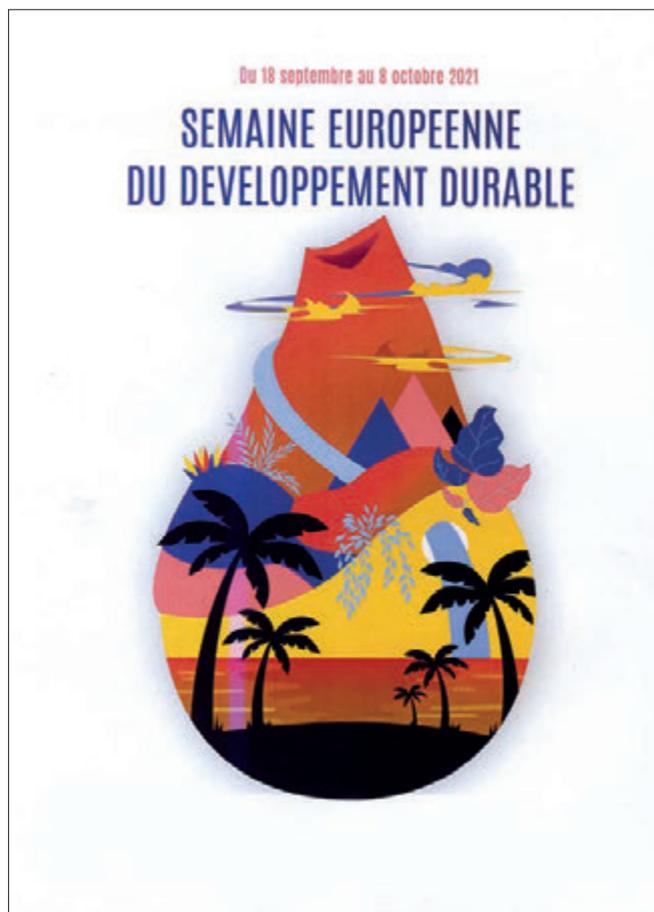
2020 - Lycée Amiral Pierre Bouvet



2021 - École élémentaire Leconte De Lisle



2021 - Ecole primaire Alphonse Daudet

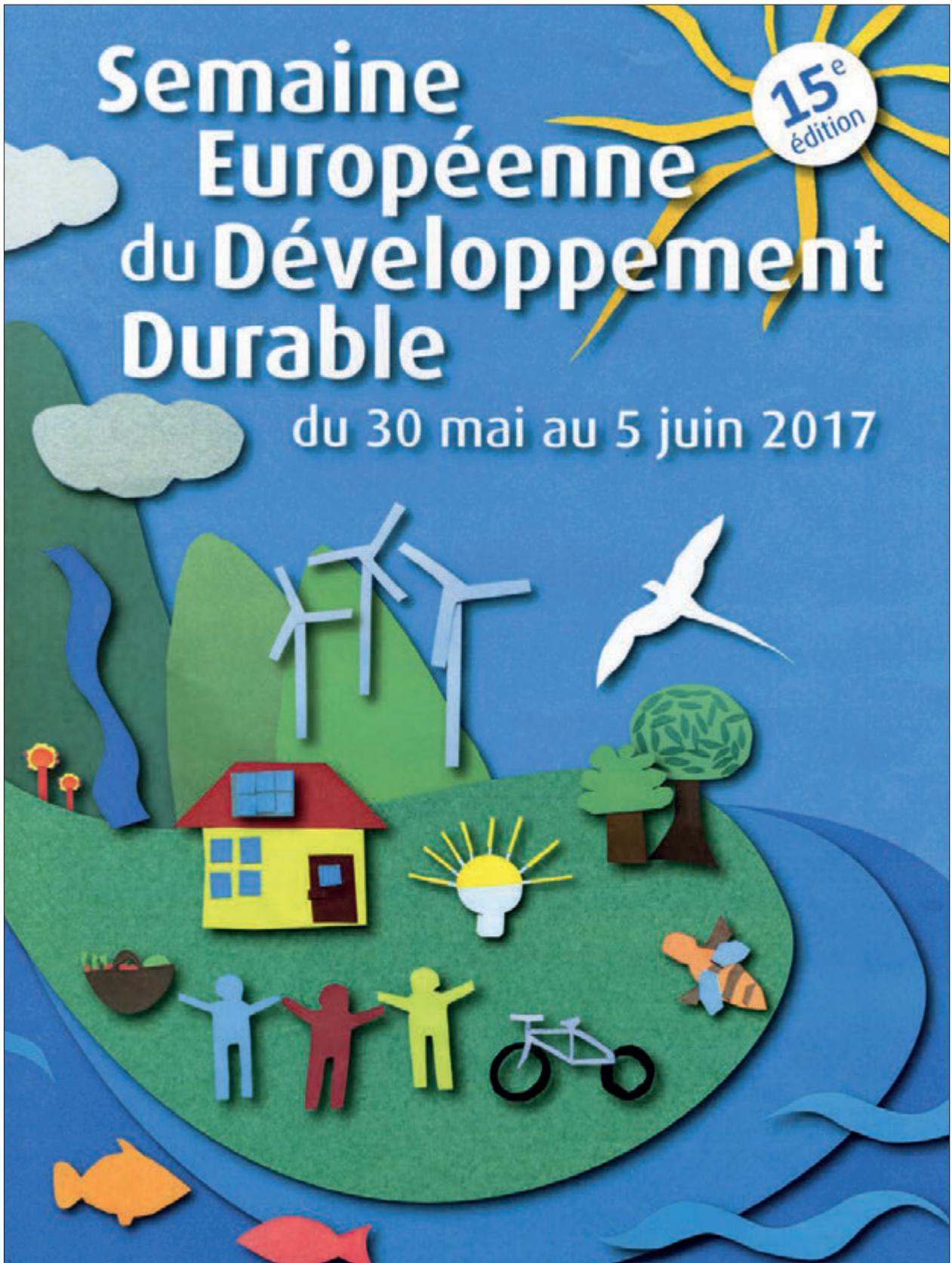


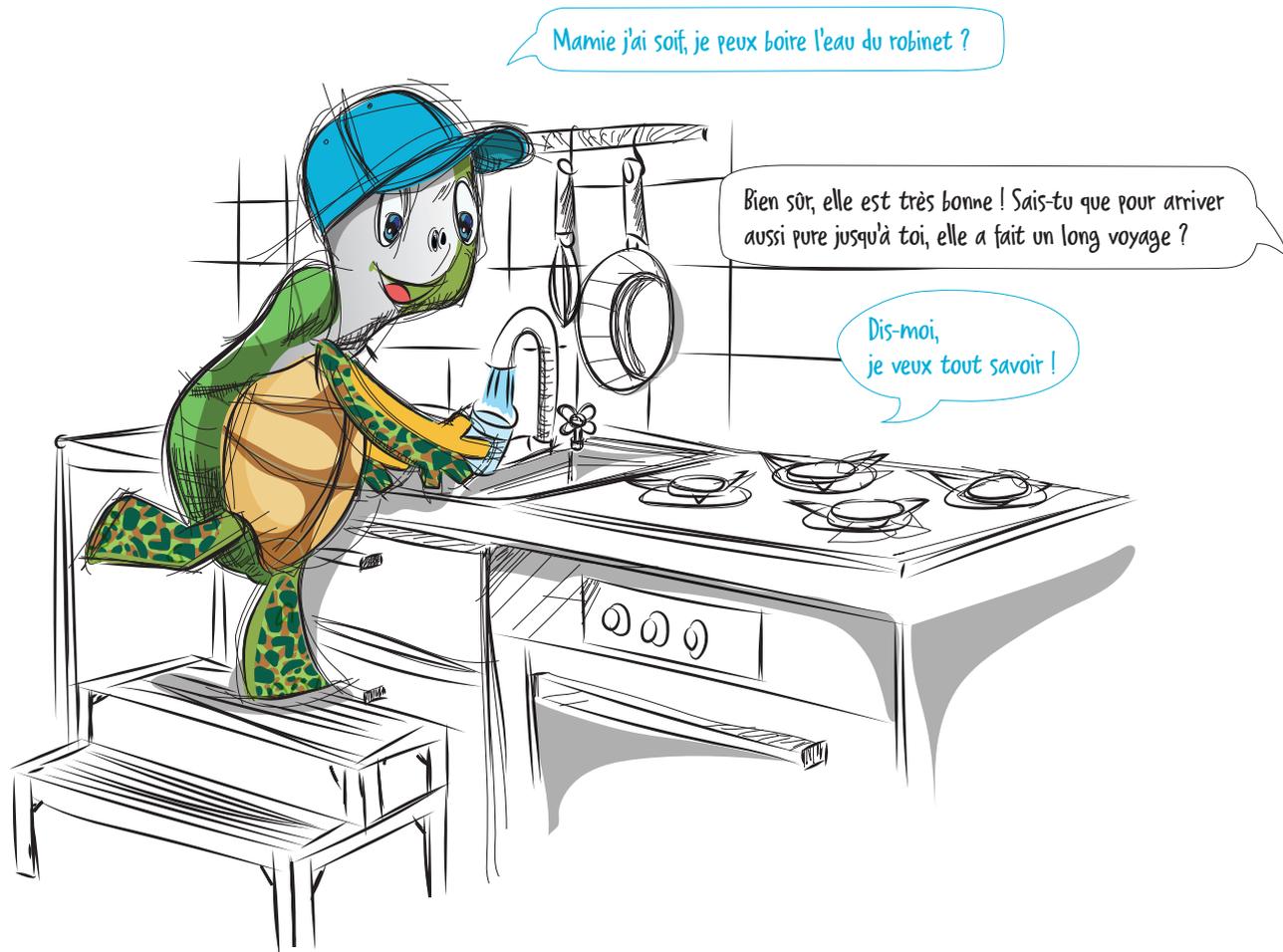
2021 - Lycée professionnel François de Mahy

Semaine Européenne du Développement Durable

15^e
édition

du 30 mai au 5 juin 2017





FRISE CHRONOLOGIQUE

1991

Directive ERU (Eaux Résiduaires Urbaines)

23 octobre 2000

La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) a fixé pour objectif d'atteindre le bon état des masses d'eau (superficielles, souterraines et côtières) à l'horizon 2015 (non réalisé en 2021)

2015

La loi NOTRe transfère la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatique et Prévention des Inondations) aux EPCI de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018

2021

En 2021, la Cour européenne menace la France pour non-conformité avec la directive sur les eaux résiduaires urbaines, 169 collectivités françaises (dont 2 à La Réunion) ne la respectent pas

2022

Approbation SDAGE 2022-2027



OBJECTIF

2027

58 % des cours d'eau en bon état (8 % en 2015)

2030

85 % de rendement d'eau potable (61 % en 2017)

À Jean-Nicolas Surjus,

Directeur des Petits Débrouillards Réunion

Qu'est-ce que le projet Recycle ?

C'est un parcours de six séances pédagogiques réparties sur six thématiques : eau, déchets, énergie, air, économie et climat. Le parcours permet d'avoir une compréhension générale des enjeux de la transition écologique. Nous nous aidons de différents supports pédagogiques adaptés aux enfants, notre but étant de former les citoyens de demain.

L'eau, énergie d'avenir !



Testez vos connaissances
sur l'eau &
la transition énergétique !

Participez au Quiz

ODD
6

Mais d'abord, sache que l'eau est un élément vital ! Sans elle, tu serais bien embêté : elle fabrique le sang qui nous apporte l'oxygène et aussi la transpiration et l'urine qui nous permet d'évacuer les impuretés de notre corps. Génial n'est-ce pas ? Hélas, notre corps ne stocke pas l'eau, c'est pourquoi il faut boire beaucoup.

Mais l'eau n'arrive pas toute propre par magie dans notre robinet ! Il lui faut un travail de transformation.

D'où vient-elle ? Ici, à La Réunion, plus de la moitié de l'eau provient des rivières, le reste de la nappe phréatique, c'est-à-dire du sol.

Elle passe ensuite par différents traitements pour la rendre potable, puis elle est consommée pour différentes utilisations : domestiques, agricoles ou industrielles. Après avoir servi, elle est de nouveau épurée pour être rejetée dans la mer. Un sacré voyage, n'est-ce pas ?

LE PÉRIPE DE L'EAU

Et pour que les enfants comme toi apprennent ce voyage, l'association Les Petits Débrouillards raconte ce périple de l'eau à travers des ateliers dans les écoles et les centres de loisirs, et ce, depuis 2019.

En cinq activités appuyées sur des outils pédagogiques et des expériences concrètes, les enfants découvrent le cycle de l'eau : « D'où vient l'eau du robinet ? » « Comment rend-on l'eau captée dans la nature potable ? »

« Consommation et eau cachée » « Comment épure-t-on l'eau avant le rejet dans le milieu naturel ? » « Compléter le cycle urbain de l'eau ». À travers ces expériences ludiques et amusantes, les enfants comprennent le petit cycle urbain de l'eau et son usage.

Jusque-là, une dizaine de classes de primaire ont pu participer à cette activité, et ce n'est pas fini !

À noter que l'association Les Petits Débrouillards crée elle-même l'ensemble de ses outils pédagogiques, le tout en lien avec un conseil scientifique composé de chercheurs et de spécialistes, ceci pour proposer un contenu clair et de qualité. Comme l'eau du robinet !



©Les petits débrouillards

Et si un jour, il n'y avait plus d'eau ?



Ce serait la catastrophe ! Heureusement l'Office de l'eau Réunion veille à la préservation de la ressource...

Une QUESTION ?

À Loïc Fung-Kwok-Chine,

Animateur-médiateur à l'Office de l'eau

Les jeux en ligne visent plutôt le public adulte, comment l'Office de l'eau atteint-il la nouvelle génération ?

Tout au long de l'année, notamment dans le cadre de la Semaine du développement durable, nous sommes mobilisés dans les établissements scolaires de l'île avec différents ateliers de sensibilisation. Nous intervenons aussi dans les centres aérés et pour nos partenaires institutionnels. Nous mettons aussi à disposition toutes nos ressources pédagogiques sur notre site « L'école H2O ».



L'Office de l'eau a pour mission l'étude et le suivi des ressources en eau du territoire comme les eaux continentales (rivières, étangs, etc), les nappes d'eau souterraines et les eaux littorales. L'établissement finance également des projets dans le domaine de l'eau comme des stations d'épuration des eaux usées par exemple. Enfin, il sensibilise le public aux enjeux de l'eau. Pour cela, l'équipe va à la rencontre du public, développe des plaquettes ou encore des jeux.

En 2016, l'Office de l'eau a mis en ligne son premier jeu-concours sur sa page Facebook, autour du thème :

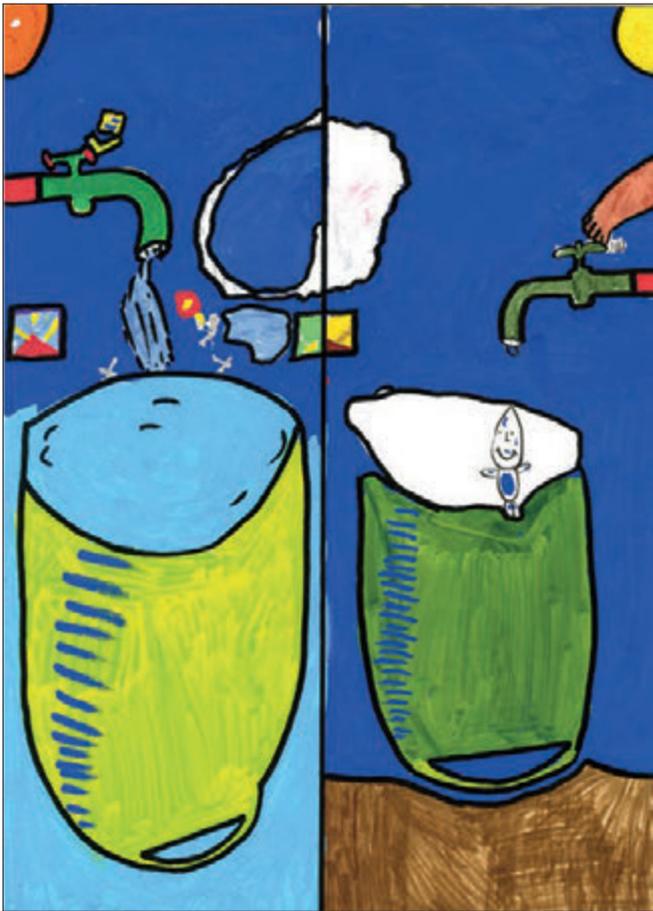
« L'eau, énergie d'avenir », avec des questions telles que « La production hydroélectrique est-elle la première source d'énergie à La Réunion ? », « Comment appelle-t-on l'énergie créée à partir des vagues ? ».

Le but : sensibiliser à l'eau, mais aussi développer la toute jeune page de l'Office de l'eau sur le réseau social, ceci pour favoriser l'information. Sur inscription, les participants répondaient au quizz et étaient ensuite départagés par un tirage au sort. Cette année-là, le gagnant a remporté une nuit dans un hôtel de la côte ouest de l'île ! Aujourd'hui, la page Facebook « eaureunion » continue à sensibiliser le public ; l'Office de l'eau a même ouvert une page Instagram dans ce même objectif.

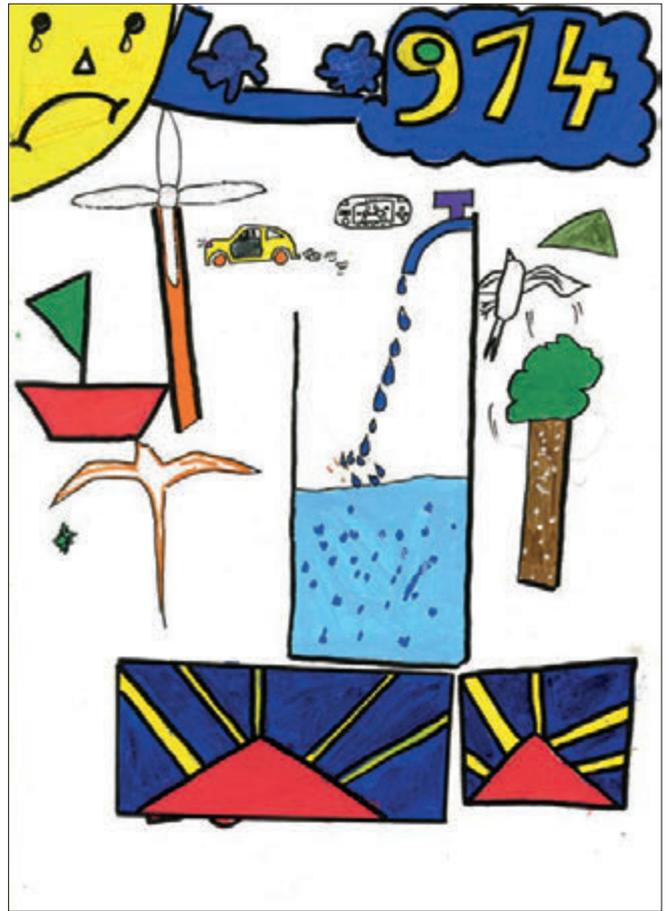
L'EAU, AU CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Gérer durablement la ressource en eau consiste à appliquer le concept du développement durable à la gestion de l'eau ! Pour cela l'Office de l'eau développe des outils pour aider la population à optimiser sa consommation d'eau par exemple. L'établissement implique également ses agents dans tous les autres champs du développement durable en organisant des actions en interne pour sensibiliser à la bonne gestion de l'énergie (éteindre les écrans plutôt que les laisser en veille), les déchets (utilisation des bornes de tri), les mobilités douces (co-voiturage).

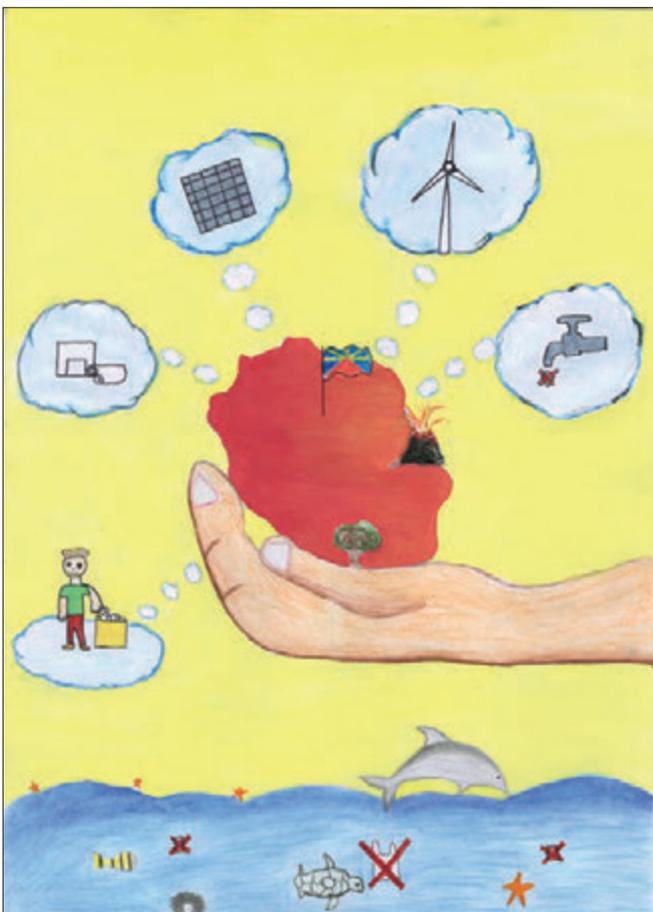
Tu vois Marmay que l'Office de l'Eau ne s'occupe pas seulement de l'eau ! Comme le souligne Loïc Fung-Kwok-Chine animateur-médiateur à l'Office de l'Eau, « L'eau est au carrefour du développement durable » !



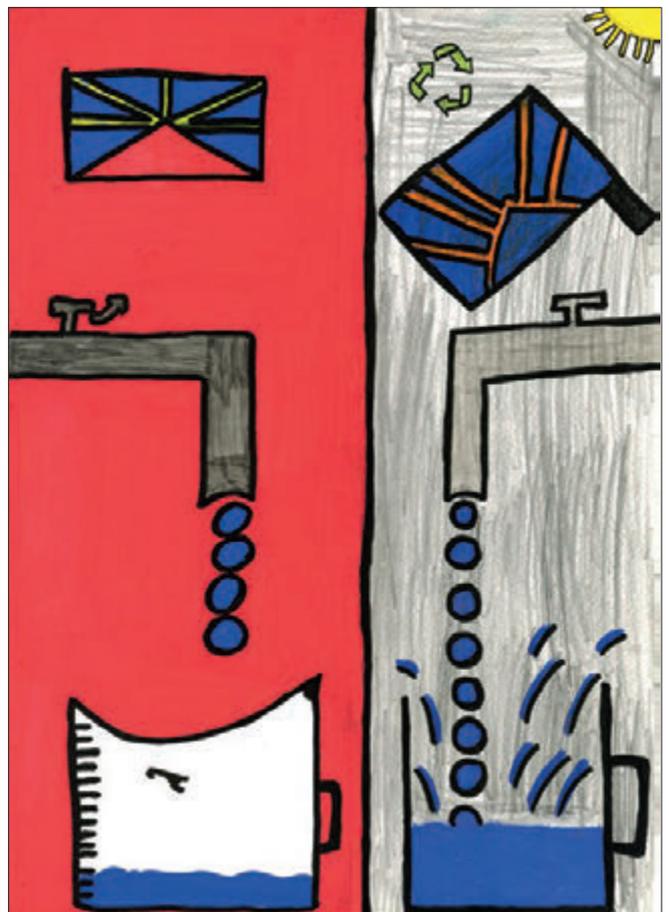
2015 - Collège Joseph Hubert



2015 - Collège Joseph Hubert



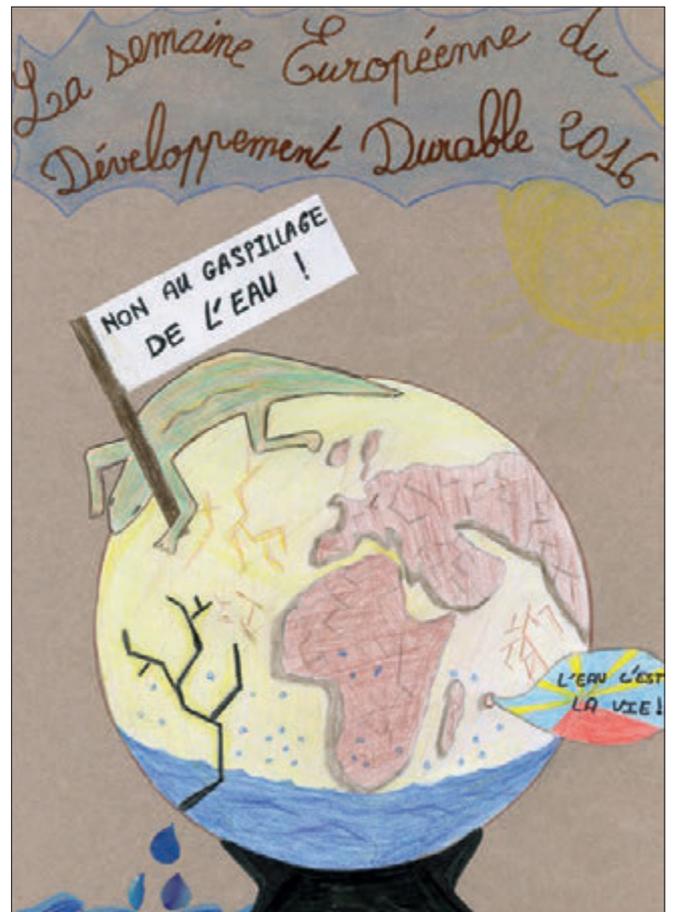
2015 - Collège du 14^{ème} Km



2015 - Collège Joseph Hubert



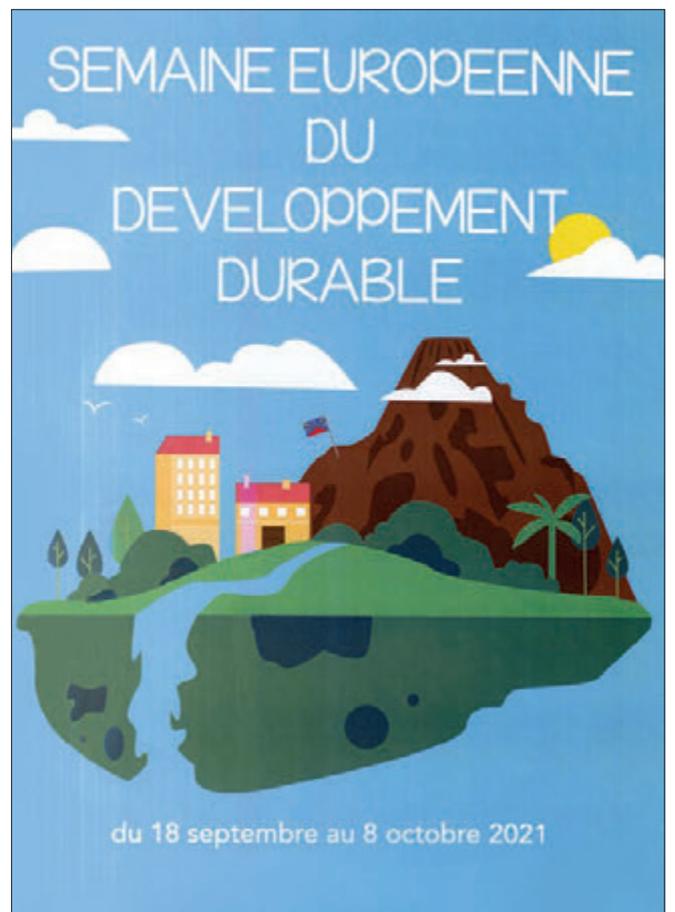
2016 - École Ambroise Vollard



2016 - École Ambroise Vollard



2020 - Collège Adrien Cadet



2021 - Lycée professionnel François de Mahy

ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



2013 - Lauréat - Ecole primaire Rocquefeuil

C'est quoi Mamie ?

Une centrale hydroélectrique : elle produit de l'électricité.



Elle est énorme, on peut éclairer toute l'île avec !

Oui, mais il ne faut pas penser qu'à nous : trop d'éclairage perturbe la faune, en particulier les oiseaux.

FRISE CHRONOLOGIQUE

1982

La Réunion produit une électricité 100 % renouvelable et autonome (hydraulique) (35 % en 2021)

1990

Années 1990 valorisation énergétique de la bagasse par les 2 centrales thermiques CTBR (Compagnie Thermique de Bois Rouge) et CTG (Compagnie Thermique du Gol) exploitées par Albioma

2015

La loi LTECV

2000

La loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'Orientation pour l'Outre-Mer (LOOM) : création des PPE pour ZNI

21 avril
2022

Publication PPE (2019 à 2023 et de 2024 à 2028)

2022

Approbation du SRB (2018-2023) Schéma Régional Biomasse



OBJECTIF 2023

99,7 % de l'électricité produite à partir d'énergie renouvelable (31 % en 2019)



À Emmanuel Aubourg,

Chef de service Production à EDF Réunion

EDF Réunion a obtenu la certification biodiversité Afnor. Que répondez-vous à ceux qui pensaient inconciliables l'activité industrielle et les questions environnementales ?

La préservation de la biodiversité est l'affaire de tous, industries comprises ! Effectivement, la présence d'industriels dans ce type de démarches n'est pas forcément naturelle. Pourtant, chacun à son niveau peut aider à améliorer les choses. La certification Afnor rend notre action visible auprès d'un certain nombre de personnes. Notre but est de concilier l'efficacité et la sobriété énergétique en préservant le monde animal.

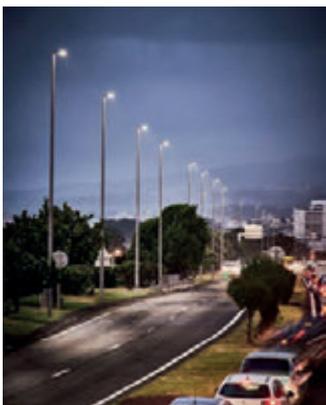
ODD
7

Sais-tu que la nuit, 80 000 points lumineux sont visibles de La Réunion ? Un piège pour notre faune, en particulier pour les oiseaux qui, désorientés, s'échouent sur le littoral.

Depuis longtemps, dans un souci de préservation de la nature, EDF Réunion s'attache à réduire la pollution lumineuse.

D'ailleurs, l'entreprise est la première en France à décrocher une certification Biodiversité Afnor, c'est dire son engagement pour l'environnement ! Cette certification, obtenue en 2022, conforte le Plan action biodiversité d'EDF Réunion et valide le travail déjà accompli dans le domaine, autant dans ses actions à destination du public qu'en interne ; par exemple, sur l'un de ses sites, EDF Réunion a impliqué ses employés dans l'arrachage de tulpiers du Gabon – espèce invasive.

EDF s'engage, et intègre la protection de la nature dans sa raison d'être : aujourd'hui, cette notion est même inscrite dans ses statuts.



Photos EDF : © EDF

Pour mener ses projets et les décliner en fonction du territoire, l'entreprise collabore avec toutes les parties prenantes et compétentes de La Réunion autour de la biodiversité : DEAL, institutionnels, associations, Parc national, communes, etc.

PÉTRELS, CHAUVES-SOURIS, TORTUES ET INSECTES

Mais revenons à la pollution lumineuse. EDF Réunion accompagne les entreprises, les collectivités, les municipalités, les commerces, ou encore les hôteliers, dans une meilleure intégration de l'éclairage public, pour concilier efficacité énergétique et biodiversité. Avec comme priorités les abords des littoraux, certaines rues et les éclairages sportifs tels que les stades. Pas question bien sûr de plonger La Réunion dans l'obscurité, au détriment de la sécurité de la population !

Les solutions pour diminuer la pollution lumineuse existent : orienter les luminaires vers le bas pour favoriser la zone à éclairer ; piloter la consommation d'électricité avec allumage et extinction de l'éclairage public à des heures précises ; privilégier le relampage, c'est-à-dire le remplacement des éclairages traditionnels par des LED qui permettent d'adapter la température de couleur de la lumière : plus elle est basse, plus elle est rouge, et plus elle est haute, plus elle est bleue. Sachant les oiseaux attirés par les lumières bleues et blanches, cette technologie est particulièrement intéressante.

Au final, c'est toute une faune qui est concernée par la pollution lumineuse : les pétrels, les chauves-souris, les tortues marines, et même les insectes !

En 2022, EDF Réunion finalise une charte Éclairage public et souhaite l'étendre à tout le territoire.

Pour que notre île reste lumineuse sans être un danger pour sa faune.

Papa et Maman me disent toujours d'éteindre la lumière quand je ne suis pas dans une pièce, parce que ça coûte cher.



Ils ont raison ! Et le moindre geste aide à faire des économies...



Une QUESTION ?

À Pierre-Yves Ezavin,
Directeur technique SPL Horizon Réunion

Les familles se sentent-elles de plus en plus concernées par les bonnes pratiques de consommation d'énergie ?

Oui, car les coûts de l'énergie augmentent, mais aussi parce que la parole de l'indépendance énergétique et du climat est entendue. La communication dans ce domaine est de plus en plus forte, les pouvoirs publics se saisissent de ces problématiques et la population est mieux informée. À Horizon Réunion, une trentaine de personnes sont mobilisées pour accompagner la population et la mise en place du Plan solaire régional qui consiste à « Développer un toit solaire pour tous les Réunionnais », car l'autonomie en énergie passe par la maîtrise de la consommation en énergie mais aussi par le développement massif du photovoltaïque.



Télévisions, écrans, climatisation, chauffe-eau, appareils électroniques et ménagers... en fin de mois, la facture d'électricité peut être salée ! Et pourtant, avec de bonnes pratiques quotidiennes ou des travaux de rénovation, tout le monde peut réduire sa consommation d'énergie. Comment faire ? Par exemple, éteindre les lumières, ne pas laisser les appareils en veille et privilégier le solaire à l'électrique. Mais pas toujours facile de connaître les gestes et travaux efficaces ou de sélectionner le matériel adapté.

À La Réunion, la SPL Horizon Réunion accompagne les familles à économiser sur leur facture d'énergie, via différents dispositifs solidaires.

Le programme Slime, financé par la Région et EDF, mis en œuvre par la SPL Horizon Réunion, permet de sensibiliser et d'établir un diagnostic pour les personnes en précarité énergétique. Pour cela, des visites à domicile sont organisées pour informer, conseiller sur les habitudes destinées à réduire la consommation d'énergie, et diriger vers des dispositifs de réhabilitation énergétique.

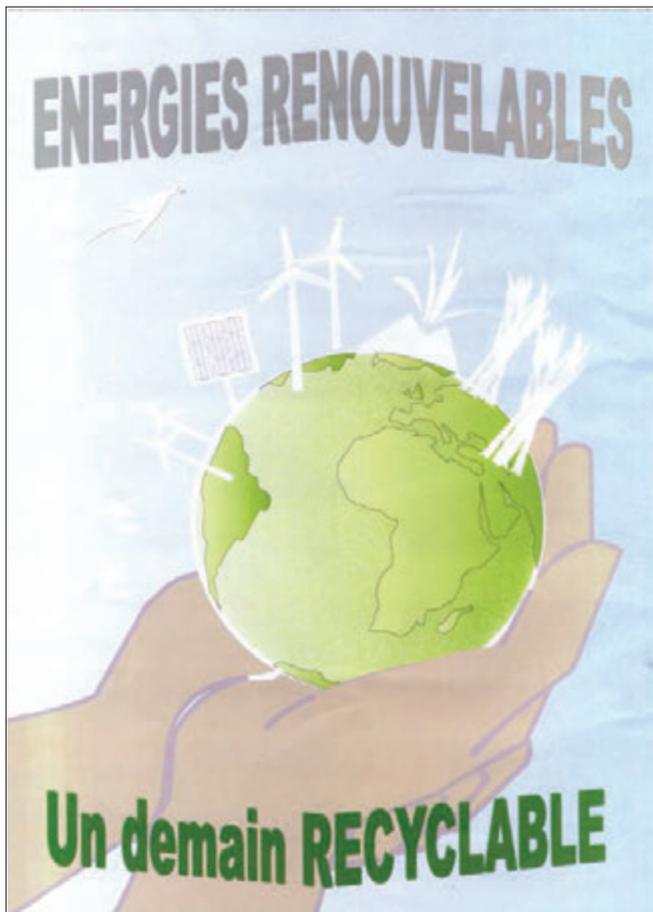
RÉDUIRE SA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

Le programme SARE (Service d'accompagnement à la rénovation énergétique, porté en local par la Région Réunion et le TCO avec la SPL Horizon Réunion comme structure de mise en œuvre), soutient lui, tous les foyers réunionnais vers la transition énergétique en établissant plusieurs types d'accompagnement et notamment la réalisation des diagnostics énergétiques bioclimatiques. L'objectif est d'améliorer le cadre de vie et le confort de l'habitat via des travaux d'amélioration du bâti et de réduction de la consommation d'électricité.

Autre dispositif : Éco-solidaire (Région Réunion, FEDER, EDF) permet aux foyers réunionnais propriétaires ayant de faibles revenus de doter leur logement de chauffe-eau solaires ; avec à la clé une économie de 30% sur la facture !

Depuis sa création en 2011, la SPL Horizon Réunion a permis d'équiper 8736 familles en chauffe-eau solaires, 2296 en photovoltaïque (via le chèque photovoltaïque – Région Réunion, FEDER), établi 791 diagnostics énergétiques et bâti 32 891 diagnostics Slime.

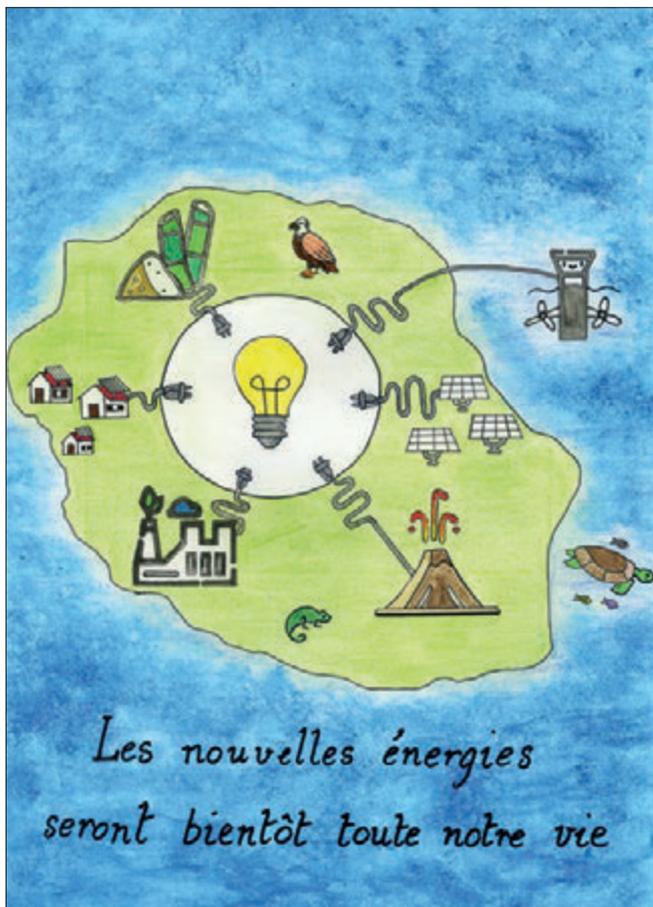
Et avec ces bonnes pratiques, tout le monde y gagne : la planète comme sa population !



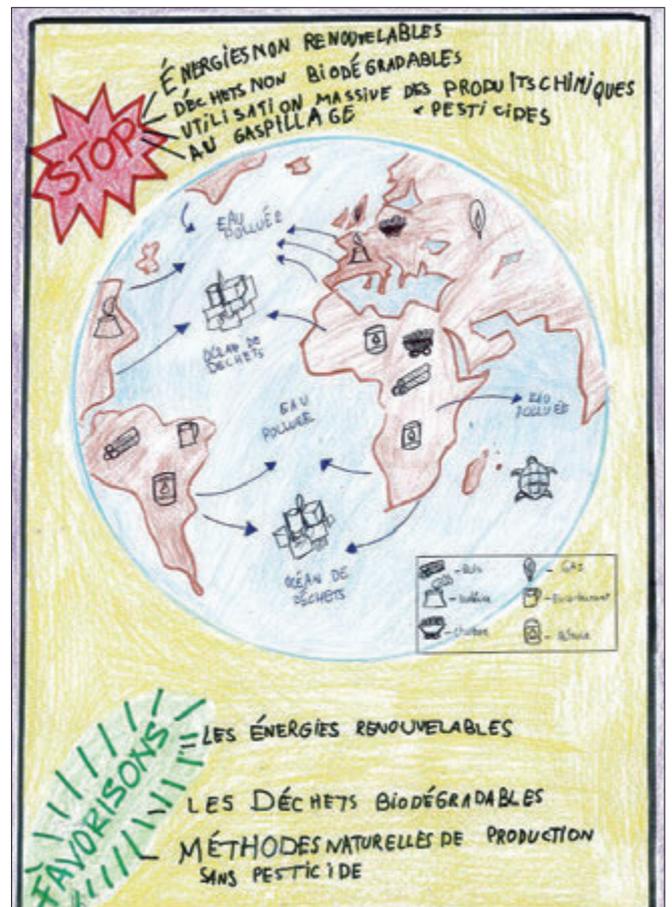
2015 - Lycée Marie Curie



2017 - Collège Louis Henry Hubert Delisle



2020 - Collège de Terre Sainte



2017 - Collège Pointe des Châteaux



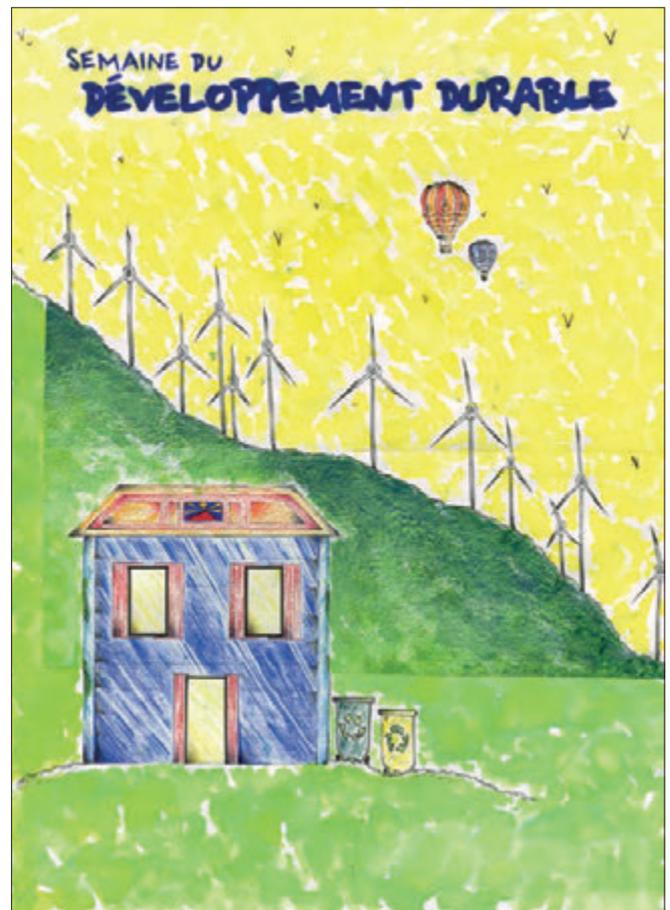
2021 - Lycée professionnel François de Mahy



2022 - Collège Bory de Saint-Vincent

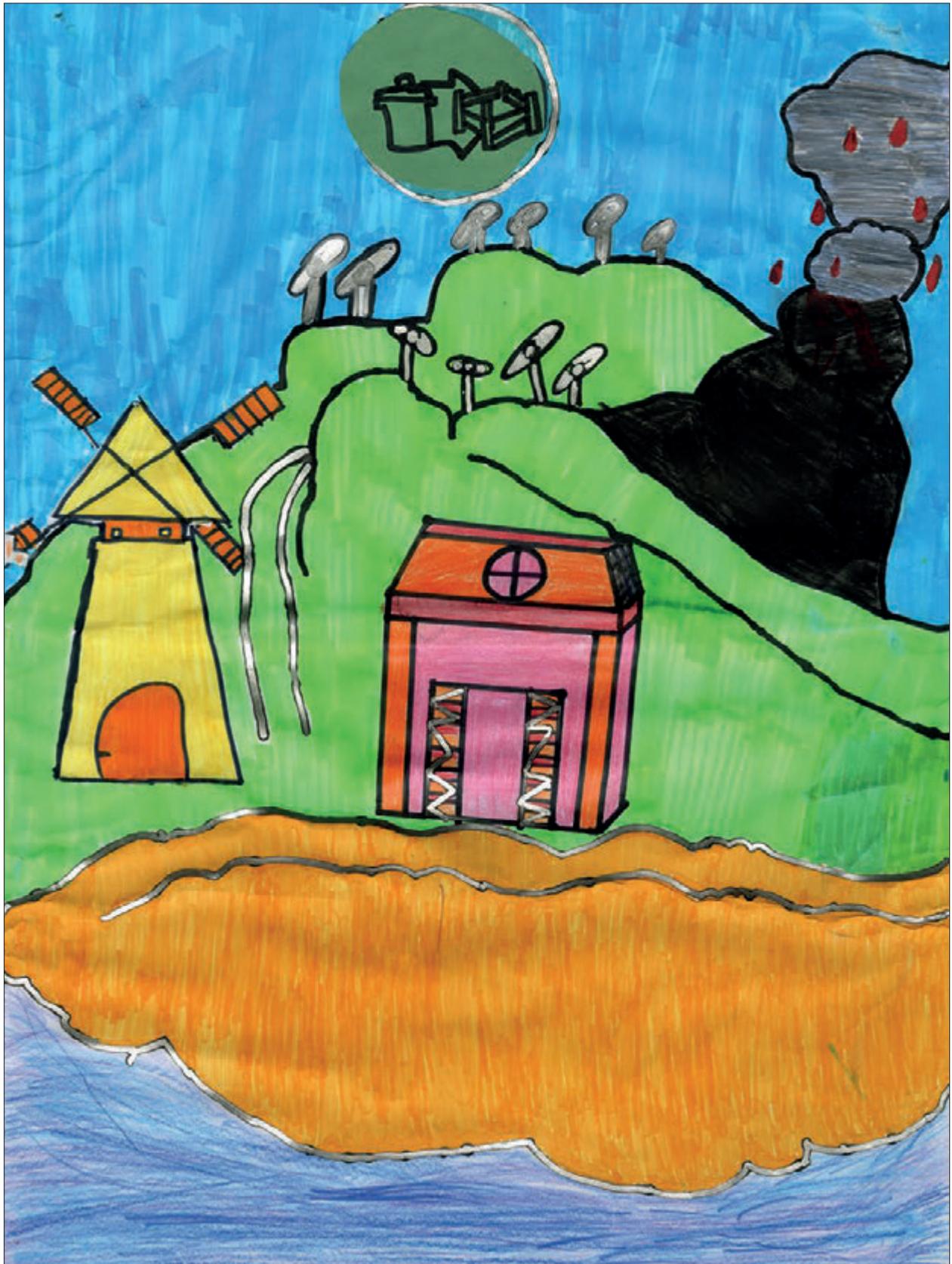


2022 - Collège Jules Reydellet

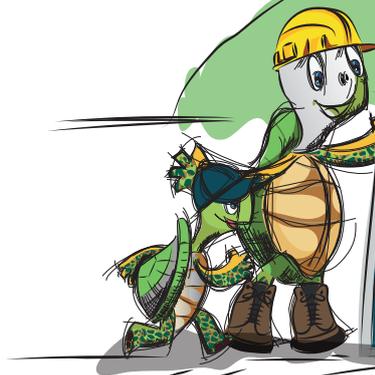


2021 - Lycée professionnel François de Mahy

TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Mamie, plus tard, moi aussi j'aimerais travailler dans le domaine du développement durable, mais je ne sais pas encore quel métier choisir.



Tu pourrais aller à la Cité des métiers, elle aide à l'orientation. En plus à La Réunion, elle est particulièrement sensible à l'environnement. Laisse-moi te raconter...

FRISE CHRONOLOGIQUE



2022 - Collège de Bois d'Olives

1968

Création du Club de Rome : Think Tank sur les risques de l'augmentation exponentielle de l'exploitation des ressources naturelles

2 janvier
1968

Création du SMIC (succède au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) instauré par la loi du 11 février 1950)

21 avril
1972

Publication de The Limits To Growth ou « rapport Meadows », par le Club de Rome qui alerte sur les limites de la croissance économique.



OBJECTIF 2025

-30% de consommation de ressources naturelles par unité de PIB (référence 2010) (France)

À Valérie Burnay,

Directrice de la Cité des Métiers
de La Réunion

Comment la Cité des Métiers s'engage-t-elle en interne pour l'écologie ?

J'ai mis en place quelques habitudes et chacun fait de son mieux, ça fait partie de nos valeurs. Fini les gobelets en plastique, nous utilisons nos propres tasses ! Pas de dosettes de café, mais du café en grain et avec le marc, nous faisons un petit compost pour nos plantes. Nous n'imprimons plus en couleur et réduisons les photocopies. Nous avons différentes poubelles pour différents déchets. On me surnomme gentiment « la relou du développement durable » !

ODD
8

Je te présente Valérie Burnay : en 2019, elle est chargée Événementiel et communication à la Cité des Métiers de La Réunion.

Attentive au développement durable, elle organise la projection du film « Demain » de Cyril Dion devant 150 élèves, puis instaure un débat sur le sujet en invitant les associations de La Réunion engagées dans l'écologie.

La même année, 52 chefs d'entreprise de l'île sont sensibilisés à la responsabilité numérique : comment traiter ses mails, l'archivage, quels sont les outils et applications permettant de réduire son impact numérique...

La Cité des Métiers intègre le programme WATT ELSE Erasmus+, qui rassemble des partenaires européens investis dans la démarche d'accompagner leurs territoires « dans la mutation de leur filière industrielle locale de production d'énergie et de l'isolation des bâtiments, spécifiquement sur le volet des ressources humaines, de l'emploi et des formations ».

En 2020, Valérie Burnay est nommée directrice et les projets en faveur de la sensibilisation à l'environnement se succèdent. Depuis 2019 à aujourd'hui 1200 personnes : salariés, chefs d'entreprise, collégiens, lycéens, ont été touchés par les actions développement durable de la Cité des Métiers.

UN EXEMPLE NATIONAL

Cette valorisation est aussi une manière de sensibiliser aux métiers du développement durable. Quels sont-ils ? Techniciens panneaux solaires, ingénieurs, chefs de projet...

Dans ses fiches, la Cité des Métiers en recense 30... pour l'instant. Car d'autres métiers se créent via des technologies innovantes, par exemple un concept de recyclage de batteries qui va favoriser de nouvelles activités. Il y aura donc un besoin de recrutement. Pour l'heure, certaines formations manquent encore sur le territoire, mais elles commencent à se développer (stockage de l'énergie solaire, filière hydrogène...).

Sur la thématique de l'écologie, la Cité des Métiers de La Réunion est un exemple pour toutes les autres. L'effet « boule de neige » ne s'est pas fait attendre : la Cité des Métiers de Belfort a emboîté le pas, puis la Cité des Sciences et de l'Industrie de Paris. La Guadeloupe et le Grand Beauvais ont demandé conseil, par exemple sur la responsabilité numérique. Une fierté pour toute la Cité des Métiers de La Réunion !

Et quand j'aurai choisi mon métier et que je serai formé, je devrai faire quoi ?



Tu peux aller à Pôle emploi pour chercher du travail.

Eux aussi sont sensibles à l'environnement ?

Mais oui !

Une
QUESTION ?

À Mohammad Patel,

Chargé de la RSE au Pôle emploi Réunion
et correspondant régional

Qu'est-ce qui a poussé Pôle emploi vers la responsabilité sociétale des entreprises ?

La question de l'accessibilité de tous les publics, la lutte contre les discriminations, la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, sont des sujets qui occupent au quotidien chaque agent de Pôle emploi, dans la délivrance même des services.

Pôle emploi, c'est 55 000 collaborateurs au national et 1400 à La Réunion. La prise en compte de ces préoccupations sociales, ajoutées à la nécessité du respect de l'environnement, nous engage et nous oblige à être exemplaires et vertueux à tous les niveaux.

Il y a une vraie volonté politique de nos dirigeants à faire de Pôle emploi un pionnier en la matière, et entraîner avec nous le plus grand nombre, pour faire bouger les choses.

Pour finir, en référence à la fameuse histoire du colibri qui va éteindre l'incendie de la forêt, nous voulons juste faire notre part !



EXEMPLARITÉ !

C'est le mot d'ordre de Pôle emploi qui s'est engagé dès 2018 dans une démarche RSE (responsabilité sociétale des entreprises).

Au niveau national, la structure a créé sa propre direction RSE et déployé des correspondants dans toutes les régions de France ; chacune d'entre elles a des objectifs à atteindre dans ce domaine.

L'action comporte 4 axes : proposer des services accessibles et inclusifs (notamment pour les personnes en situation de handicap) ; répondre à l'urgence climatique en réduisant ses émissions carbone ; encourager la diversité et faire reculer les discriminations liées à l'emploi ; développer l'engagement de ses collaborateurs et le dialogue avec les parties prenantes. Pour répondre à ses objectifs, Pôle emploi met en place certaines actions : réflexion pour une bonne utilisation des dépenses publiques, bien-être au travail avec des groupes de parole et d'expression, actions partenariales en faveur de l'inclusion des demandeurs d'emploi porteurs de handicap, diminution de l'empreinte carbone via le

covoiturage, la visioconférence ou la sobriété numérique, promotion de la diversité et de l'égalité... À noter l'arrivée récente de la première femme directrice régionale de Pôle emploi Réunion : Angélique Goodall, qui œuvre fortement en faveur de l'égalité professionnelle. En terme de parité homme/femme au travail, Pôle emploi Réunion est bon élève avec un taux de féminisation des cadres de 63% et une moyenne de collaborateurs en situation de handicap de 8,34 % – supérieure au taux légal. Pôle emploi Réunion active aussi des clauses d'insertion dans le cadre de ses marchés prestataires pour que ces derniers accordent un certain nombre d'heures de travail aux publics en difficulté, et éloignés de l'emploi. En 2021, on compte 10 600 heures d'insertion réalisées! Pour Mohammad Patel, en charge de la RSE à Pôle emploi Réunion, toute cette démarche RSE s'inscrit dans un profond mouvement sociétal actuel, renforcé par l'impact de la crise Covid et la guerre en Ukraine. Les mentalités évoluent, et aujourd'hui, les nouvelles générations, au-delà d'occuper un emploi, veulent d'abord trouver et donner du sens et apporter quelque chose à l'entreprise. Ce ne sont plus des exécutants, mais des participants.

Ça donne envie
de travailler !



Allons faire un tour
chez quelqu'un qui
aime son métier...

Une
QUESTION ?

À Cédric Leveur,

Ancien gérant d'OzoneC

Pourquoi cet engagement dans des démarches éco-responsables ?

Par conviction ! Pour limiter l'impact de mon activité professionnelle sur les ressources naturelles, principalement l'eau et l'énergie. C'est aussi pour offrir à mes clients un environnement et des produits de qualité. La relation avec les autres m'importe beaucoup. Dans mon salon, j'ai d'ailleurs organisé différentes animations : ateliers maquillage, découverte des massages avec une esthéticienne... Ça m'a permis de voir autre chose que la coiffure et ça tisse un lien entre les professions.



ODD
8

Nous voici dans un salon de coiffure ultra-éco ! En 2011, OzoneC (devenu depuis OzoneBio Concept Store), est la première entreprise de La Réunion à obtenir sa certification Envol (Engagement volontaire de l'entreprise pour l'environnement) et le deuxième salon de coiffure de France (sur près de 80 000) à réaliser son bilan carbone, via un consultant qui a par exemple analysé les déplacements en transport maritime.

Pour son engagement écologique, Cédric Leveur, le patron, n'avait pas fait les choses à moitié, allant au-delà des attentes de la Charte développement durable des salons de coiffure. Locaux répondant aux normes HQE (Haute qualité environnementale), éclairage basse consommation, équipements en sèche-linge, climatisation de classe A, et meubles en carton ! Tout est bio, recyclable ou en matière non polluante : serviettes, produits de coiffure et de nettoyage, linge, lessive, café, sucre, mouchoirs, jusqu'au papier toilette et aux cartes de visite ! Un salon de coiffure utilise énormément d'eau : 1400 litres par jour pour OzoneC, Cédric Leveur a donc installé des récupérateurs. Il souhaite aussi proposer des prix attractifs et créer de l'emploi.

COMPENSER LES GAZ À EFFET DE SERRE

L'entreprise, qui à l'époque importait plus de quarante marques de cosmétiques bio (maquillage, dentifrice, produits de beauté), s'engageait aussi à proposer des services en cohérence avec les valeurs environnementales. Ainsi, pour compenser une partie des gaz à effet de serre générés par son salon, OzoneC a apporté un soutien financier à une organisation malgache luttant contre la déforestation. OzoneC a reçu plusieurs distinctions au Business Trophy Coiffure de Paris : Meilleure stratégie environnementale durable (2012 et 2013) et Meilleure stratégie de vente en 2013, 2016 et 2018.

Aujourd'hui, Cédric Leveur a cédé son salon (qui poursuit son activité bio et écolo) et travaille en tant que coiffeur privé. Avec toujours la volonté de protéger l'environnement.



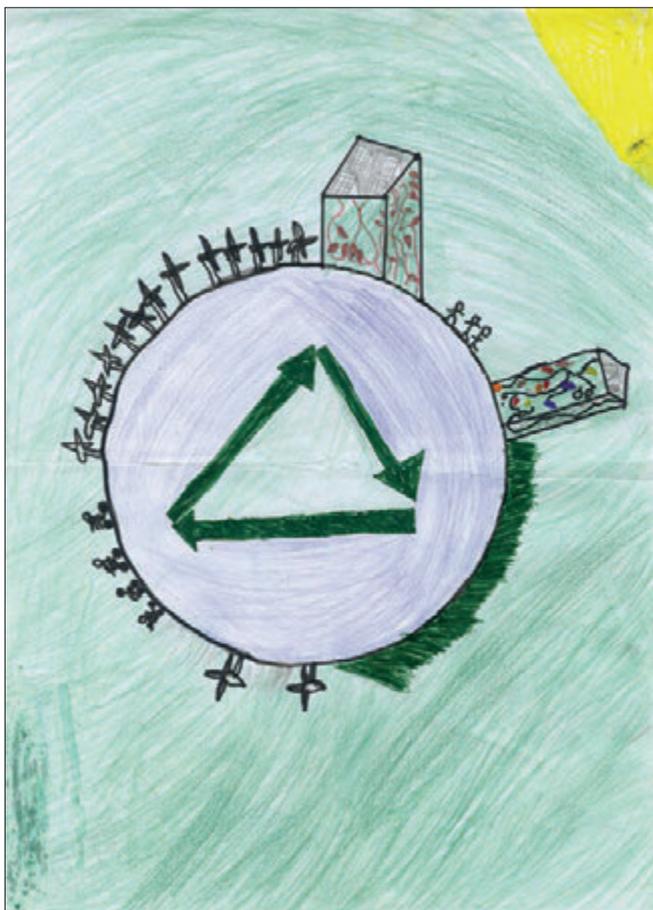
Salon : © OzoneC



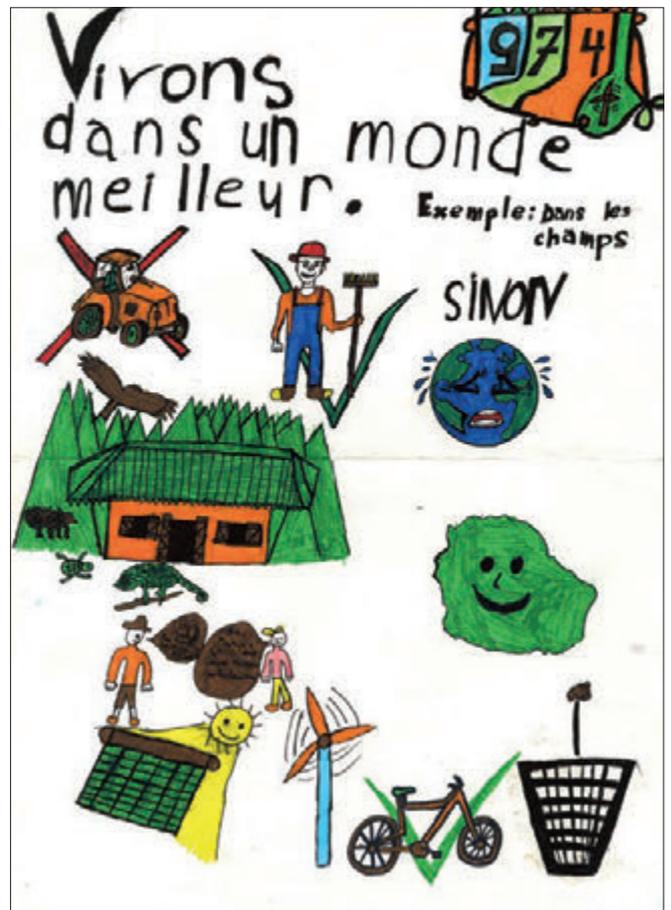
2018 - Collège Guy Môquet



2018 - Collège de la Chaloupe



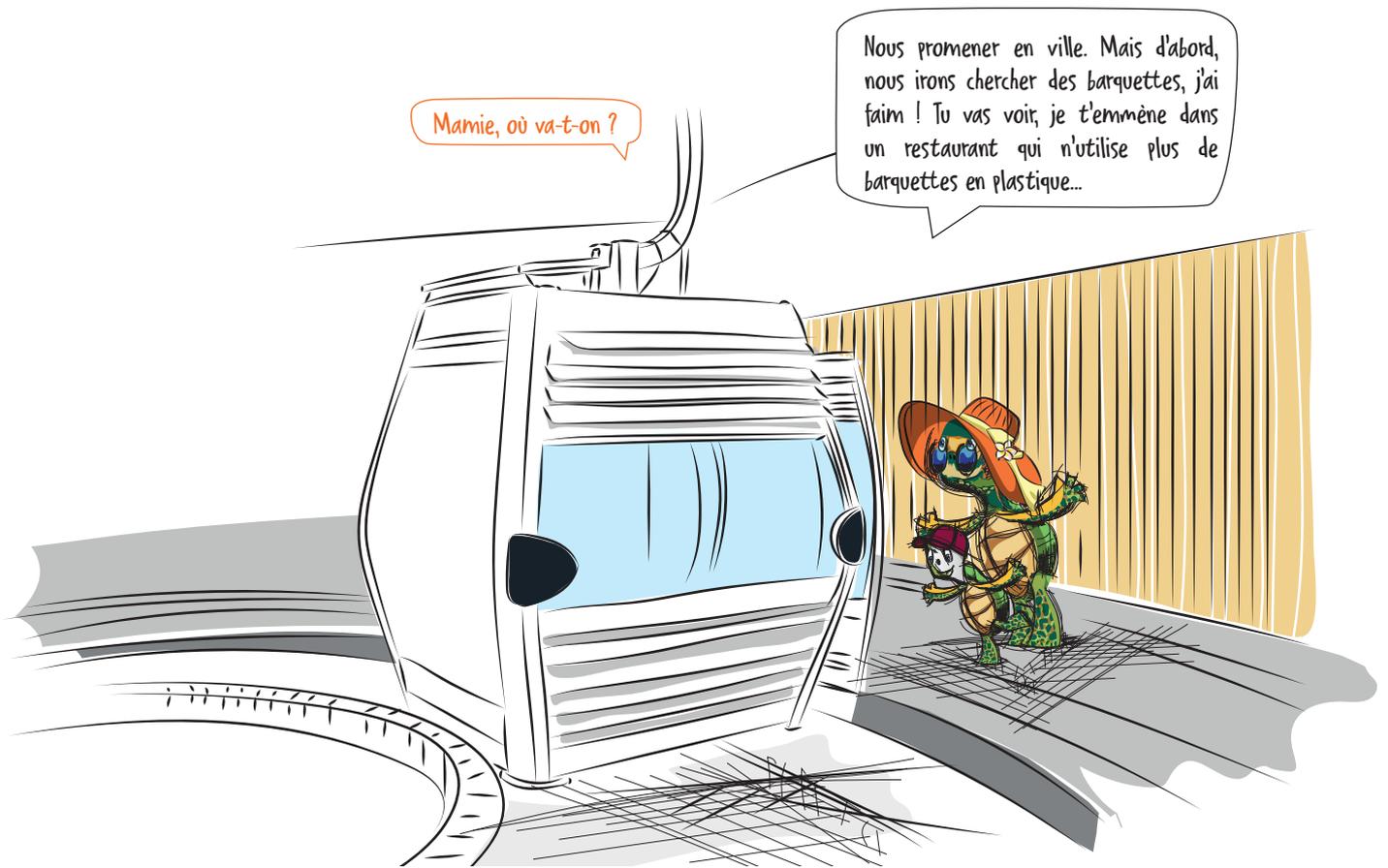
2018 - École Ruisseau Blanc



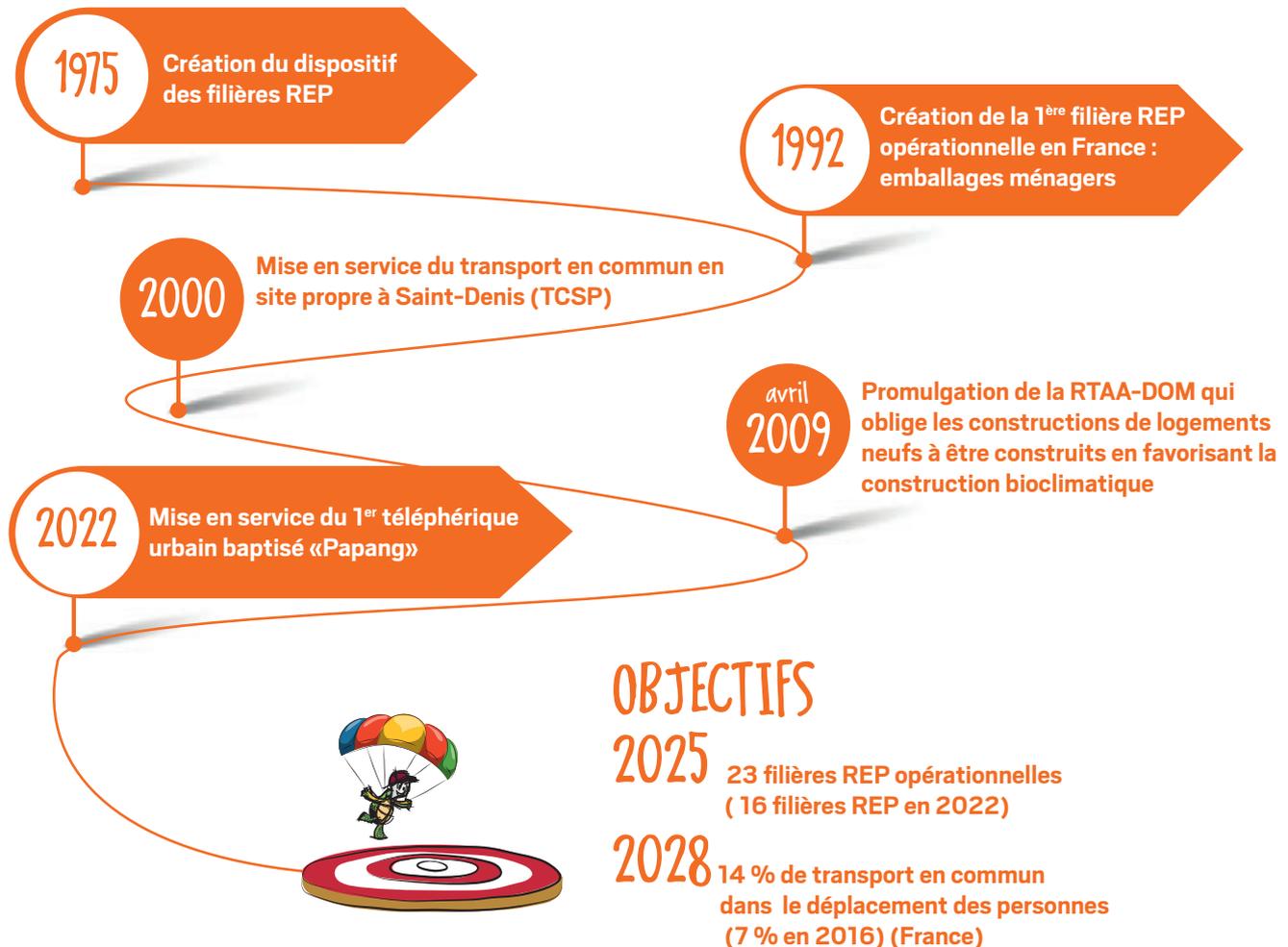
2018 - Collège de la Chaloupe



2018 - Lauréat - Collège Jules Reydellet



FRISE CHRONOLOGIQUE



OBJECTIFS

2025 23 filières REP opérationnelles (16 filières REP en 2022)

2028 14 % de transport en commun dans le déplacement des personnes (7 % en 2016) (France)



À Virginie Lepicard,

Présidente de l'association Réutiliz

Concrètement, comment se passe la consigne pour le client ?

Le client verse 4€ pour une barquette en verre. Une fois son repas fini, il a deux choix : soit retourner chez le restaurateur (ou un autre qui utilise les mêmes contenants) qui lui remplit de nouveau sa barquette, soit rendre la barquette et récupérer ses 4€.

Le système de consigne est géré par une web application : le restaurateur n'a pas besoin de se soucier de la gestion des 4€.

ODD
9

Le meilleur déchet, c'est celui qu'on ne produit pas ! Et Virginie Lepicard le confirme : « La consigne est une solution plus économique et écologique que le recyclage du verre ». Elle fonde l'association Réutiliz en 2019 avec l'idée de remplacer le plastique par du verre réemployable. À La Réunion, 11 000 tonnes de verre sont importées pour nos besoins soit, en terme de superficie, l'équivalent de la plage de l'Hermitage ! Dommage, n'est-ce pas ? Sais-tu aussi que chaque jour, 80 000 barquettes en plastique sont jetées à La Réunion ?

Pour changer les mauvaises habitudes, Réutiliz propose aux restaurateurs des barquettes en verre à prix attractifs, service de lavage compris si besoin. Le consommateur peut ainsi rapporter les contenants, et plus celui-ci est réutilisé, plus l'intérêt environnemental est grand. Idem pour les festivals avec des gobelets en verre. À savoir qu'un contenant en verre peut être réutilisé jusqu'à cinquante fois !

LA CONSIGNE DU VERRE POUR CHANGER LES MENTALITÉS

Une telle entreprise n'a pourtant pas été simple : il a fallu d'abord résoudre des problèmes techniques comme changer le système d'étiquetage de certaines bouteilles, impossibles à réutiliser à cause de la colle employée ; trouver des imprimeurs adéquats, un adhésif qui se décolle facilement, etc. La logistique est énorme, mais c'est un vivier d'emplois pour La Réunion.

Le projet de Réutiliz, lauréat en 2019 du start-up Weekend Économie Sociale et Solidaire, vise aussi à changer les mentalités et à sensibiliser le public à la collecte.

Et pourquoi pas généraliser le retour monétaire de la consigne, abandonnée en France au profit de l'emballage jetable ? Avec pour objectif de développer à terme une véritable filière de collecte, de lavage et de redistribution sur l'île.

Mais il doit bien y avoir de gros déchets qu'on ne peut pas recycler ?



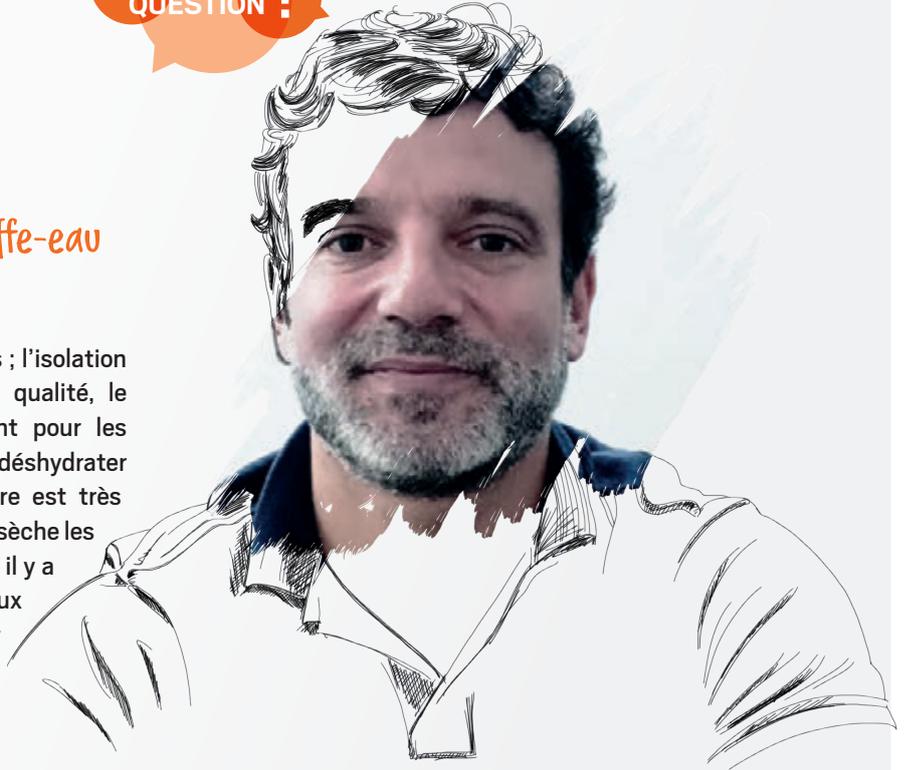
Avec de la motivation, tout est possible ! Il n'y a pas si longtemps par exemple, le recyclage des chauffe-eau solaires était impossible, et pourtant...

Une QUESTION ?

À Bertrand Lajus, Président de l'association R2S

En quoi recycle-t-on les chauffe-eau solaires ?

En composteurs ou en séchoirs solaires ; l'isolation des premiers permet un compost de qualité, le second est intéressant pas seulement pour les économies d'énergie. On l'utilise pour déshydrater les fruits. Par exemple, la Côte-d'Ivoire est très demandeuse de ce type d'appareil. On y sèche les bananes sur les toits : la journée, quand il y a du soleil, ça va, mais la nuit, avec le taux d'humidité, c'est difficile. Le séchoir solaire est une solution intéressante.



UNE FILIÈRE REP BÂTIMENT

En 2018, Bertrand Lajus, président de Zénith Solar Distribution, entreprise spécialisée en chauffe-eau solaires, s'interroge : que faire des chauffe-eau solaires en fin de vie ? Aucune filière de recyclage n'existe et il n'y a pas d'obligation pour les solaristes de les traiter, alors que La Réunion est le territoire leader en matière de chauffe-eau solaires. Sachant que la durée de vie d'un chauffe-eau solaire est de 15 à 20 ans, le volume des appareils usagés devient vite très important. Quelques prestataires les récupèrent pour les démanteler, en extraient par exemple l'inox ou le cuivre qu'ils revendent aux métalliers. Mais certains autres composants comme le polyuréthane, le plastique ou le verre trempé finissent à l'enfouissement.

Germe alors l'idée d'une unité de valorisation des chauffe-eau en fin de vie, pour les réemployer, avec une zone d'action dans tout l'Océan Indien, car « les synergies sont importantes, surtout dans un contexte îlien ».

Ainsi, naît en 2019 l'association R2S (Recyclage solaire solidaire) dont l'objectif est de gérer une unité de tri et de valorisation des chauffe-eau solaires (CES) en fin de vie. À l'heure actuelle, R2S dispose d'un terrain à Saint-Louis pour mener son action. L'association compte sur la future Filière REP bâtiment dont la création est prévue en janvier 2023 et qui structurera la collecte des déchets du bâtiment, en agissant sur l'écoconception des produits, la prévention des déchets, l'allongement de la durée d'usage, et la gestion de fin de vie.

À terme, Bertrand Lajus prévoit d'intégrer un volet insertion à son projet, en faveur du retour à l'emploi, et en identifiant des postes permettant l'insertion.



J'ai fini de manger, que fait-on maintenant ?



Nous allons visiter un jardin collectif !



Une QUESTION ?

À Marthe Boullenger,

Paysagiste au CAUE

Reste-t-il assez de place à La Réunion pour créer des jardins ?

Oui, il reste des terres – pour l'instant –, La Réunion est à la base un département agricole. L'idée est d'adapter les jardins collectifs à notre territoire et nos spécificités, via ses emplacements et ses cultures. Ce serait difficile par exemple de faire comme dans les grandes villes : des jardins sur les toits, même si c'est techniquement possible. Imaginez les dégâts par temps de cyclone !

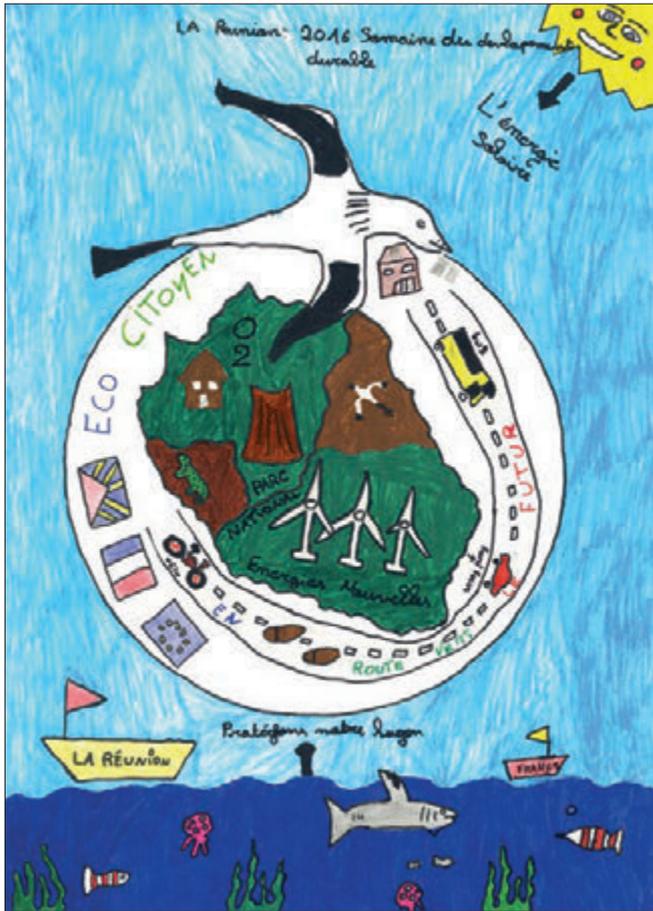


ODD
9

En 2019, la DEAL (Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) missionne le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de La Réunion) pour un inventaire des jardins collectifs dans l'île. D'abord identifier les initiatives puis les recenser. À ce jour, 72 jardins sont recensés sur le portail internet participatif et interactif, S-PASS Territoires. Un bond quand on sait qu'en 2015, on en comptait seulement 15 ! D'ailleurs, l'intérêt pour les jardins collectifs n'est pas si vieux puisque le premier de La Réunion s'est créé en 1993 : un jardin collectif dans le sud, avec des parcelles entre 700 et 1000 m², destinées à des ouvriers agricoles pour leur autosuffisance alimentaire. Et ce jardin existe toujours !

LE JARDIN DANS LA VILLE

En 2021, la DAAF (Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt) mandate le CAUE pour animer le réseau des jardins collectifs qui ne cesse de se développer via des projets menés par des associations, des bailleurs, des collectivités... À ce titre, le CAUE crée des événements comme des visites de jardins, des conférences, des ateliers-débats, ou des journées de rencontres... Un guide pratique de gestion a été édité : « Mener à bien un jardin collectif à La Réunion », disponible sur la plate-forme S-PASS Territoires. Quatre axes y sont détaillés : Découvrir, Financer, Gérer, Créer. Par exemple, découvrir les différents types de jardins, investir selon ses moyens, choisir le statut du jardin ou décider quel type d'eau choisir et comment l'acheminer. L'ambition du CAUE est la multiplication des jardins, en ville comme dans les campagnes. Car le constat est que le jardin collectif, plus qu'un effet de mode, est non seulement un vecteur de cohésion sociale, mais aussi une réelle évolution des habitudes de vie. À vos jardins créoles !



2016 - Collège Louis Henry Hubert Delisle



2017 - Collège Louis Henry Hubert Delisle

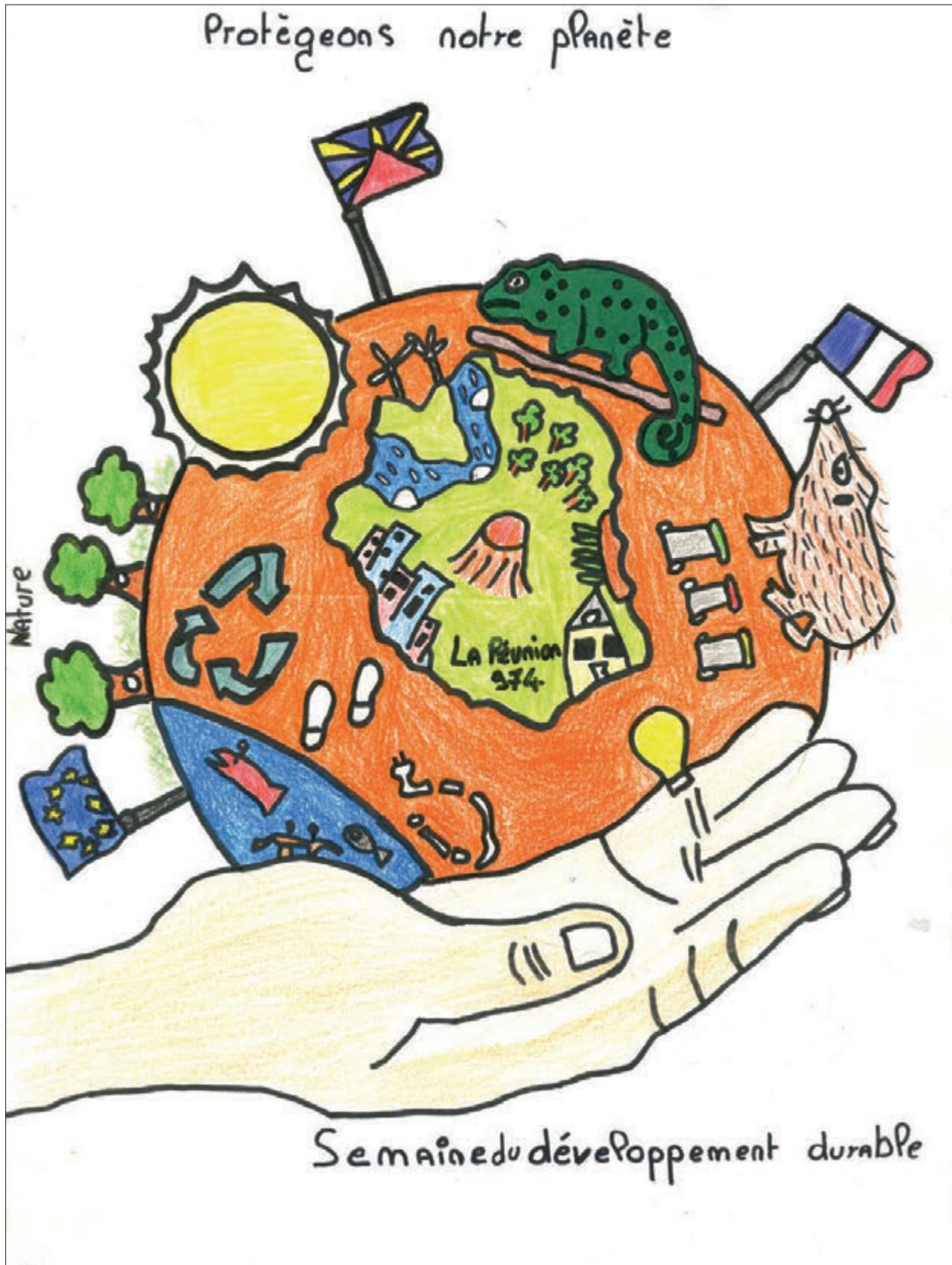


2020 - Collège Bory De Saint-Vincent



2022 - Collège Jean Albany

INÉGALITÉS RÉDUITES



2017 - Lauréat - Collège Hubert Delisle

Mamie, moi aussi, je peux voir de l'autre côté du mur !

Il a suffi de deux briques supplémentaires !

C'est parce que je suis trop petit

Ou moi trop grande ! Mais sache qu'il n'y a jamais rien de « trop », il y a seulement le juste milieu pour chaque personne ! Regarde, tu vois là-bas ?

Quoi ?

Une histoire...



FRISE CHRONOLOGIQUE

14 février
2017

Adoption de la loi pour l'égalité réelle en Outre-mer pour réduire les inégalités entre l'Hexagone et l'Outre-mer, renforcer le soutien à l'économie locale et les droits des citoyens ultra-marins



2017 - Lauréat - Ecole élémentaire Carrosse

À Jean-Manuel Cadel,

Ancien responsable développement durable
à La Poste de La Réunion

*Après son action contre
l'illettrisme, La Poste a-t-elle
continué de s'inscrire dans une
démarche de développement
durable ?*

Nous avons mis en place le premier PDE de La Réunion : Plan de déplacement entreprise, en réduisant le nombre de kilomètres effectués par les agents sur le trajet domicile/travail. Soit en déplaçant les agents eux-mêmes vers des bureaux plus proches de chez eux, soit en valorisant les transports durables et l'écoconduite. À l'époque, il y avait 2100 postiers à La Réunion et, à raison d'une moyenne de 33 km par agent et par jour, leurs trajets sur une semaine représentaient la distance Terre-Lune !



ODD
10

Cela se passe à La Poste, une jolie petite Poste bordant une rue piétonne ou un parc, qu'importe. Avec la modernisation des équipements, pas toujours facile de s'y retrouver. Imagine une vieille dame comme moi devant un automate qui refuse de lui donner ses timbres ! Et c'est encore pire quand on est illettré. Heureusement, La Poste y a pensé : elle emploie des médiateurs sociaux de l'AREP (Association Réunionnaise d'Éducation Populaire), qui guident et accompagnent les personnes dans leurs démarches : (achat de timbres, dépôt de chèques, envoi de colis) ou pour remplir les documents. L'initiative, fruit d'un partenariat entre l'ANLCI (Agence nationale de lutte contre l'illettrisme), l'AREP et La Poste, s'est concrétisée en 2010, portée par la Semaine du développement durable.

UNE RELATION DE PROXIMITÉ

Au-delà d'une simple aide, les médiateurs sont chargés de repérer les personnes en situation d'illettrisme pour, si elles le souhaitent, les orienter vers des formations gratuites de lecture et d'écriture.

Jean-Manuel Cadel est l'ancien responsable Développement durable à La Poste. En 2010, il a contribué à mettre en place ce projet, et il raconte : « Il y avait un petit groupe – principalement des jeunes filles – parlant créole et français, pour déceler dans la “queue” des personnes en situation d'illettrisme : sous prétexte de leur apprendre à manier les automates – c'était encore récent à l'époque –, elles repéraient les personnes qui ne pouvaient pas lire les instructions. Cette manière de procéder avait l'avantage d'instaurer une relation de confiance et de proximité : les gens étaient à l'aise et se confiaient plus facilement ».

Aucun recensement n'a pu être fait sur qui est allé ou non dans les centres de formation, mais gageons que ceux qui ont franchi le pas ne l'ont pas regretté !

Quelle belle histoire !
Comme quoi, on peut
toujours s'adapter à
la société, quel que
soit notre âge !



Oui, et ça va dans les deux sens : la société intègre la personne et la personne s'intègre dans la société. Et si on y ajoute l'environnement, tout le monde y gagne ! Cela me fait penser à l'association Show-Co Arts, qui propose des spectacles valorisant la diversité culturelle et le développement durable...

Une
QUESTION ?

À Sylvette Hannibal,

Cofondatrice de l'association Show-Co Arts

Quel souvenir de ces spectacles vous a le plus marquée ?

La pièce « Tombe, tombe au fond de l'eau - Mar me quer » de Mia Couto, en lien avec le Zimbabwe. Elle a été jouée dans le quartier du Chaudron à Saint-Denis, en langue vernaculaire et en anglais.

Les gens ne comprenaient rien, mais c'est comme s'ils avaient tout compris ! Des éléments universels relient à la nature et reconnectent avec des choses profondes. Même sans paroles, le corps, les expressions, donnent à comprendre. Nous avons présenté la pièce trois soirs de suite, c'était « blindé » !



Cette histoire débute par une question : Quelle est la place de l'artiste dans la société et comment contribuer à une meilleure société en prenant en compte les objectifs de développement durable ?

Pour Sylvette Hannibal, cofondatrice de Show-Co Arts, cette interrogation a mené à des spectacles d'un genre nouveau, portés par une volonté : valoriser la diversité culturelle à travers l'art, en particulier la danse et le théâtre, en y intégrant le développement durable.

Plusieurs structures et associations se sont ralliées au projet pour partager leurs talents sur des valeurs communes. L'association Show-Co Arts s'est attachée à repérer les artistes dont le travail, sur la forme et le fond, démontrait un intérêt pour l'environnement. Chaque collaborateur s'est engagé à sensibiliser à l'écologie.

ALLIER ART ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Mais comment allier art et développement durable ?

Par exemple, l'association a proposé des spectacles avec des éclairages aux leds.

Joli, écologique et économique ! Les leds, accrochées sur les costumes des comédiens ou placées au sol, évitent le transport de matériel lourd et permettent de préparer rapidement la scène. Sylvette Hannibal se souvient des

débuts des spectacles en 2009 : « Nous étions itinérants, et un matériel simple et léger était un vrai atout, par exemple lorsque nous allions à Mafate ».

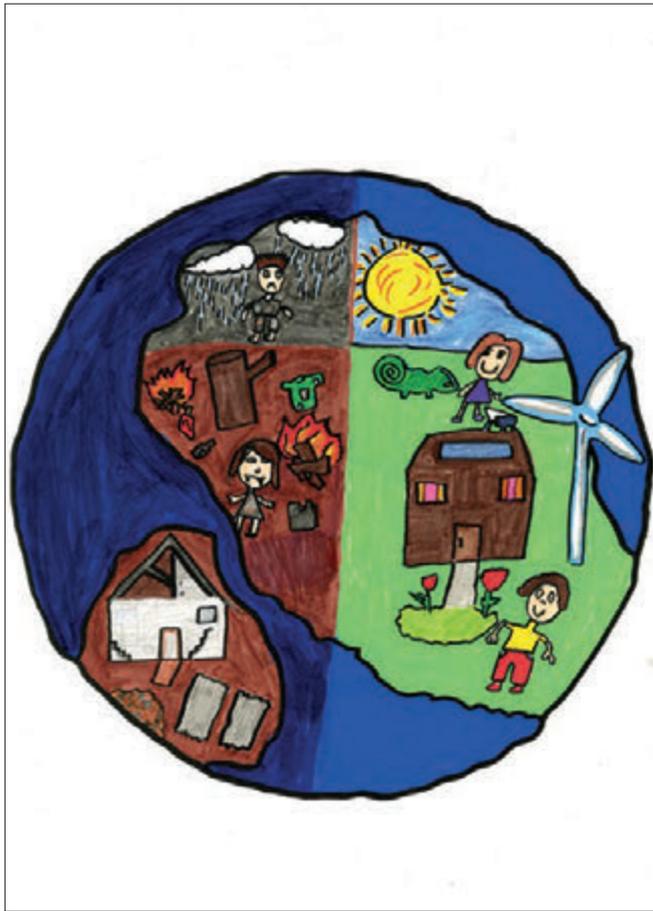
Des spectacles destinés surtout aux enfants, avec une volonté de se déplacer vers les publics « empêchés » comme les habitants des hauts ou les personnes en situation de handicap.

Mais la principale fierté de Sylvette Hannibal reste d'avoir été le premier secteur des Arts et de la Culture à participer à la Semaine du développement durable et d'avoir en quelque sorte ouvert la voie.

Aujourd'hui, après une mise en sommeil, l'association Show-Co Arts repart de plus belle, avec deux pôles : l'un à Paris, l'autre à La Réunion. Et toujours l'objectif de promouvoir les valeurs de diversité et de développement durable.



©Show-Co Arts
La Réunion, spectacle « Tombe, tombe au fond de l'eau - Mar me quer ».

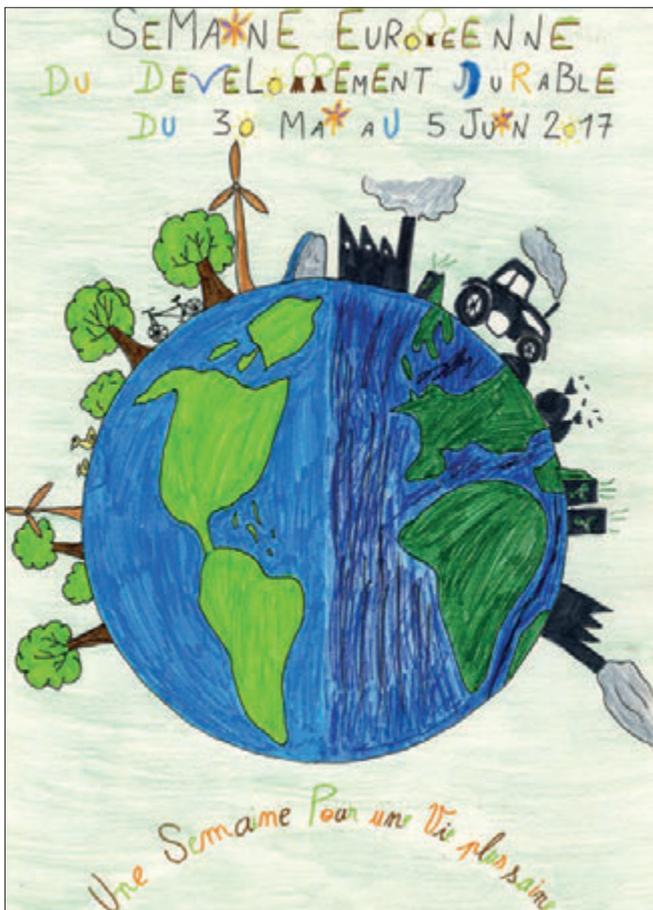


2015 - Collège Joseph Hubert



2016 - Lycée professionnel Léon de Lépervanche

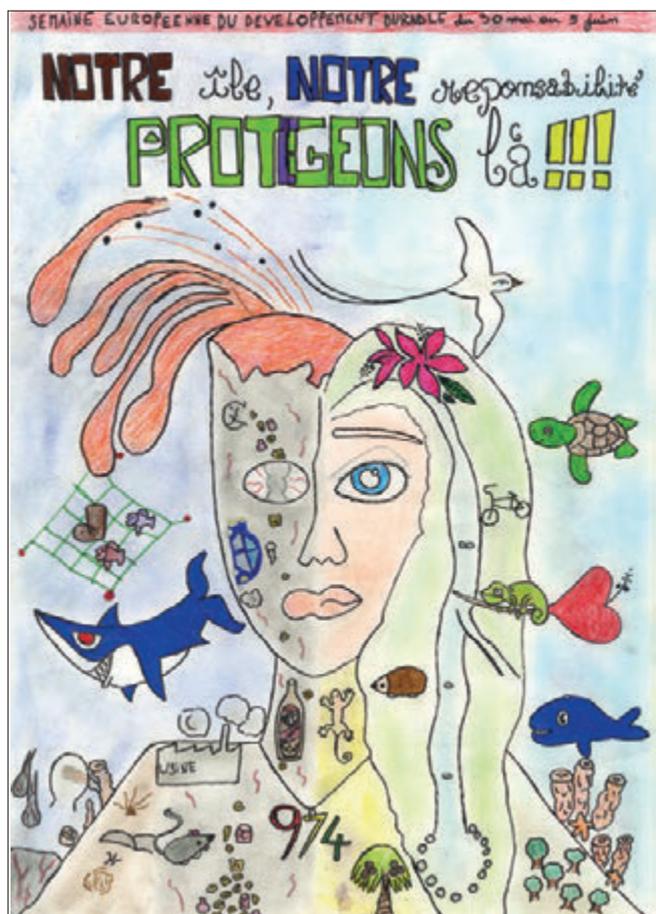
ODD 10



2017 - Collège Achille Grondin



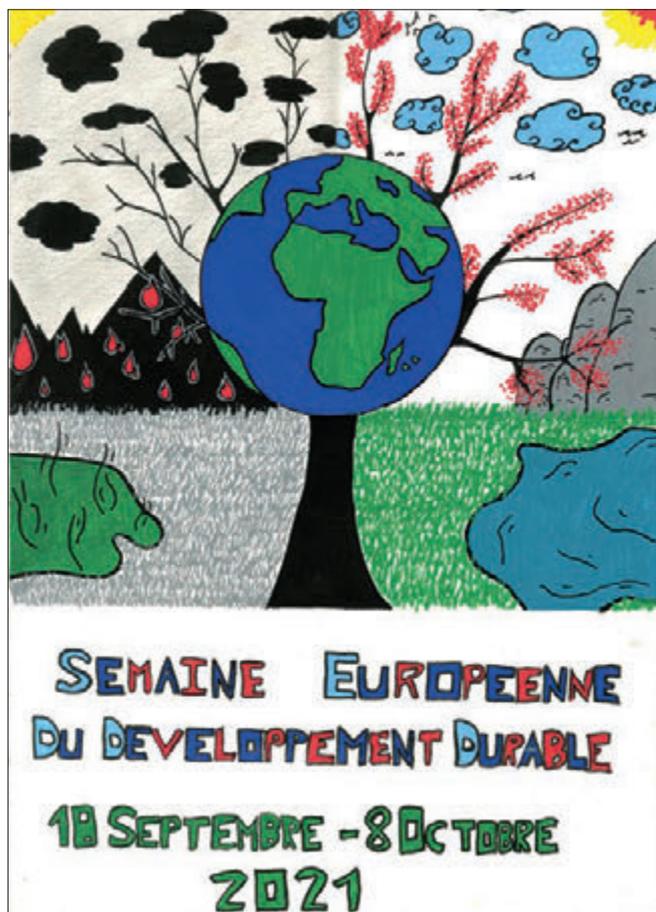
2017 - Collège Pointe des Châteaux



2017 - Collège Achille Grondin



2020 - Collège Bory de Saint-Vincent

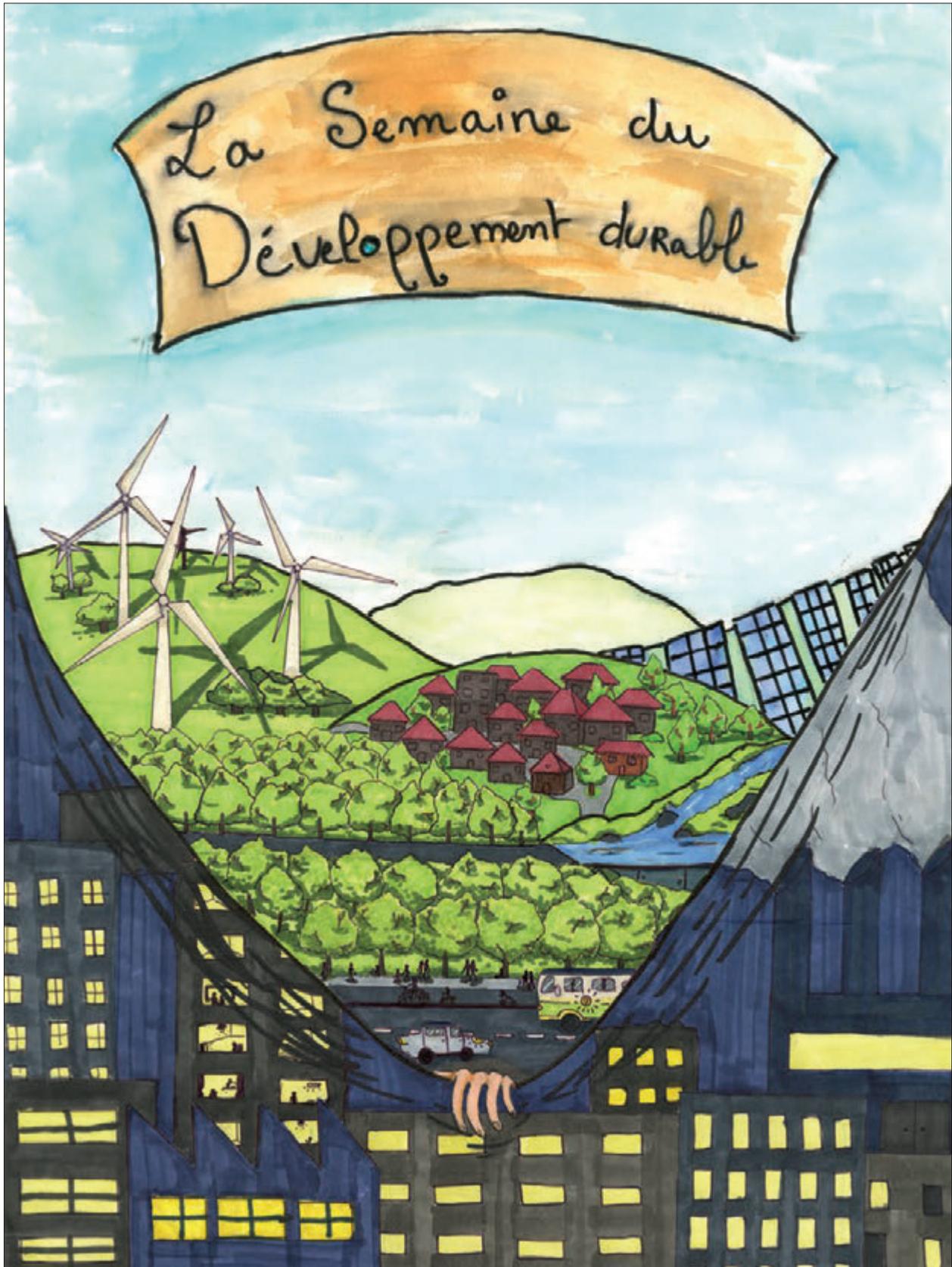


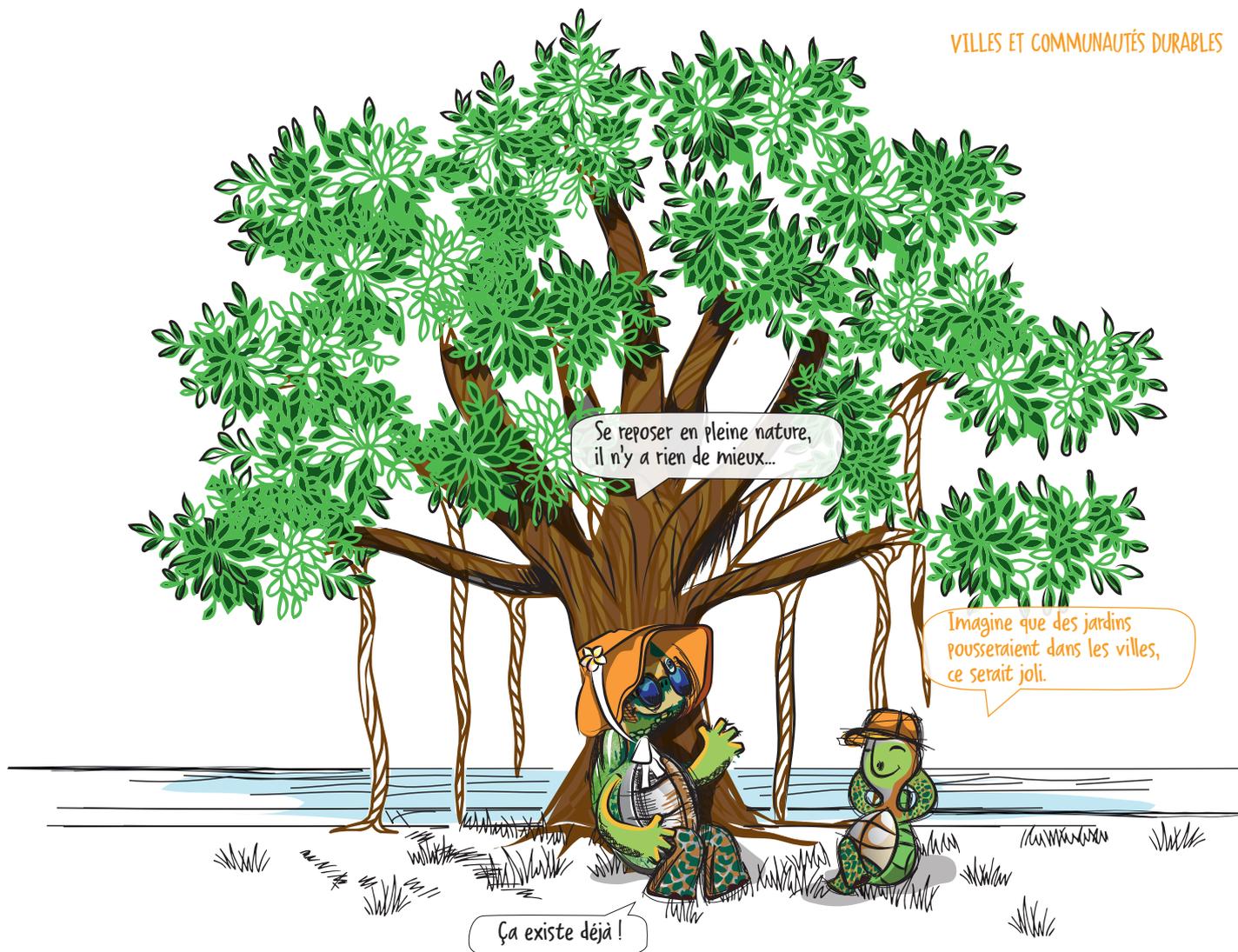
2021 - Lycée Mémona Hintermann Afféjée



2022 - Collège de la Ravine des Cabris

VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES





FRISE CHRONOLOGIQUE

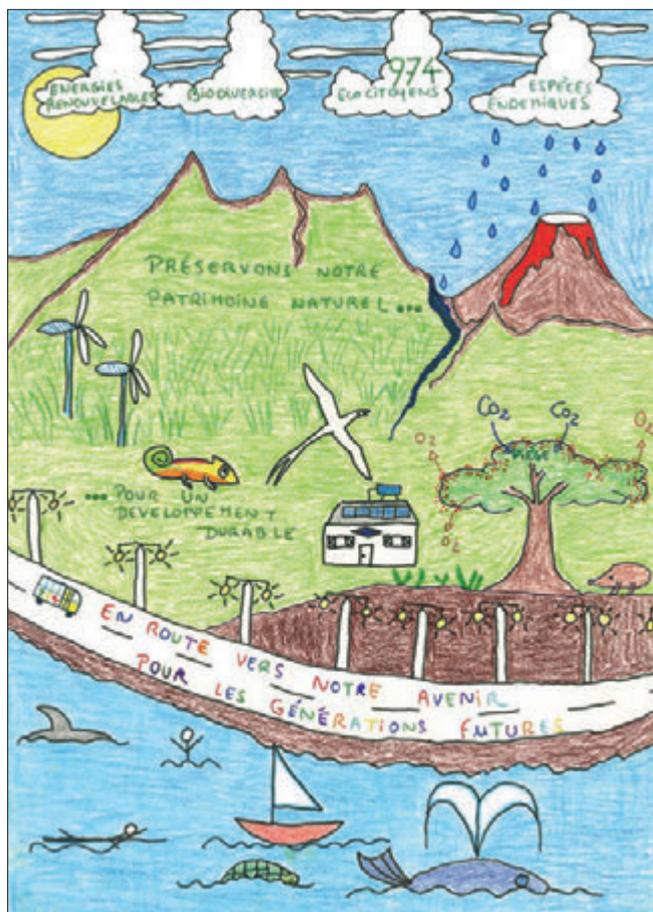
1995

Le premier SAR a été approuvé en 1995 qui a fait l'objet d'une révision approuvée le 22 novembre 2011 par décret en conseil d'Etat. En cours de révision depuis 2020



OBJECTIF 2050

Objectif Zéro artificialisation nette (ZAN) (France)



2014 - Lauréat - Collège Hubert Delisle

À Mélanie Camau,

Responsable insertion professionnelle à la SHLMR

Qu'est-ce qui a incité la SHLMR à développer les jardins partagés ?

Les jardins partagés se développent de plus en plus à La Réunion sous différents modèles. Depuis 2016, la SHLMR en a soutenu une quinzaine sur le territoire. La notion de responsabilité sociétale est au cœur de notre démarche, elle inclut aussi le développement durable. Ainsi, certains jardins peuvent être lancés via des structures d'insertion par l'économie. D'ailleurs, nous travaillons actuellement sur un projet d'insertion qui ferait le lien entre l'agriculture urbaine locale et les métiers de bouche.

ODD
11

Direction Saint-Pierre à Bois d'Oliviers ! Nous voilà dans le groupe d'habitation « Les Oliviers », un charmant quartier où vit une majorité de personnes âgées.

Au pied des immeubles, un jardin partagé est en train de naître : terre retournée, délimitations... C'est un projet de la SHLMR, mené par l'association Jades, dans le cadre d'un Atelier Chantier d'Insertion (ACI), intitulé « Les jardinières vertes des Oliviers ». Son ouverture est prévue au premier semestre 2023.

Pour l'heure, ce sont des salariés en insertion qui réalisent ce chantier et s'attachent à rendre le lieu accessible aux personnes âgées, avec par exemple des bacs et jardinières en hauteur pour éviter aux habitants de se baisser et de se faire mal au dos. L'idée d'un jardin thérapeutique est lancée : plantes médicinales – les gramounes les appellent tisanes lontan – aires médicinales... Mais aussi au programme, la culture de plantes aromatiques, plantation de piments, manioc, pommes de terre, tomates, carottes, salades, bringelles... Et pourquoi pas y faire venir des scolaires pour des rencontres intergénérationnelles ?

TUBERCULES ET TISANES DANS LES JARDINS PARTAGÉS

Les résidents, demandeurs de ce type d'activité, pourront ainsi bénéficier d'un espace de jardin collectif et partagé, mais auront aussi l'opportunité de cultiver individuellement leurs fruits ou légumes. Une manière de tisser du lien social et de sensibiliser à une nourriture plus saine et à la préservation de l'environnement. Les jardins partagés apportent une meilleure qualité de vie dans les quartiers, facilitent les relations sociales entre locataires par une atmosphère sereine et conviviale. Les habitants plantent leurs légumes, tubercules ou tisanes, et il y a de vrais échanges, par exemple sur les cuisines des différentes cultures : les uns font goûter leurs recettes aux autres.

Le jardin permet aussi de faire des économies, une aubaine pour ceux qui n'ont pas les moyens financiers de consommer bio.

Quel moment reposant !



Revenons demain. Et cette fois-ci, je te propose un trajet en vélo électrique !

Une QUESTION ?

À Ahmed Adame ,

Gérant de la SARL MAD

Comment les Réunionnais accueillent-ils le vélo en libre-service ?

Très bien, ils découvrent cette nouvelle alternative de déplacement. Il reste cependant à lever les derniers freins : pour réserver un vélo, il faut s'enregistrer sur une application, et cette technique n'est pas encore complètement rentrée dans les mœurs. Mais ça vient peu à peu : ils sont de plus en plus nombreux à utiliser nos vélos électriques en libre-service.



Depuis novembre 2021, à Saint-Denis, il est possible de prendre un vélo en libre-service, ou plutôt, un vélo partagé, un terme plus convivial et approprié : on emprunte un vélo dans une station, on le redépose dans la même ou dans une différente, pour que d'autres personnes l'utilisent.

La SARL MAD regroupe trois activités : Vélo et Oxygène (vente de vélos), AREE (société de bornes électriques) et Vélocéan (vélos électriques en libre-service, location de courte durée).

C'est un travail de sept ans, mené en réflexion avec les mairies, les associations et la Préfecture, qui a abouti à la création de cette première entreprise de vélos électriques en libre-service. Un projet en expérimentation jusqu'en 2023, mais qui fait déjà ses preuves.

BALADES A VÉLO SUR LE FRONT DE MER

De plus en plus de personnes, principalement entre 20 et 40 ans, particuliers, touristes ou familles, utilisent le service pour se rendre au travail ou pour les balades du dimanche sur le front de mer. Un souci de déplacement, mais aussi écologique. Avec un vélo, il est possible de parcourir 50 km, et avec l'assistance électrique, pédaler devient plus facile, en particulier dans les côtes !

Saint-Denis compte actuellement 4 stations, une dizaine d'autres sont prévues. 40 vélos sont disponibles. La municipalité, pour intégrer ce projet, a d'ailleurs multiplié et amélioré ses pistes cyclables.

La société MAD envisage aussi de s'investir dans la voiture électrique. La phase d'expérimentation « vélo » permettra de récolter des données sur les habitudes de déplacements, les trajets, le kilométrage... Ainsi, les lieux de bornages pourront se développer, à Saint-Denis, et dans d'autres communes de l'île.



Belle balade !



Bravo, tu as bien respecté le Code de la route.

Une QUESTION ?

Oui, je l'ai appris à l'école ! Et cette fois-ci, c'est moi qui te raconte une histoire...

À Julie Gigan,

Julie Gigan et Laurent Répécaud, professeurs, collège Plateau Goyaves

Vous avez été trois professeurs à suivre ce projet avec les élèves. De quelle manière vous êtes-vous impliqués ?

Notre collègue Johnny Dijoux, professeur de physique-chimie, a travaillé sur la distance de freinage à l'aide d'un système de modélisation (une voiture télécommandée et un radar « fait collègue » !).

Julie Gigan : J'ai aidé les élèves à trouver des supports pour alimenter le contenu des fiches théoriques et à sélectionner des jeux sur tablettes via l'application gouvernementale de Sécurité routière junior Mobilpass.

Laurent Répécaud : J'ai encadré la sortie et assuré la maintenance et l'entretien des vélos avant/après : vérifier les freins, régler les selles, réparer les roues crevées... J'ai adapté un vélo en draissienne (vélo d'apprentissage sans pédales) pour un enfant en ULIS.



SE SERVIR DES FREINS EN VÉLO

Les 22 élèves de la classe Sécurité routière n'ont pas hésité à sacrifier leurs heures creuses pour ce projet. Léna Béton, Ilhana Vienne et Indyra Lamoly expliquent : « Ça nous a tous aidés à avoir beaucoup de patience et de disponibilité ». Pour ces élèves décrites comme timides par leur professeure d'histoire-géo Julie Gigan, donner des cours aux enfants a augmenté leur confiance en elles. « Ça nous a sorties de notre zone de confort » renchérit Léna. Mieux, Indyra a même appris à faire du vélo pour l'occasion !

Les élèves habituellement qualifiés « d'agités en cours » ont, eux, endossé les rôles de grands frères et ont apprécié leur responsabilité. Certains élèves de la classe ont choisi de présenter leur projet Sécurité routière à l'oral du brevet.

Du côté des CM2, le bilan est positif : Saki confie savoir maintenant se servir des freins, car avant il n'appuyait pas assez fort et finissait par utiliser ses pieds. Et sur la route, il indique les directions avec son bras. Naïma a aimé l'expérience, même si elle déteste les pentes. Elle a appris que comme le soleil, les vélos avaient aussi leurs rayons !



Je t'emmène dans la classe de 3^e Eucalyptus du collège Plateau Goyaves à Saint-Louis. Une classe aussi nommée Sécurité routière, car son projet de l'année s'intitule « Tous en route vers la sécurité routière ».

L'idée s'inscrit dans le cadre du Savoir rouler à vélo (SRV) du gouvernement, qui préconise l'apprentissage du vélo pour les CM2 avant l'entrée au collège. Le collège Plateau Goyaves, qui disposait déjà de vélos, a pu les prêter aux écoliers.

Les élèves de 3^e ont préparé des fiches théoriques, des jeux sur tablettes, et des exercices pratiques (avec trois groupes selon le niveau de chaque élève). Au total 5 séances ont eu lieu par roulement avec 11 classes de la commune (ULIS compris), et comme point d'orgue un tour du quartier à vélo.



Ilhana Vienne, Indyra Lamoly et Léna Béton

CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



2016 - Lauréat - Ecole Gabriel Macé

Mamie, les gens achètent tellement de choses à Noël !
Que deviennent toutes ces choses une fois qu'on ne s'en sert plus ?



On peut les recycler !
Les vêtements trop petits par exemple peuvent servir à d'autres, être recousus, ou même transformés. Laisse-moi te faire visiter la friperie de Ti Tang Récup. Là-bas, rien ne se perd tout se recycle !

FRISE CHRONOLOGIQUE

1975

Création du dispositif des filières REP

1992

Création de la première filière REP opérationnelle en France : emballages ménagers

2001

Début des filières REP à La Réunion avec ATBR (batterie-plomb) et AVPUR (pneus automobile)

2002

Début de la collecte sélective des ordures ménagères à La Réunion

2009

Année de création du label NOULAFE par l'ADIR à destination des produits fabriqués à La Réunion

2016

PPGDND (Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux) approuvé en 2016

2019

LAGEC (Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire)



OBJECTIFS

2025 100 % de plastiques recyclés

2035 10 % d'enfouissement des déchets (50 % en 2017) (France)

À Sylvie Bruno,
Directrice de Ti Tang Récup

Quelle est la prochaine étape pour Ti Tang Récup ?

En huit ans, nous atteignons le maximum de nos capacités en terme de locaux. Nous réfléchissons actuellement à la construction d'un centre de tri de 3000 m². Le projet devrait voir le jour d'ici trois ans.



ODD
12

Des récupérateurs de vêtements de Ti Tang Récup s'alignent le long du site de Cambaie à Saint-Paul, facilement reconnaissables à leurs lambrequins jaunes. Sept au total, où les personnes viennent déposer des vêtements dont ils n'ont plus besoin.

Ti Tang Récup est une Filière de Recyclage des TLC, textiles, linge de maison, chaussures.

« Les gens sont de plus en plus attirés par l'achat responsable » souligne sa directrice, Sylvie Bruno. Il n'y a qu'à voir le monde sur les différents sites !

L'association, qui dispose de trois sites (Sainte-Marie, Saint-Pierre et Cambaie) comprend deux chantiers d'insertion, dont un chantier carcéral. Au total 120 bénéficiaires sont actuellement accompagnés.

Tri, transformation, magasinage, vente, entretien, couture, collecte, montage et maintenance des bornes... les corps de métier ne manquent pas.

Le parcours de travail des personnes accompagnées est personnalisé selon leurs envies et leurs compétences, dans une volonté d'être au plus proche de l'humain. Sylvie Bruno explique : « Nous prévoyons toujours deux projets, au cas où l'un d'entre eux ne pourrait aboutir. Par exemple, quelqu'un qui se voudrait boulanger, une fois sur place, qui se découvrirait allergique à la farine ».

RECYCLAGE, INSERTION ET SENSIBILISATION

Les accompagnés sont préparés aux métiers de leur choix, autant d'un point de vue professionnel, que social ou de santé, avec, le cas échéant, des adaptations à prévoir en cas de souci de santé ou de handicap.

La sensibilisation est aussi l'un des grands axes de l'association. « Avant la crise Covid, des cars entiers de scolaires venaient sur le site pour découvrir notre travail. Nous-mêmes, nous allons, via un prestataire, dans les établissements scolaires pour des ateliers récup. » Les entreprises locales nous soutiennent et jouent le jeu de l'achat péi, en achetant par exemple des chiffons.

En huit années d'existence, Ti Tang Récup a su se développer : la première année, 120 tonnes de textiles ont été recyclées, cette année 2022, ce sont 1500 tonnes qui sont visées.

L'association déploie aussi ses talents dans la recherche de création de prototypes, par exemple des sacs estampillés Réunion pour les touristes. Un souvenir 100% écologique !

Ça a l'air bien ! Et que fait-on des choses qui sont cassées ?



Cette fois-ci, je t'emmène faire un tour du côté de Saint-Leu...

Une QUESTION ?

À Sylvain Barbot,

Directeur d'Ekopratik

Quel est le principe des Réparali kafé ?

Que les gens apprennent à réparer eux-mêmes leurs objets. Le but n'est pas que nos réparateurs fassent tout eux-mêmes, il s'agit d'un échange, d'un apprentissage, d'un moment de convivialité. Au final, sur une année moyenne, c'est plus de 1,5 tonne d'objets qui sont réparés ou diagnostiqués réparables !



©Réparali Kafé : Association Ekopratik

Nous sommes en 2014. Sous une rondavelle de Saint-Leu : deux tréteaux, une planche, une boîte de tournevis... Certains y viennent avec des objets endommagés : postes de radio, cafetières ou autres ; d'autres réparent.

Ce premier Réparali a rassemblé quelques personnes pour une dizaine d'objets restaurés. L'initiative est née d'un constat entre amis : les appareils électroménagers, une fois cassés, partaient à la poubelle, alors que la plupart pouvaient être réparés. L'idée était donc de mettre les connaissances en commun. Quelqu'un savait changer les rayons d'un vélo cassé, l'autre remettre en marche une marmite à riz ? Les savoirs seraient partagés. Mieux, ils seraient enseignés.

Grâce au bouche-à-oreille, l'opération, portée par l'association Ekopratik, a fait des émules. Aujourd'hui, les Réparali Kafé sont organisés régulièrement en différents endroits de l'île : chacun vient avec quelque chose à réparer.

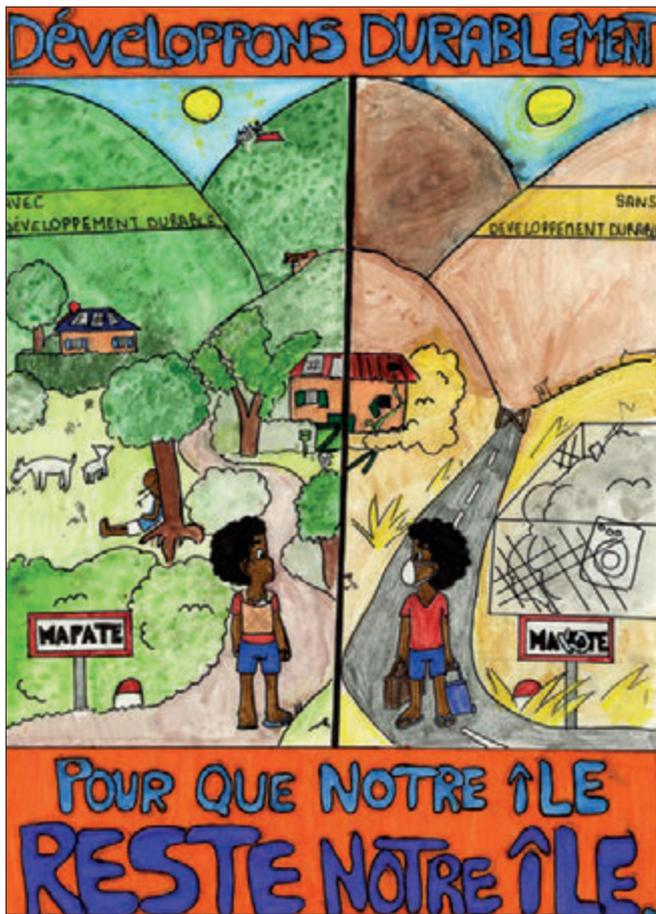
Et parfois, la personne qui vient réparer ses objets répare à son tour pour d'autres. Le cercle s'élargit, de plus en plus de personnes assistent à ces ateliers, dont une majorité de femmes, et pendant les vacances scolaires, des enfants. Les réparations principales concernent les appareils électroménagers, vélos, tablettes, téléphones, outils, imprimantes, ordinateurs, jouets...

RÉPARATION DANS LES QUARTIERS

Le projet est solide, l'équipe s'agrandit, les dirigeants bénévoles, grâce à des subventions, Région, DAC et DEAL, deviennent salariés, continuent de se professionnaliser, organisent des ateliers dans différents lieux, par exemple dans les quartiers, à la rencontre des habitants, ou dans des associations, des administrations...

L'association déploie ses savoir-faire : Une mini-boutique de seconde main est créée, l'objectif à terme étant d'implanter des ressourceries de quartier. En attendant, une ressourcerie est déjà ouverte à Cambaie.

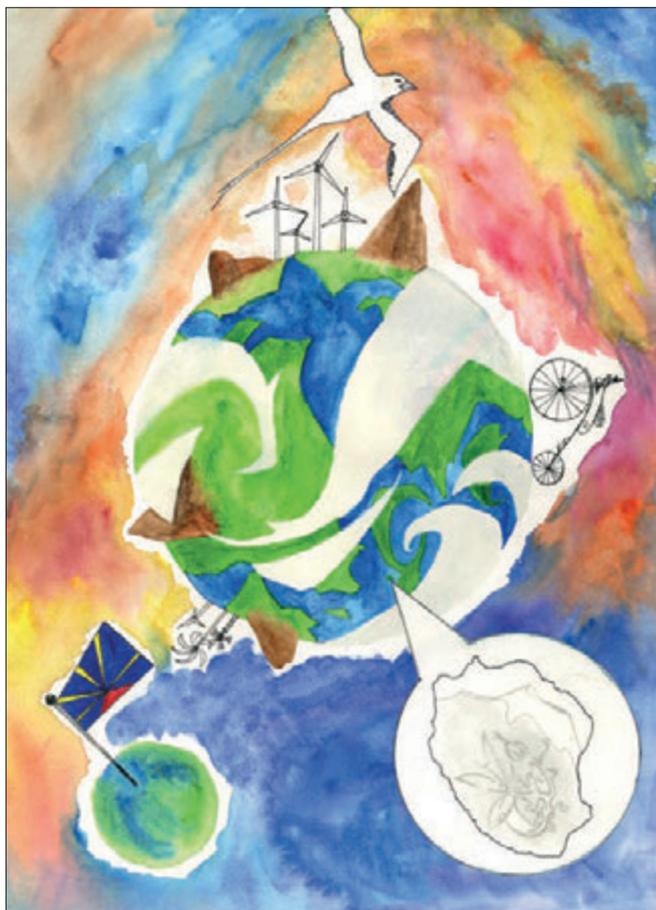
Et les membres des Réparali Kafé dont « la maladie est d'avoir toujours un œil sur la route, l'autre sur le bord du chemin » pour détecter les objets jetés, rêvent d'inventer un nouvel avenir. Imaginent un village Low-Tech qui utilise peu de ressources et s'appuie sur des outils technologiques valorisant l'autonomie des personnes. Pour une intégration et une adaptation parfaites à l'environnement.



2012 - Lycée Évariste de Parry



2014 - Collège Bory de Saint-Vincent



2015 - Collège du 14^{ème} km



2016 - Collège Plateau Goyaves



2015 - Lycée Marie Curie



2016 - Lycée Professionnel Bras Fusil

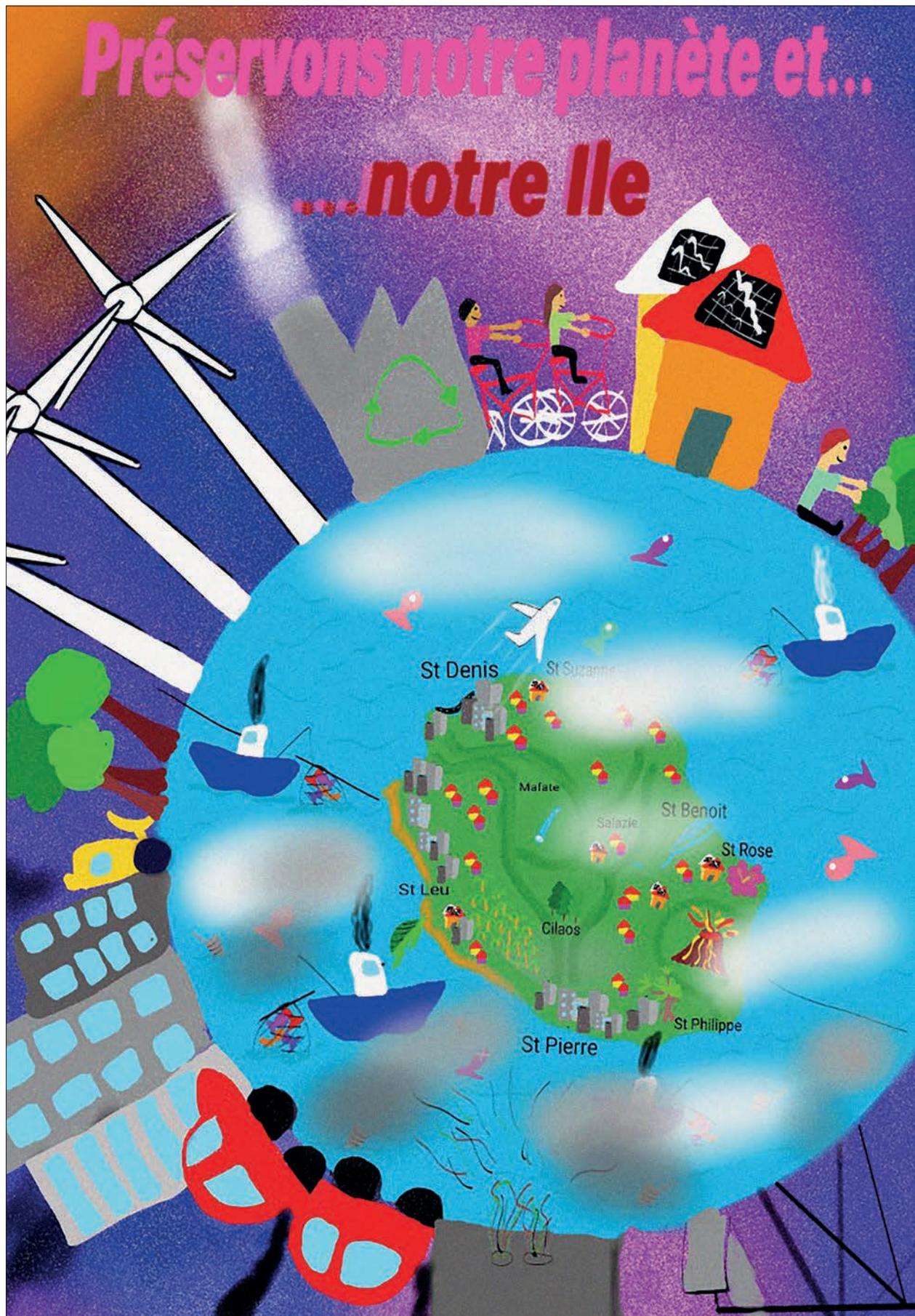


2016 - Collège Plateau Goyaves



2020 - Collège Bory de Saint-Vincent

MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Bravo mon gâté, c'est important de laisser la plage propre après notre passage.

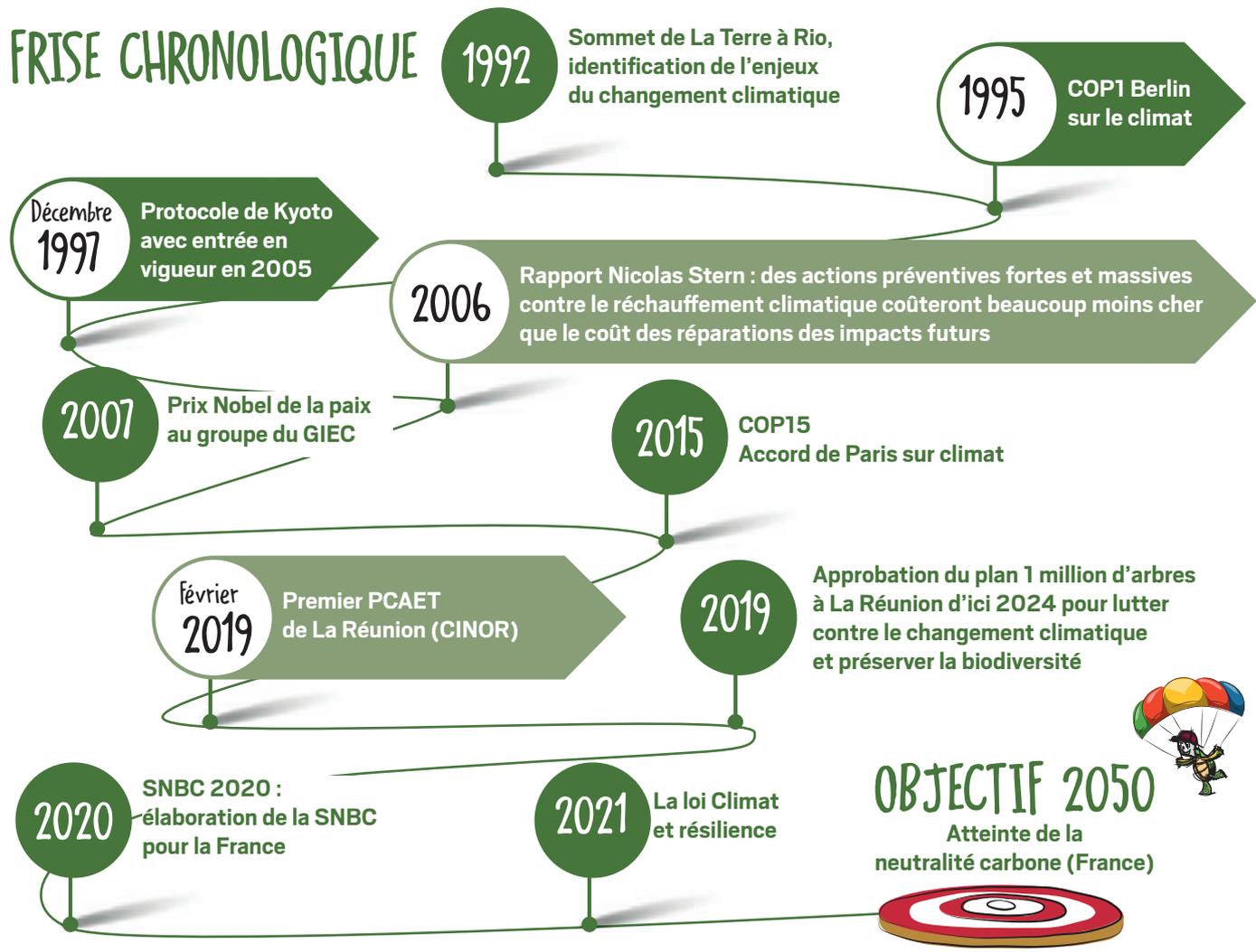
Oui, pour les baigneurs qui arrivent derrière nous !

Il n'y a pas que les baigneurs sur les plages, il y a aussi la faune et la flore ! C'est notre devoir de préserver la plage pour toutes les espèces, parce qu'entre la pollution et le changement climatique, ce n'est pas gagné ! Ça me fait penser à une histoire, celle des tortues Emma et Gaby.

Raconte !



FRISE CHRONOLOGIQUE

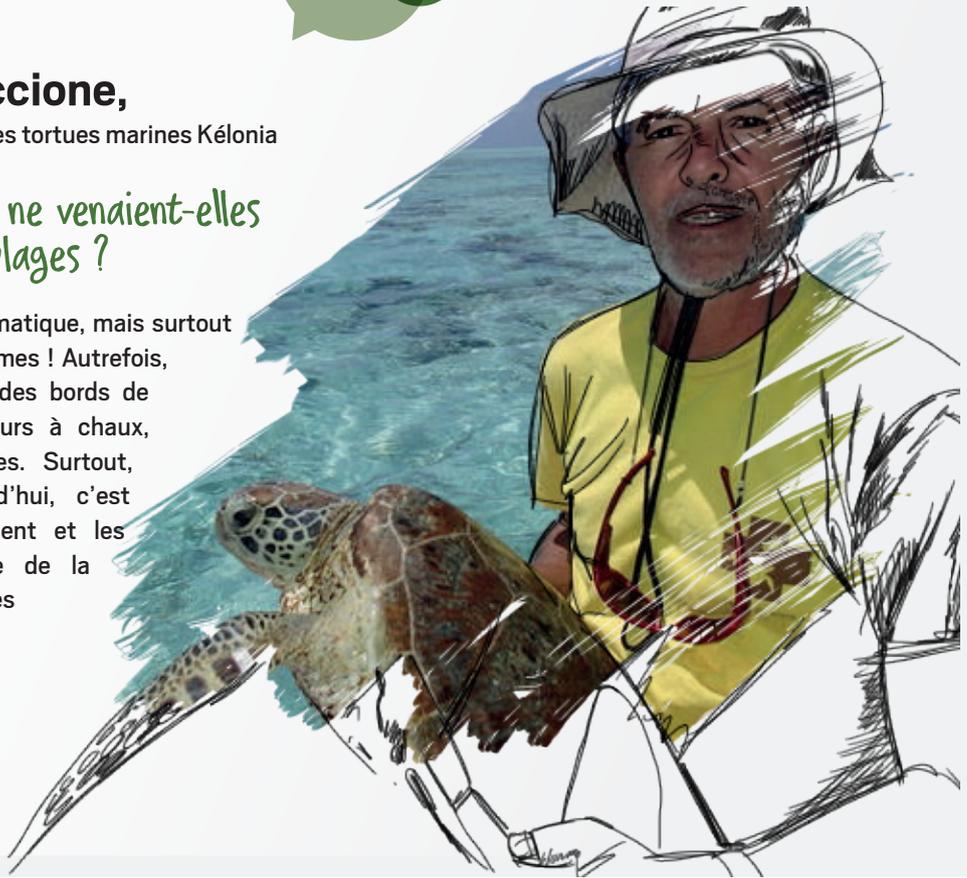


À Stéphane Ciccione,

Directeur de l'observatoire des tortues marines Kélonia

Pourquoi les tortues ne venaient-elles plus pondre sur nos plages ?

À cause du changement climatique, mais surtout à cause de la main des hommes ! Autrefois, ils arrachaient les plantes des bords de mer pour alimenter les fours à chaux, privant d'ombre les tortues. Surtout, ils les pêchaient. Aujourd'hui, c'est interdit. Les choses évoluent et les gens prennent conscience de la nécessité de protéger les tortues. Je me souviens qu'un jour, un braconnier s'est fait courser par des promeneurs, car il avait attrapé une tortue !



LE RETOUR DES TORTUES

Autrefois, les marins appelaient La Réunion l'île aux tortues, c'est dire si elles étaient nombreuses ! Mais à cause du changement climatique, les températures et les eaux montèrent, réduisant la surface des plages. L'ombre se faisait rare et les tortues disparurent. Personne n'en vit pendant des dizaines d'années.

Pourtant... un jour d'été austral 2007, alors que la nuit tombait sur l'océan, une tortue verte débarqua sur une plage de l'ouest, creusa le sable et y pondit ses œufs.

Elle fut rejointe quelques années plus tard par une autre tortue. L'observatoire des tortues marines Kélonia les appela Emma et Gaby.

Sais-tu pourquoi les tortues sont revenues ?

REVENIR SUR LE LIEU DE NAISSANCE

Grâce à l'aide de milliers de personnes : adultes, enfants, écoles et associations. Munies de pioches, casquettes, eau, elles travaillèrent et travaillent encore de nos jours sous un soleil brûlant pour planter des espèces telles que patate à Durand, liane cochon, manioc bord de mer, veloutier de mer, mova, porcher et latanier rouge... en tout, 12 000 pieds plantés sur le littoral ouest en 2021 !

Aujourd'hui, certains de ces humains sont devenus les parrains des plantes et les regardent grandir au fil du temps. Mais la végétation a aussi besoin d'aide pour pousser ! Une fois qu'elle est en terre, les employés des services municipaux prennent le relais : ils les arrosent régulièrement et une surveillance des plages protège les plants des dégradations. Grâce à l'aide de tous, la végétation croît sur le littoral. Elle dégage une odeur que les tortues n'oublieront jamais : plus tard, elles s'en serviront pour revenir pondre sur la grève de leur naissance.

Ainsi, dans plusieurs années, tu verras les descendantes d'Emma et de Gaby débarquer sur les plages réunionnaises !



©Kélonia

Mamie, c'est vrai que le soleil « i pouak » vraiment ! C'est à cause du changement climatique ?



En partie, oui. Mais le soleil, c'est avant tout une super source d'énergie. Par exemple, il peut faire avancer les bateaux. En avant matelot, je t'emmène faire un tour sur le Sun Boat !

Une
QUESTION ?

À Jean-François Martin,

Responsable projets innovants IUT de Saint-Pierre

Quel a été l'impact de ce projet sur les étudiants ?

Ils ont découvert la simplicité de cette technologie solaire, qui exige peu de mise en œuvre. Avant, pour eux, énergie rimaient avec électricité, et quand ils démarraient une batterie, c'était pour faire de la moto, pas pour stocker de l'énergie !



Imagine, un catamaran sur lequel on a ajouté une structure en aluminium, une batterie, et des panneaux solaires.

Il prend la mer à Saint-Pierre pour rallier Saint-Leu ; le vent souffle, rien à signaler, hormis une petite panne vite réglée, pour ce navire qui fait sa sortie de « mise à l'épreuve ».

C'est l'un des premiers bateaux solaires de La Réunion, car nous sommes en 2010, à une époque où les transports de ce type sont peu courants. Son principe est simple : il fonctionne avec un moteur électrique alimenté par des panneaux photovoltaïques. Sa construction fait suite à la sollicitation de l'association Globice, qui souhaitait une embarcation propre et silencieuse pour l'observation des cétacés.

Le projet, initié par l'IUT de Saint-Pierre et l'Université de La Réunion, a été mis en œuvre par trois étudiants en génie civil, dans le cadre de leur projet de groupe : Aymeric, Lionel et Jonas.

NAVIGUER GRACE AU SOLEIL

Deux mois de travail ont été nécessaires pour réaliser les aménagements, avec la collaboration d'élèves du lycée Roche-Maigre qui ont fabriqué la structure en aluminium, destinée à éviter la corrosion et à maintenir les panneaux solaires.

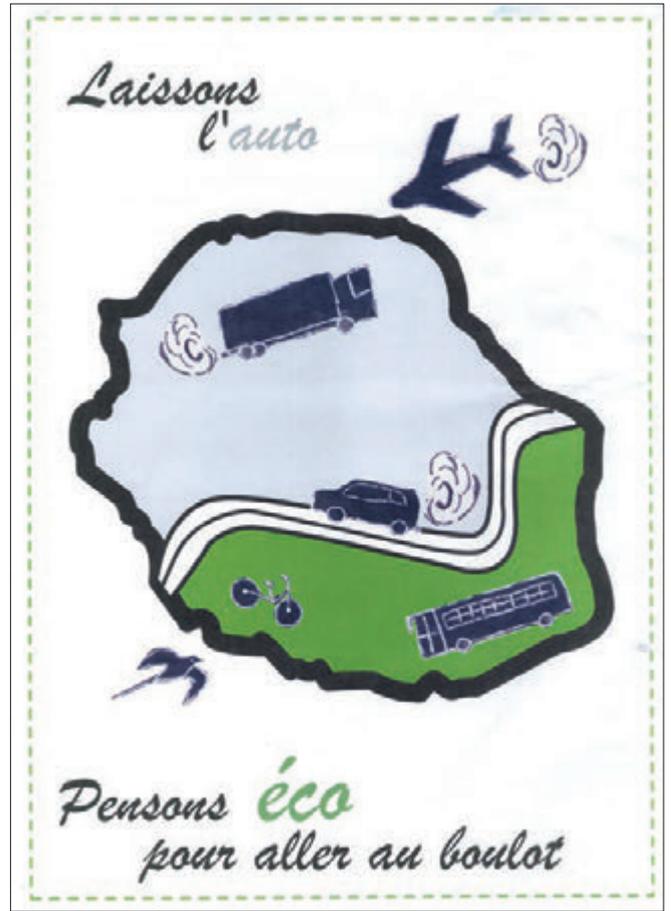
Le prototype, soutenu financièrement par la Région et la Civis, a effectué deux phases de sortie : la première sans les panneaux photovoltaïques pour vérifier que le moteur était suffisamment dimensionné pour se déplacer, la seconde avec les panneaux, qui a permis les derniers ajustements.

Le bateau a ensuite été jugé apte à naviguer.

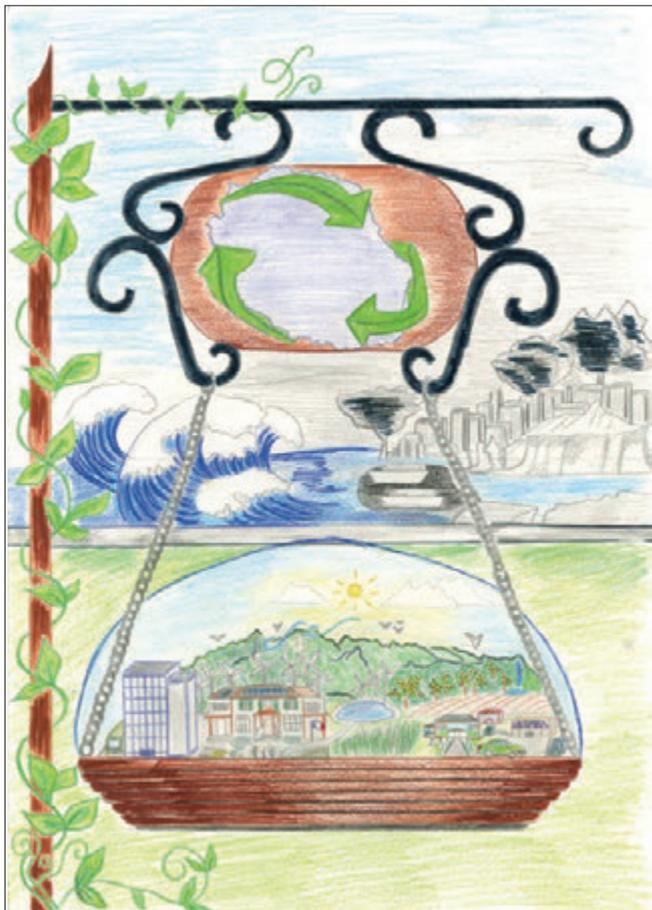
Hélas, il a fini par rester à quai à cause de défauts sur les batteries. Celles-ci – pourtant marines – ont gonflé, empêchant le stockage de l'énergie solaire. La note était trop salée pour les remplacer, d'autant plus que le fabricant a arrêté sa production dans la foulée. Reste néanmoins le souvenir d'un beau projet innovant, qui a permis de promouvoir le développement durable à travers une ouverture sur la mer.



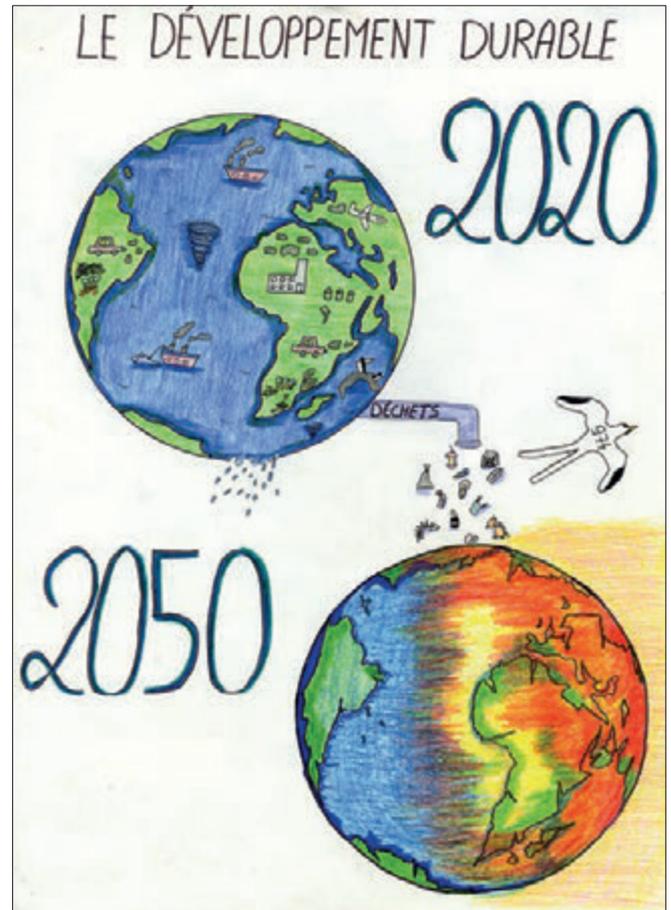
2016 - Lauréat - Lycée Bel Air



2015 - Lycée Marie Curie



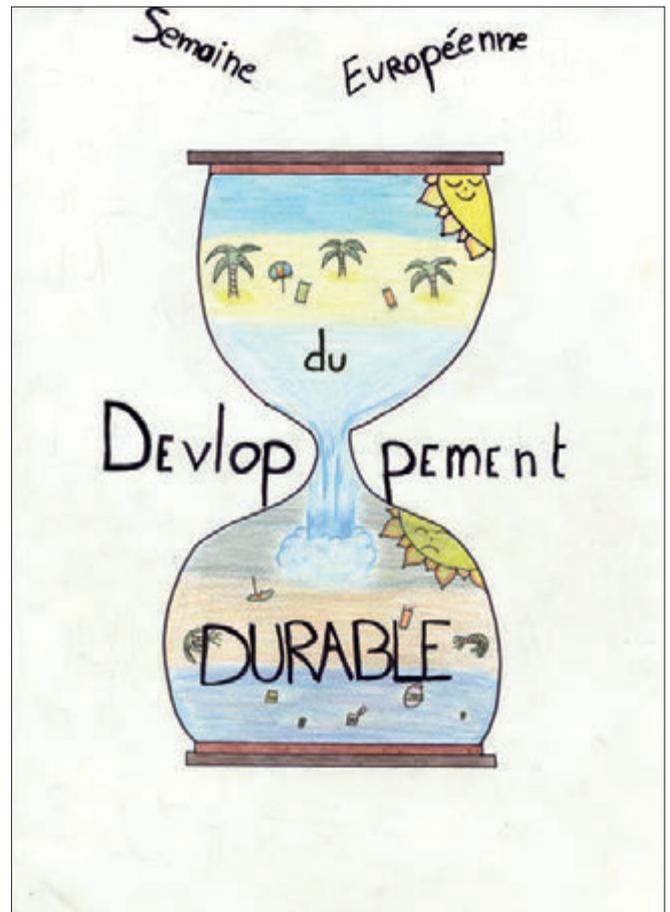
2015 - Collège Chemin Morin



2020 - Collège de Terre Sainte



2020 - Collège Bory de Saint-Vincent



2020 - Collège Adrien Cadet



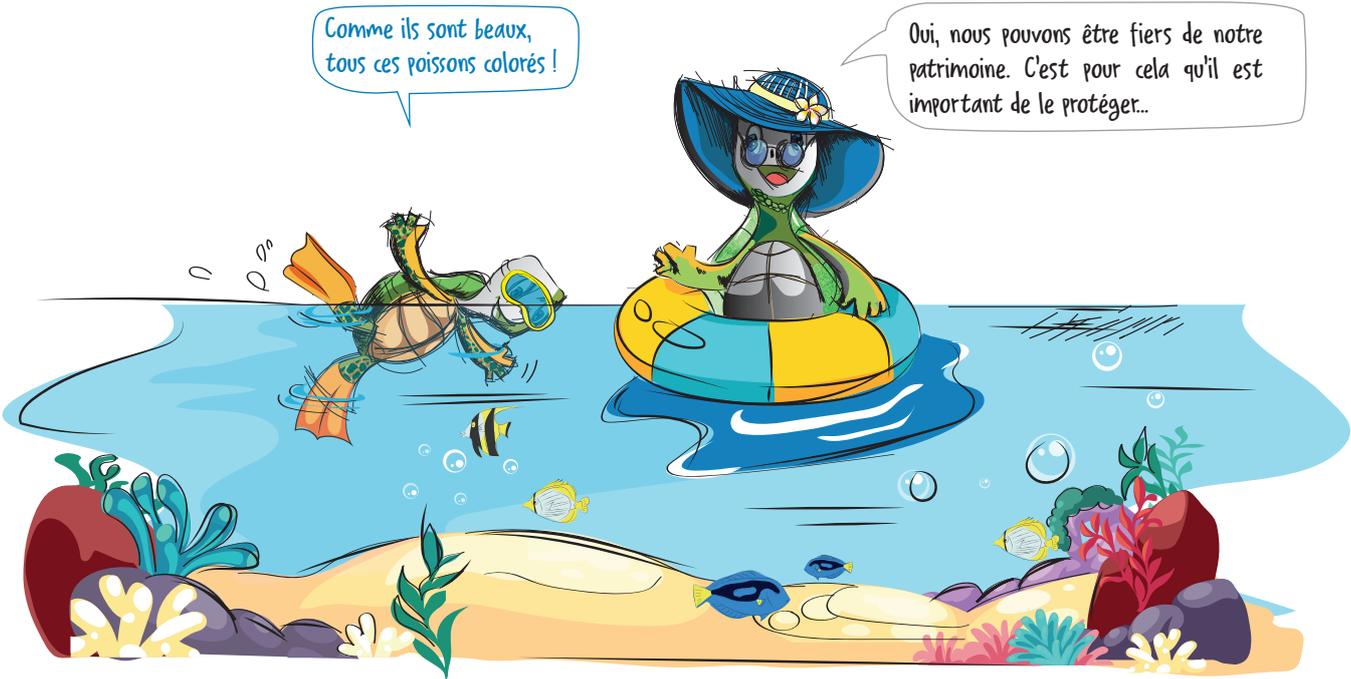
2022 - Lycée Bellepierre



2021 - Collège du 12^{ème} km

VIE AQUATIQUE





FRISE CHRONOLOGIQUE

Février 2007
 Création de la Réserve Naturelle Marine de La Réunion



OBJECTIF 2027
 75 % des masses d'eau côtière en bon état (67 % en 2019)



2020 - Lauréat - Lycée Bellepierre

À Jean-Marc Gancille,

Responsable Communication, Sensibilisation, Développement
à l'association Globice

L'association Globice compte 300 bénévoles par an, avec un turn-over important. Ces passages ont-ils un impact sur la sensibilisation au milieu marin ?

Oui, nos bénévoles sont nombreux, et ils nous accompagnent soit sur la collecte des données en mer, soit sur la sensibilisation sur le terrain. Ce sont des particuliers au contact de scientifiques, ils s'initient au domaine et montent en compétence : ils sont une source non négligeable d'information et de sensibilisation.



Notre océan Indien est vaste. Sais-tu que 24 espèces de mammifères marins se croisent au large de nos côtes, en particulier des baleines et des dauphins ? Peu d'endroits au monde ont une telle diversité dans leurs eaux territoriales, nous avons de la chance ! Mais avec les différentes pollutions, le bruit, le trafic maritime, la pêche et les captures accidentelles, le « whale watching » (observation touristique des cétacés), il faut lutter pour préserver notre mer.

L'association Globice a pour mission d'étudier les cétacés, avec différents procédés : satellitaire, acoustique, moléculaire, ADN, photo-identification, pose de balise sur les baleines, ou prélèvement ADN sur les dauphins... Elle classifie et hiérarchise les menaces, propose des actions en faveur de la protection et assure le suivi des opérations de sauvegarde, le tout en collaboration avec un réseau de partenaires dans l'Océan Indien. Les instances locales telles que le Conseil scientifique, le Grand Port maritime ou encore le Medef consultent l'association sur les questions de biodiversité et les problématiques environnementales.



© Globice

UN CENTRE DE DÉCOUVERTE DE LA FAUNE MARINE

C'est Globice qui a créé la charte d'approche des baleines, avant qu'elle ne soit remplacée par un arrêté préfectoral réglementant l'approche des cétacés – arrêté qui se base sur les observations de Globice.

L'association couvre aussi un volet sensibilisation avec différentes actions. Elle se rend dans les établissements scolaires, forme les acteurs économiques, organise des conférences ou tient des stands dans les manifestations.

Elle s'aide de différents outils ludiques et éducatifs, allant de la fiche d'information aux jeux, en passant par la réalité virtuelle.

Elle possède également des équipements : le Cétadistance, un studio interactif déporté dans les classes via internet, le Campus Cétacémobile, un container mobile aménagé itinérant sur toute l'île pour ren-

contrer le public et lui faire découvrir la richesse du territoire.

Ce container est une première étape dans un projet plus vaste : la création d'un centre de découverte de la faune marine, dont l'ouverture est prévue mi-2025 à Grand-Bois !



Je voudrais mieux connaître les fonds marins...

Alors je t'emmène faire un tour du côté de la Réserve naturelle marine !



Une QUESTION ?

À Bruce Cauvin,

Responsable du Pôle Animation et Sensibilisation de la réserve marine

Depuis la création de la réserve marine, avez-vous constaté une amélioration des pratiques ?

Il y a moins de braconnage, surtout la nuit. Pour éviter ces pratiques, nos agents assermentés – dont je fais partie – assurent une surveillance et verbalisent si besoin. Il y a toujours hélas ! des « têtes brûlées », qui par exemple à l'approche des fêtes de fin d'année iront pêcher la langouste. Les actions de sensibilisation ont également un impact sur les comportements des usagers de la mer. On constate d'ailleurs la réapparition de poissons qu'on ne voyait plus depuis longtemps.



La Réserve marine de La Réunion, créée en 2007, s'étend sur 45 km, depuis le Cap Lahoussaye jusqu'à la Roche aux Oiseaux à L'Étang-Salé. Elle borde 5 communes (Saint-Paul, Trois-Bassins, Saint-Leu, Les Aviron, L'Étang-Salé) et compte 3500 hectares d'aires marines protégées.

C'est dans les années 70, avec le développement des activités nautiques et les changements climatiques, que des experts constatent les premières dégradations. En 1976, un arrêté préfectoral régleme la pratique de la pêche à l'intérieur des lagons.

Mais il fallait une structure pour préserver et restaurer les aires marines, contrôler certaines activités et harmoniser activités nautiques et protection du lagon. Car il s'agit aussi de garantir la pérennisation des activités de pêche, le tourisme et de valoriser les secteurs socio-économiques : activités balnéaires, tourisme et pêche.

Après différents supports d'administration, c'est le GIP-RNMR (Groupement d'intérêt public – Réserve nationale marine de La Réunion) qui obtient la gestion.

Son champ d'action est large : missions de surveillance, de police, d'animation, d'éducation auprès des scolaires, de suivi scientifique, de sensibilisation et d'accueil du public.

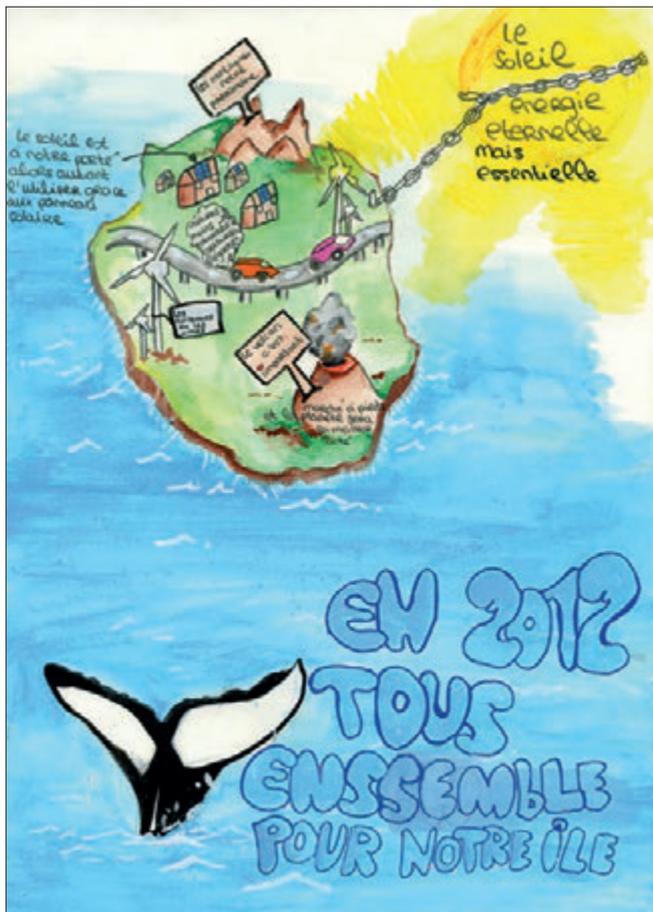
DES ATELIERS LUDIQUES ET PÉDAGOGIQUES

Pour le public, elle s'appuie sur différentes animations, surtout en direction des enfants, car « ils ont une sensibilité particulière à l'environnement » : les aires marines éducatives (AME) permettent à des écoliers de CM1-CM2 de superviser ce patrimoine via des ateliers soutenus par des structures et associations : végétalisation du bord de mer ; dessin sous l'eau avec masque, tuba, tablette de PVC et craies grasses ; rencontres avec des marins professionnels et même baptêmes de plongée ! Les enfants, mis en situation, apprennent les protocoles pour assurer eux-mêmes leur propre suivi scientifique.

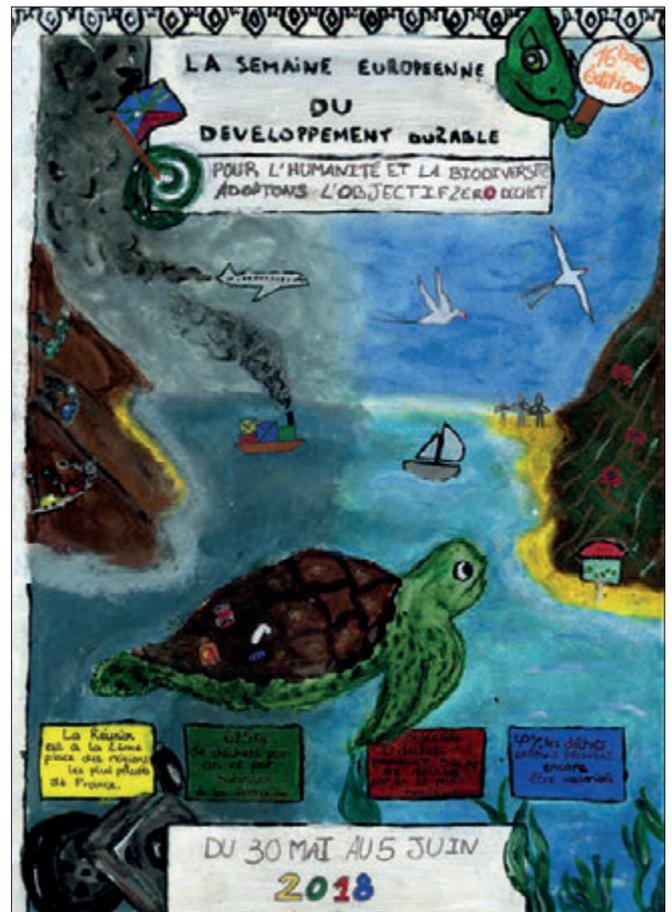
Autre action : les animations nature, elles aussi destinées aux scolaires : elles se déroulent sur la plage attenante à la réserve, et visent à mieux connaître les animaux du lagon et leur habitat, à travers des séquences ludiques. Les professeurs effectuent un travail préparatoire à l'aide de livrets pédagogiques et d'affiches.

Le grand public, lui, peut découvrir le sentier sous-marin avec une visite gratuite du lagon, encadrée par des professionnels, qui permet de sensibiliser à la beauté du site et à sa préservation.

En 2021, ce sont plus de 4500 personnes qui ont bénéficié des différentes missions de sensibilisation de la réserve naturelle marine.



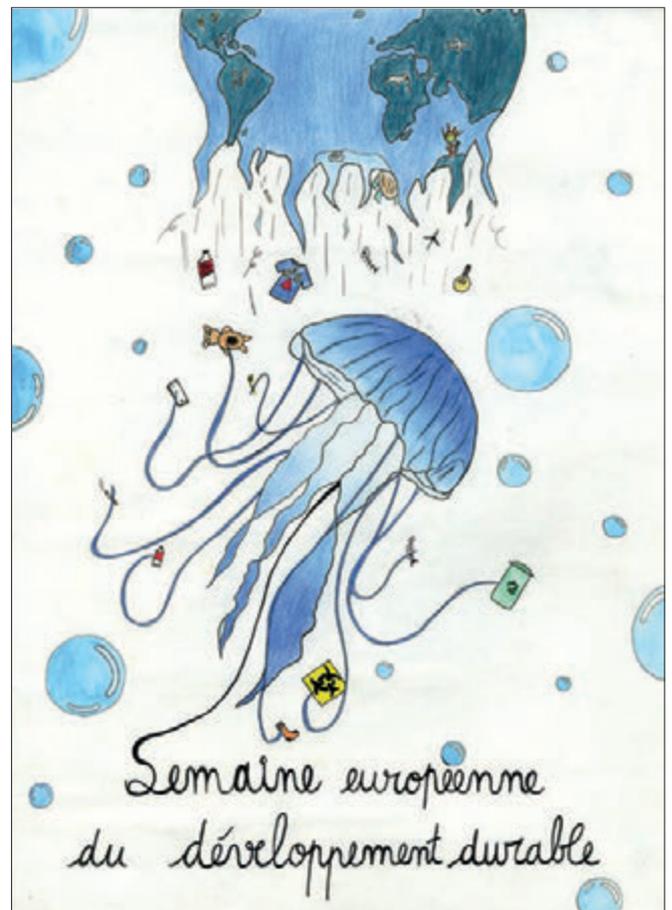
2012 - Lycée Évariste de Parry



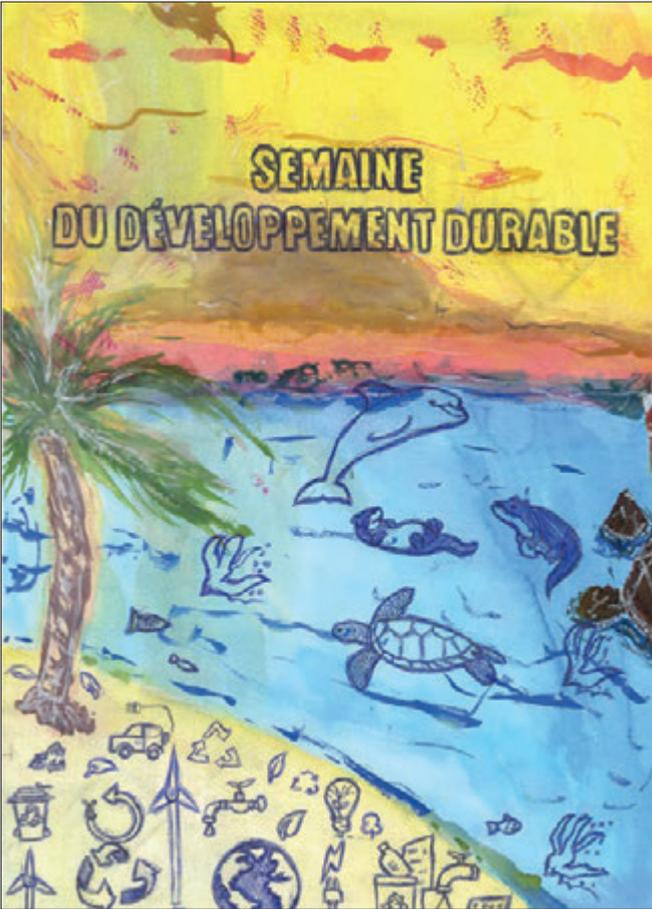
2018 - Lycée Mémona Hintermann Afféjée (ex Lycée Nord)



2019 - Collège de la Marine Vincenzo



2020 - Collège Adrien Cadet



2021 - Lycée François de Mahy



2021 - Collège Teixeira da Motta



2021 - Ecole Ancien Théâtre



2017 - Collège La Salle Saint-Michel

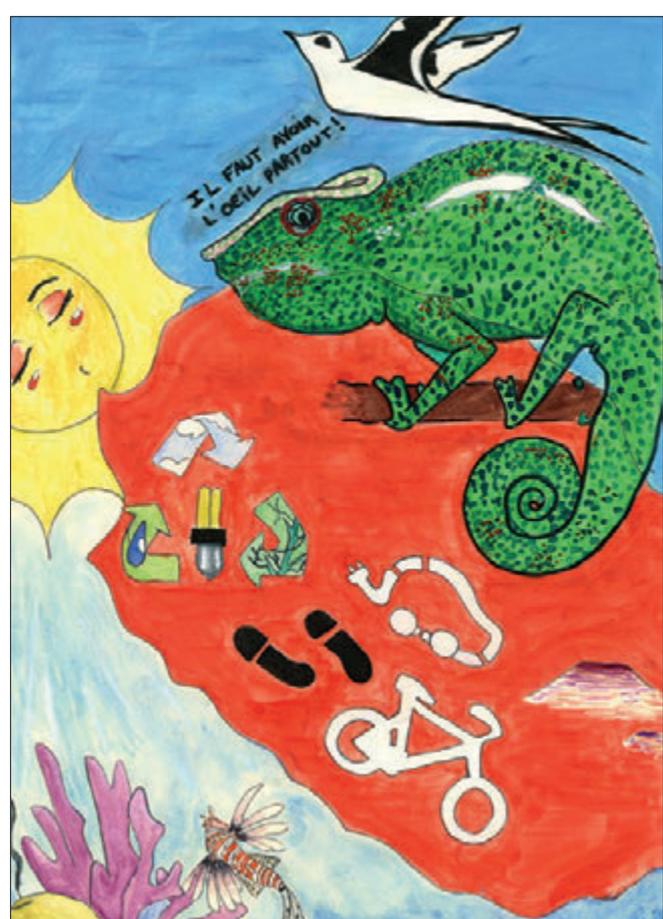
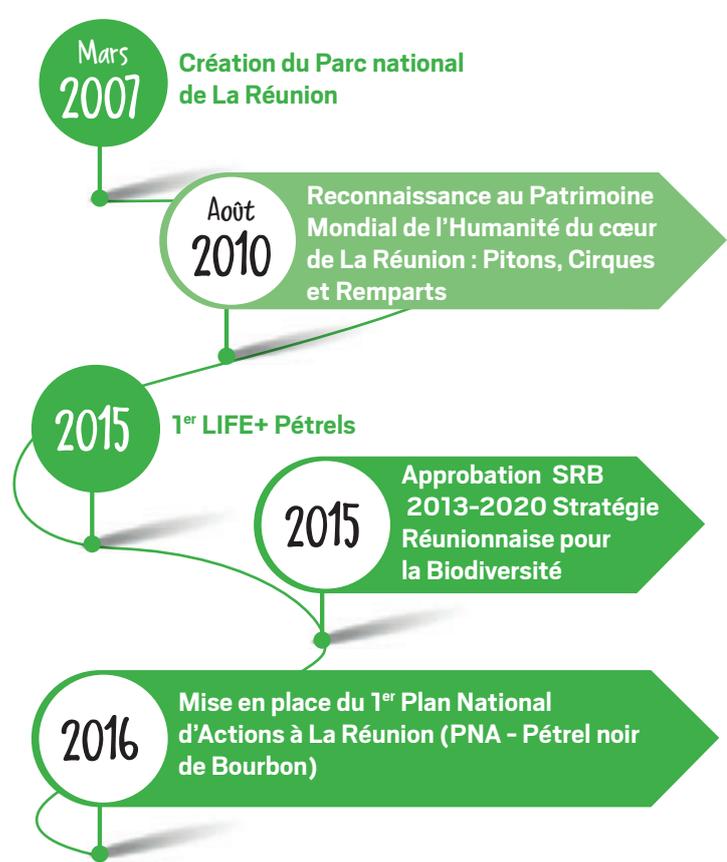
VIE TERRESTRE



2016 - Lauréat - Collège Joseph Svacot



FRISE CHRONOLOGIQUE



2015 - Lauréat - Collège Joseph Hubert

À Jean-Maurice Tamon,

Naturaliste, partenaire de la Maison du Parc de La Réunion.

Comment préserver la pandanaie de La Plaine des Palmistes ?

Avec une prise de conscience collective et une réflexion pour concilier urbanisme et biodiversité. Au niveau individuel, on peut planter dans son jardin des espèces endémiques et ne pas cueillir les fleurs dans la nature, respecter les sites sans les polluer ni les abîmer. La pandanaie possède une biodiversité incroyable, tellement riche que nous ne connaissons pas encore tout ce qui s'y trouve ! Un travail pour répertorier toutes les espèces, notamment les insectes, serait vraiment intéressant.



C'est dans les hauts de l'île, dans « la fré » que commence notre balade.

La Plaine des Palmistes compte 260 hectares de pandanaie (forêt de pandanus), un écosystème exceptionnel, habitat du lézard vert des Hauts et de bien d'autres espèces.

Un écosystème à la biodiversité si riche que beaucoup d'insectes ou d'arachnides ne sont pas encore répertoriés. Jean-Maurice Tamon, naturaliste, s'attache à préserver la biodiversité de son village de naissance, parcourant la pandanaie, de jour comme de nuit, dans un sentier indétectable pour le novice, faisant du battage (pour désolidariser la graine de la plante et la disséminer) ou déplaçant des araignées ventre rouge femelles pour qu'elles étendent leur territoire. Il organise régulièrement des visites, soit pour d'autres naturalistes de passage dans l'île, soit pour le grand public. Certaines avec le guide de montagne Didier Cogna, dans le cadre de la marque Esprit Parc national (une marque attribuée à des produits ou des services issus d'activités exercées dans les parcs nationaux) – en lien avec la Maison du Parc de La Réunion.



BOTTES DE RIGUEUR

Pour la visite, les bottes sont de rigueur, car s'il pleut, l'eau peut monter jusqu'aux genoux ! On y marche sur la sphaigne, une mousse qui a la capacité de retenir l'humidité et de la répartir, on y voit des pandanus, mais aussi des orchidées, dont certaines espèces très rares – hélas parfois cueillies par les promeneurs.

Les plantes vivent en harmonie avec les insectes : ces derniers leur permettent de se reproduire en disséminant leurs graines tandis qu'elles leur offrent « le gîte et le couvert ». Ainsi, les différents écosystèmes de la pandanaie cohabitent parfaitement !

Un patrimoine exceptionnel, à quelques pas de la route principale. Hélas, la pandanaie subit la pression de la peste végétale. Ces plantes invasives, importées par l'homme, grignotent peu à peu les espèces indigènes et endémiques, les condamnant à disparaître si rien n'est fait. Les visites dans la pandanaie, au-delà du simple aspect touristique, veulent sensibiliser largement à la préservation d'un patrimoine unique au monde : le nôtre !

Continuons notre balade encore plus haut,
vers les sommets de l'île...



Une
QUESTION ?

À Gisèle Tarnus,

Ancienne présidente de la Srepen

Qu'est-ce qui a changé pour la Roche Écrite avec la création du Parc national ?

Par exemple, l'une de nos batailles visait à diminuer la présence du cerf de Java (introduit dans l'île par l'homme), car la Roche Écrite n'est pas leur place. À l'époque il y avait 350 cerfs ! Une véritable réserve de chasse, et les piétinements des chasseurs ou les rotations d'hélicoptères détruisaient l'environnement. Aujourd'hui, il y a moins de cerfs et la chasse est réglementée.



La Roche-Écrite, un sommet montagneux qui domine les cirques de Mafate et de Salazie, avec une faune et une flore remarquable... Un lieu à préserver, aujourd'hui classé au patrimoine national !

Avant le décret de création du Parc national de La Réunion, la Srepen-Réunion (Société réunionnaise pour l'étude et la protection de l'environnement) a été un acteur essentiel pour la reconnaissance du site, désormais en co-gestion avec la SEOR pour la partie ornithologique et sous la houlette de l'Office national des Forêts. En 1993, la Srepen et des scientifiques du Museum d'Histoire naturelle de Saint-Denis présentent leur projet de Réserve naturelle de la Roche-Écrite : il reçoit un avis favorable du ministère de l'Environnement de l'époque. Ce dernier autorise l'engagement de la procédure d'instruction.

En 2007 naît le Parc national, il englobe la Roche-Écrite, et en 2010, l'UNESCO inscrit les Pitons, cirques et remparts de La Réunion au Patrimoine mondial. Gisèle Tarnus, ancienne présidente de la Srepen, se souvient : « À ce moment-là, les équipes avaient fait du bon travail, la mayonnaise était bien prise ».

Depuis 1971, la Srepen a pour objectif la préservation du territoire, avec comme enjeux la flore et la faune menacées (dont le principal emblème est le tuit-tuit), ainsi que les activités de loisirs ou d'exploration qui mettent parfois en péril la biodiversité.

350 CERFS À LA ROCHE-ÉCRITE

Connaissance des milieux naturels, de l'écosystème, formations pédagogiques... pour appliquer ses actions en faveur de la Roche-Écrite dans les années 2000, avant la création du Parc, la Srepen s'est entourée d'une équipe avec un référent botanique, puis un naturaliste – une équipe initiée à la fois à la nature et à l'animation. Les établissements scolaires étaient très demandeurs : après un travail préparatoire en classe, les élèves partaient sur le terrain avant de faire un bilan de leur aventure. La Srepen mettait à disposition des outils pédagogiques, des affiches sur la faune et la flore, des carnets...

Des années ponctuées de joie comme la redécouverte de plantes introuvables depuis de nombreuses années, mais aussi de peine comme les incendies liés aux braconniers. Avec la création du Parc national et l'inscription au Patrimoine mondial de l'UNESCO, la biodiversité de la Roche-Écrite retrouve des couleurs, mais la Srepen, partenaire du Parc national, continue ses actions à la Roche-Écrite comme dans toute l'île.

* SÉOR (Société d'Études Ornithologiques de La Réunion)



Il est temps de redescendre vers le littoral, plus exactement vers le front de mer de Saint-Denis...



Une QUESTION ?

À Christian Léger,

Président de la SÉOR

Quel impact la disparition de certaines espèces d'oiseaux a-t-elle sur notre environnement ?

L'exemple le plus frappant est celui de la perruche verte des Mascareignes, dont la dernière apparition documentée dans notre île remonte à 1732 ! Ces perruches forestières de basse altitude sont des espèces disséminatrices d'arbres à gros grains. Sans elles, les graines ne se dispersent pas et s'étouffent sous les racines sans jamais germer. Pour l'instant, nous ne voyons pas l'impact de l'absence des perruches vertes, car un arbre vit des centaines d'années, mais notre forêt meurt d'une mort invisible.



Nous voilà non loin de la gare, là où la mer borde la route. Après un instant d'hésitation, le pétrel de Barau ouvre ses ailes, se dégage des mains qui le soutiennent, et s'envole au-dessus de l'océan. Christian Léger, le président de la SÉOR (Société d'Études Ornithologiques de La Réunion), venait de le récupérer chez les pompiers où un particulier l'avait déposé.

Le sauvetage est l'une des missions de la SÉOR, avec principalement des oiseaux marins comme le puffin, le pétrel de Barau ou le papangue. Depuis 1995, 50 000 volatiles ont été soignés ou relâchés. Mais il arrive qu'on sollicite la SÉOR pour d'autres animaux tels que les boas, les perroquets ou les écureuils !

La pollution lumineuse et les collisions avec les câbles aériens sont les causes les plus fréquentes d'échouage des oiseaux.

La SÉOR a aussi la vocation de sauvegarder les espèces en danger, comme le tuit-tuit, le papangue et le pétrel de Barau. Elle répertorie et lutte contre leurs prédateurs, chats et rats.

Pour mener ses missions, la SÉOR s'appuie sur un réseau de partenaires unique en France : pompiers, gendarmes, vétérinaires, SDIS, DEAL, autant de points relais pour la récupération des oiseaux, le tout avec le soutien

des communes et des entreprises. Les membres de l'association ne comptent ni leur temps ni leur énergie : en 2021 on dénombrait 14 300 heures de bénévolat !

LE PREMIER REFUGE LPO D'OUTREMER

La SÉOR compte différents pôles : Animation, avec par exemple l'éducation à l'environnement dans les écoles et Expertise avec des missions d'observation ou des formations dans les entreprises.

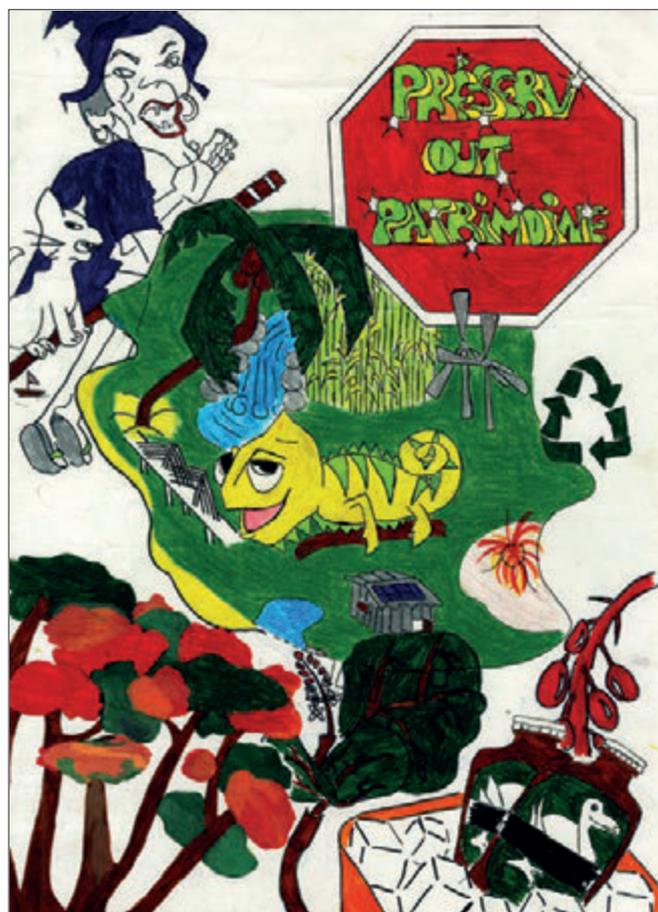
Pour valoriser la biodiversité de notre île, l'association travaille actuellement sur un projet d'envergure : l'ouverture de la Maison de la Nature à Saint-André d'ici 2025. Sur 4 hectares de terrain, il sera possible de mieux connaître les oiseaux et plus largement notre environnement, avec notamment un parcours Découverte. Forte de ses savoirs, la SÉOR va devenir le premier refuge LPO (Ligue pour la protection des Oiseaux) des Outremer, et à ce titre servira de pilote pour une adaptation dans les autres Dom.



2021 - Lycée professionnel Jean Perrin



2022 - Collège La Salle Saint Michel



2012 - Lycée Évariste de Parry



2022 - Lycée Pierre Lagourgue



Je rêve d'un monde en paix,
sans injustice ni violence !

À nous de construire ce monde fraternel !
Certains s'y emploient déjà, et avec
beaucoup de créativité !

FRISE CHRONOLOGIQUE

27 octobre
1986

Les représentants des 12 grandes traditions religieuses pour une première
« Journée mondiale de prière pour la paix ».
Une date historique dans le dialogue interreligieux

21 décembre
2000

Date de création du groupe de dialogue
interreligieux de La Réunion

2008

Création du CEVIF (Collectif pour l'Élimination
des Violences Intrafamiliales) à La Réunion.

À Frédéric Rousset,

Président du Cevif

Pourquoi avoir choisi
de sensibiliser
aux violences intrafamiliales
avec un défilé de mode ?

Le sujet des violences intrafamiliales est tabou. Pour sensibiliser et toucher le plus grand nombre, il faut être créatif. Nous avons uni nos compétences et gagné notre pari un peu fou !



Hôtel de ville de Saint-Denis, le 2 octobre 2021

Sur le tapis rouge, une vingtaine de mannequins s'avancent : hommes, femmes, enfants. A priori, rien ne distingue ce défilé d'un défilé ordinaire. Pourtant, les modèles sont des personnes ayant subi des violences intrafamiliales, ou porteuses de handicap.

Ce défilé leur permet de regagner l'estime d'elles-mêmes. Une estime souvent perdue à cause de la violence.

« Avant de relever les manches, il faut relever la tête », indique Frédéric Rousset, président du Cevif (Collectif pour l'élimination des violences intrafamiliales) qui pilote le projet. Et sur le podium, les mannequins marchent, à petits pas, têtes hautes. Pari réussi !

Douze associations au total participent à cet événement programmé dans le cadre de la Semaine européenne du développement durable. L'objectif est double : lutter contre les violences intrafamiliales et valoriser l'économie circulaire.

Ainsi, les mannequins portent des vêtements recyclés, fournis par l'association Tifripi ou Emmaüs.

Les fonds collectés sont reversés au Cevif pour les victimes de violence.

LES MARQUES, CES RINGARDES

Ce défilé, c'est aussi transmettre un message aux jeunes – souvent fans de marques, dans un monde où l'affichage et l'apparence sont très importants – : finalement, ne seraient-ce pas plutôt les marques les ringardes ?

« Cet événement a permis des rencontres miraculeuses avec des gens qui partagent les mêmes valeurs. Nous avons beaucoup travaillé, chacun a apporté sa compétence (assortir les vêtements, donner des cours de maintien, assurer la logistique, etc.). Le Jour J a été bluffant ! À la fin, on était sur les genoux, gagnés par une espèce d'ivresse. »

Une telle manifestation est difficile à organiser, autant d'un point de vue technique qu'humain. Pourtant, le rendu a été digne d'un défilé professionnel, grâce à l'investissement de tous.

Comme le souligne Frédéric Rousset : « Un projet réussi, c'est comme une belle robe : on n'en voit pas les coutures ! »



©Tifripi

Quelle belle histoire ! Encore une !



L'histoire que je vais te raconter se passe dans l'un des plus beaux endroits de notre île...

Une
QUESTION ?

À Christine Eymery,

Professeure en charge du projet au collège Alsace Corré

L'organisation et la logistique d'un tel projet étaient énormes. Comment avez-vous fait ?

Sans l'implication de bon nombre de personnes, la Transversale du Cœur n'aurait pu avoir lieu. D'abord, le soutien et l'énergie sans faille des chefs d'établissements, MM. Spampani, Assicanon et Strintz, des professeurs de Mafate, de nos guides, des parents qui ont facilité l'intendance, des partenaires (Civis, TCO, DEAL, ONF, Parc national) et des communes de La Possession et de Saint-Paul. La mairie de Saint-Paul nous ouvrait les cantines le soir (à Mafate, elles ne fonctionnent que le midi). Il y avait un vrai investissement, et aussi de l'amitié.

40 ans de carrière et je peux dire que la Transversale du Cœur a été le projet de ma vie de prof !



Cette fois-ci, nous sommes à Cilaos, en 2007. Dans la cour du collège Alsace Corré, c'est l'excitation des derniers préparatifs. Bouteilles d'eau, casquettes et bonnes chaussures de marche : la vingtaine d'élèves de 5^e, leurs accompagnateurs et le guide de moyenne montagne sont prêts pour traverser Mafate !

C'est la première édition de la Transversale du Cœur (clin d'œil à la Diagonale des fous) : 50 km en une semaine, à la rencontre des élèves des îlets. Les adolescents iront de Cilaos jusqu'au Maïdo, en passant par Marla, La Nouvelle, Ilet à Malheur, Aurère, Ilet à Bourse, Grand Place, Ilet des Orangers, Roche Plate. Un sacré parcours !

La Transversale du Cœur est née de l'idée de Ian Winkless, de l'association Trois Salazes : à l'époque, le Parc national venait d'être créé, et l'organisme recherchait des médiateurs pour faire le lien entre le parc et ses habitants ; la Transversale du Cœur a répondu à la demande.

Très vite, Christine Eymery, enseignante au collège Alsace Corré et amatrice de randonnées, a rallié le projet. Elle explique : « L'idée était de transmettre des choses et de sensibiliser les politiques sur notre environnement : que fait-on des espèces envahissantes ? Comment valorise-t-on les plantes médicinales, comment impliquer les touristes dans le ramassage des déchets ? Il s'agissait aussi de semer des graines chez les enfants pour qu'ils deviennent des adultes plus écoresponsables ».

UNE EXPÉRIENCE ÉDUCATIVE ET HUMAINE

Avant la randonnée, les élèves ont réalisé un travail interdisciplinaire avec les professeurs de SVT ou d'histoire-géo sur les sujets tels que connaissance des plantes et transmission de ce savoir intergénérationnel, déchets, espèces envahissantes...

Les rencontres entre les classes ont ensuite permis d'échanger et de faire des parallèles avec leur environnement.

Une expérience éducative, mais surtout une expérience humaine très forte !

Le soir dans chaque îlet – grâce à l'aide du poète Kako Dambreville – les élèves racontaient la journée qui venait de s'écouler en chansons, poèmes ou vidéos.

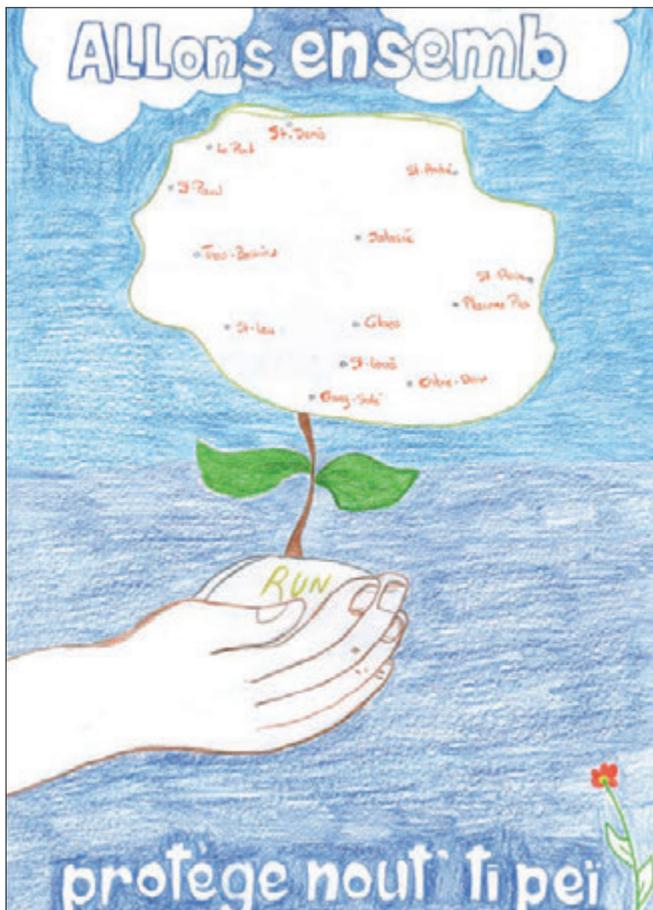
À la fin du périple, un DVD souvenir a été réalisé, et l'ensemble des collégiens de l'établissement Alsace Corré a bénéficié d'une restitution de l'aventure.

Les adolescents ont également créé un livret « Tourisme Durable Memento », sous forme d'éventail, compilant un grand nombre d'informations pratiques et distribué au public (aéroport, sentiers, gîtes, écoles...).

Les 5^e de 2007 ont pu prolonger leur voyage l'année suivante en embarquant sur le projet « Des racines et des ailes », suite logique de la Transversale du Cœur : une dizaine de jours dans un petit village de 1200 mètres d'altitude, à la découverte du parc national du Mercantour !



La Transversale du Cœur



2020 - Lycée Professionnel de Vue Belle



2021 - Lycée Patu de Rosemont



2021 - Collège du 12^{ème} km



2021 - Lycée François de Mahy



2017 - Collège Hégesippe Hoarau



2022 - Collège Joseph Hubert

10^e édition de la semaine du

DEVELOPPEMENT DURABLE

MOBILITE DOUCE agriculture durable
 partage environnement
 changement climatique conso-acteur énergie
 SOLIDARITE EAU TRI & RECYCLAGE
 INNOVATION endémique
 bien-être biodiversité éducation

www.sdd.re

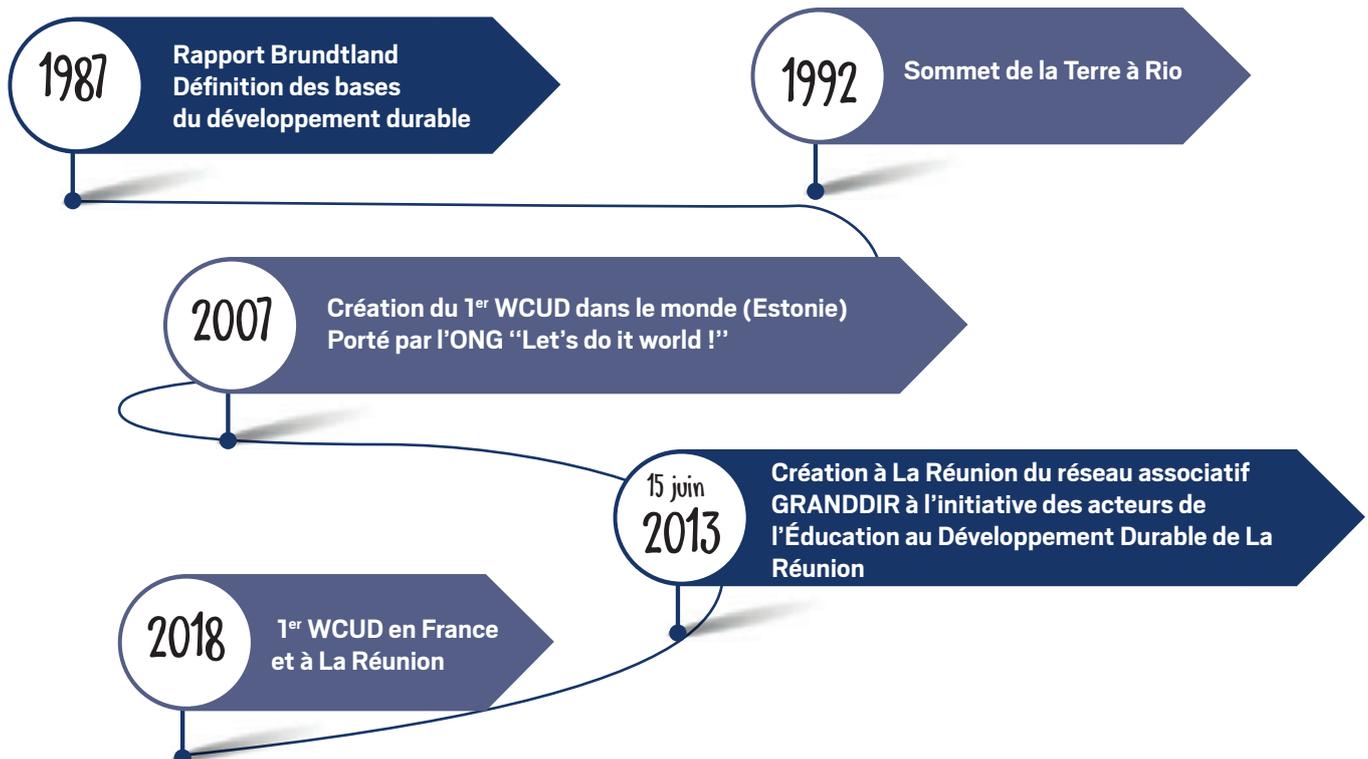
du 1 au 7 Avril 2012-LA REUNION

Photo: Sébastien Bédard - ©PAPAZZI - les 4 saisons, constructeur partenaire du bon produit et du bon faire

2012 - Lauréat - Lycée professionnel de Saint-Pierre



FRISE CHRONOLOGIQUE



À Bernard Padé,

Ambassadeur du World Cleanup Day
à La Réunion

Pourquoi devenir ambassadeur du World Cleanup Day ?

Une semaine avant l'édition du World Cleanup Day 2019, j'ai voulu sensibiliser à cette journée : j'ai ramassé des déchets, que j'ai triés et mis devant une déchetterie, avec un message invitant à participer au World Cleanup Day. Je me suis fait verbaliser, car c'est interdit de déposer des déchets devant une déchetterie ! Ce fut le déclic pour m'impliquer encore plus dans cette action.



Depuis 2018, chaque deuxième samedi de septembre à La Réunion, des personnes se rassemblent dans les chemins, ravines, et bords de mer avec un même but : débarrasser l'île de ses déchets.

C'est le World Cleanup Day, le jour du grand nettoyage. À La Réunion, la mobilisation est forte : en 2021, 4800 volontaires, répartis sur 58 Cleanup, ont permis de ramasser 24 tonnes de déchets. L'année précédente, c'était 3 tonnes ! Un bond dans les chiffres dont se réjouit Bernard Padé, ambassadeur régional du World Cleanup Day : « C'est grâce au travail et à l'engagement de toute une équipe ». Parmi les détritiques les plus fréquents, on trouve les bouteilles, en plastique ou en verre, alors qu'il leur faut respectivement 450 ans et 4000 ans pour se dégrader dans l'environnement !

L'objectif de l'opération est de provoquer des prises de conscience concernant les déchets sauvages et de sensibiliser aux différentes manières de recycler.

LA RÉUNION DANS LE TOP 10 NATIONAL

L'action du World Cleanup day se décline aussi en version numérique avec le Cyber World Cleanup day le troisième samedi du mois de mars. Il s'agit d'un appel à nettoyer les données informatiques et ainsi offrir une seconde vie aux équipements. Tout le monde est concerné : particuliers, écoles, entreprises, collectivités...

La Réunion, qui participait pour la première fois en 2021, s'est classée dans le top 10 national, avec un taux d'actions quatre fois supérieur aux départements possédant le même nombre d'habitants !

Chaque citoyen soucieux de l'environnement peut rallier le World Cleanup Day, il suffit d'inscrire son projet sur le site dédié : www.worldcleanupday.fr.



Mamie, emmène-moi dans un bel endroit plein de fleurs et sans déchets !



Allons au Conservatoire botanique national de Mascarin, nous en profiterons aussi pour visiter son jardin...

Une QUESTION ?

À Maximin Assoune,

Directeur du Conservatoire botanique national de Mascarin

Ces missions scientifiques de préservation de la flore inspirent-elles de jeunes Réunionnais ?

Les Réunionnais peuvent se former sur la biodiversité à l'université de Saint-Pierre avec le Master Biodiversité et EcoSystèmes Tropicaux (BEST). Dans notre recrutement, nous sommes attentifs aux îliens qui connaissent leur territoire et ont bénéficié du savoir des anciens, qui passe par la transmission orale.



Sur un ancien domaine agricole, une maison de style créole, aux murs de briques rouges et aux volets verts s'offre aux regards du visiteur. Entouré d'un vaste jardin de 13 hectares, le Conservatoire botanique national de Mascarin rayonne depuis 1986, année de sa création sous forme associative. C'est le premier conservatoire botanique national d'outremer, et également le seul conservatoire outremer labellisé CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement de Mascarin). À ce titre, il a une mission scientifique de conservation et de gestion de la biodiversité, sur l'île de La Réunion, à Mayotte et dans les îles éparses, aussi une mission d'information et de sensibilisation à la préservation de la flore. Le Conservatoire a listé plus de 200 espèces menacées d'extinction, une liste qui, hélas ! s'allonge d'année en année. Dans son laboratoire de reproduction, le Conservatoire s'attache à sauvegarder ces espèces et milite pour la plantation d'endémiques et d'indigènes dans les espaces publics. À ce jour, une vingtaine de communes de l'île sur les 24 ont signé la charte DAUPI (Démarche aménagement urbain et plantes indigènes).

OUVRIR LE LABEL CPIE

Le Conservatoire souhaite également ouvrir le label CPIE à d'autres associations pour une union régionale et travaille en ce sens à la création d'un collectif.

Depuis juin 2014, l'association a réparti ses activités en deux entités : d'un côté, l'association Conservatoire Botanique National - CPIE Mascarin se recentre sur les missions scientifiques, tandis que le Conseil Départemental reprend l'accueil des publics et la gestion des collections en tant que service de la Direction de l'Environnement, sous l'intitulé Mascarin - Jardin botanique de La Réunion.

Les deux entités travaillent toujours de manière complémentaire sur le site des Colimaçons à Saint-Leu.

À Daniel Lucas,

Directeur de Mascarin - Jardin botanique
de La Réunion

De quelle manière collaborez-vous avec le Conservatoire botanique de Mascarin ?

Une convention nous lie : le Conservatoire botanique nous accompagne au niveau technique et scientifique, avec un suivi régulier des collections, une vérification de la désignation des espèces via sa base de données, et il nous apporte des éléments complémentaires si besoin. Le partenariat est dans notre ADN : avec le Conservatoire, mais aussi les apiculteurs, le Rectorat, les associations... Sans partenariat, nous n'aurions pas l'opportunité de développer nos missions.



C'est l'heure de visiter le jardin !



Dans ce jardin de 13 hectares, dont 8 sont ouverts au public, tu trouveras une collection de plantes indigènes et endémiques, le verger créole, des palmiers, une collection de caféiers du monde, des thés, des plantes grasses, des orchidées, des rosiers lontan, des bambous et même des plantes carnivores ! Et ces milliers d'espèces visibles sur le site de Mascarin sont documentées et étiquetées.

Près de 20 jardiniers y travaillent, avec un entretien régulier – principalement en période de pluie.

Le Jardin botanique, qui dépend de la direction du Tourisme et des Espaces naturels du Conseil départemental, se veut la vitrine des actions environnementales sur les espaces naturels du département. Il a différentes missions : entretien et développement du parc, accueil du public, actions pédagogiques auprès des scolaires, visites guidées de la flore avec un volet qui retrace l'histoire du domaine, de sa villa de maître et de son corps de ferme ; l'écurie est devenue une salle d'exposition et la fosse à fumier une collection d'orchidées et de fougères !



LA RICHESSE DE LA FLORE RÉUNIONNAISE

Les ateliers pour les marmailles se veulent ludiques : récolte et plantation, jeux de piste, chasse aux trésors, observation des petites bêtes dans le sol... L'atelier Vert permet aux enfants d'utiliser un microscope. Une école primaire entretient un potager de légumes « lontan ». Le jardin accueille aussi des manifestations, des concerts et propose toute l'année des expositions permanentes ou temporaires.

Au-delà de l'aspect végétal, Mascarin - Jardin botanique de La Réunion développe un partenariat avec le Syndicat des Apiculteurs de La Réunion. Ainsi, on trouve sur la partie du domaine non ouverte au public un rucher pédagogique, un rucher de production de miel et un lieu de formation pour les apiculteurs.

Dans une année moyenne, le jardin recense 46 000 visiteurs, touristes et ateliers compris. De quoi satisfaire son objectif principal : la sensibilisation. « Nous essayons de faire en sorte que les visiteurs repartent avec une certaine idée de la richesse et de la fragilité de la flore réunionnaise », conclut Daniel Lucas, directeur de Mascarin - Jardin botanique de La Réunion.

Ce serait bien que toutes les associations pour l'environnement se mettent en réseau !



C'est déjà le cas...



Une QUESTION ?

À Jean-Luc Morisse,

Président et secrétaire du réseau Granddir

A-t-on mesuré l'impact du réseau Granddir ? (créations d'associations ou d'événements, évolutions dans le domaine du développement durable, etc.)

C'est difficile à dire. Mais on constate que depuis sa création, plusieurs associations autour du développement durable ont vu le jour. Peut-être y a-t-il un lien. En tant qu'acteurs de réseau, nous ne pouvons que nous réjouir du nombre croissant de structures en faveur de l'environnement.



L'association Granddir (Groupement régional des acteurs de l'éducation à l'environnement pour un développement durable de l'île de La Réunion) naît en 2013 avec pour objectif l'éducation à l'environnement. Son but est de rassembler les acteurs associatifs « branchés » développement durable, pour partager les savoirs, s'entraider et constituer un interlocuteur unique face aux institutionnels. L'idée de ce réseau a émergé d'une réflexion avec le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement (CCEE).

Le réseau Granddir, qui a compté jusqu'à trente associations, comprend toutes les problématiques environnementales : énergie, eau, air, déchets... à travers plusieurs actions. Rencontres thématiques de sensibilisation, débats-échanges et événements sur le terrain.



Animation défilé de mode en matière recyclée.

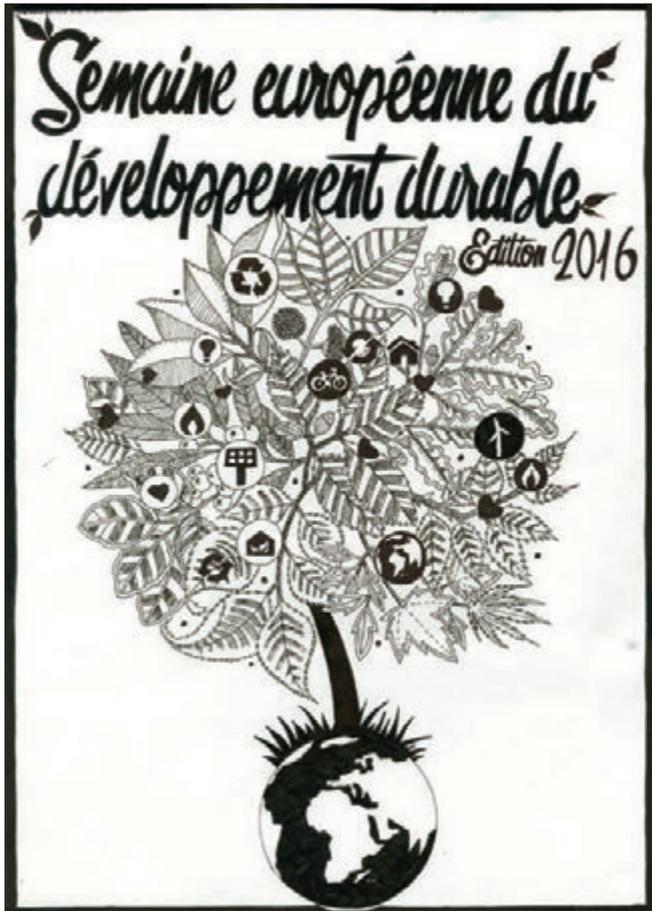
ÉDUCATION POUR SENSIBILISER À L'ENVIRONNEMENT

Parexemple, l'une de ses premières opérations « Fil rouge » consistait à nettoyer certains sites de La Réunion, selon des lieux choisis au préalable avec les forces vives implantées dans les quartiers. « C'est important d'avoir sur place des interlocuteurs qui connaissent les gens, souligne Jean-Luc Morisse, président de l'association, ceci pour nous éviter d'arriver "comme un cheveu sur la soupe" ».

Depuis quelques années, une caravane passe dans les secteurs en difficulté. À son bord : un animateur et un comédien. Ils proposent des activités variées : ateliers recyclage, déguisements, réalisation de voitures en brique de lait... Le comédien, lui, est chargé d'interpeller le public pour « jouer sur les cordes sensibles » et attirer l'attention sur la préservation de l'environnement.

Granddir a été à l'origine de « Kolportaj », une opération de ramassage qui a pour but d'empêcher la prolifération des déchets sauvages dans l'île, en lien avec plusieurs organismes – l'ONG L'Homme et l'Environnement La Réunion coordonne le projet.

L'association participe aussi à différents événements comme la Semaine du développement durable, le World Cleanup Day ou la fête de la mer et des littoraux. Avec toujours la volonté de sensibiliser le plus largement possible au respect de notre belle nature !



2016 - Lycée professionnel de Bras Fusil



2016 - Lycée professionnel Léon de Lepervanche



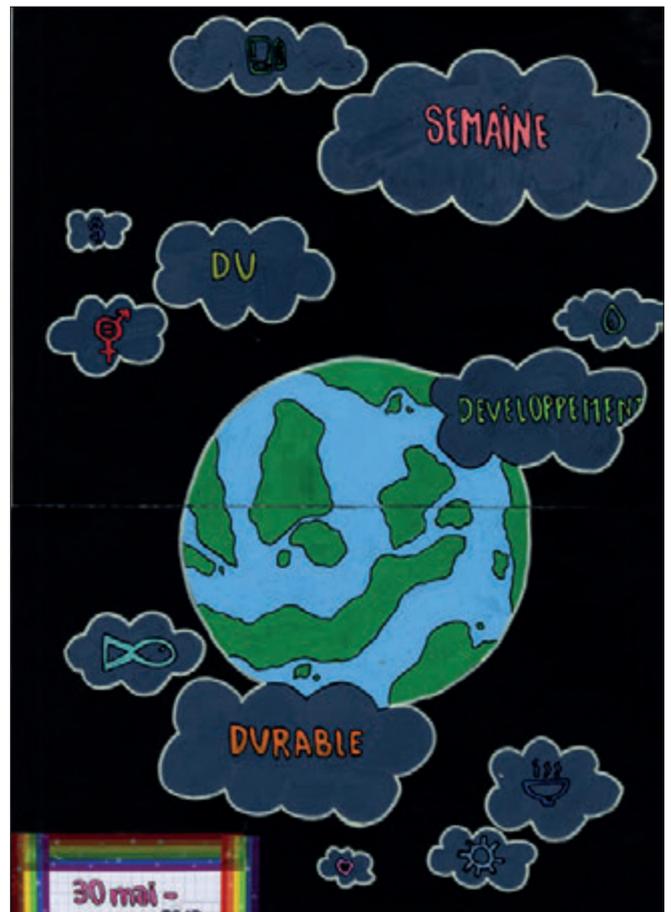
2012 - École maternelle Ann-Mary Gaudin



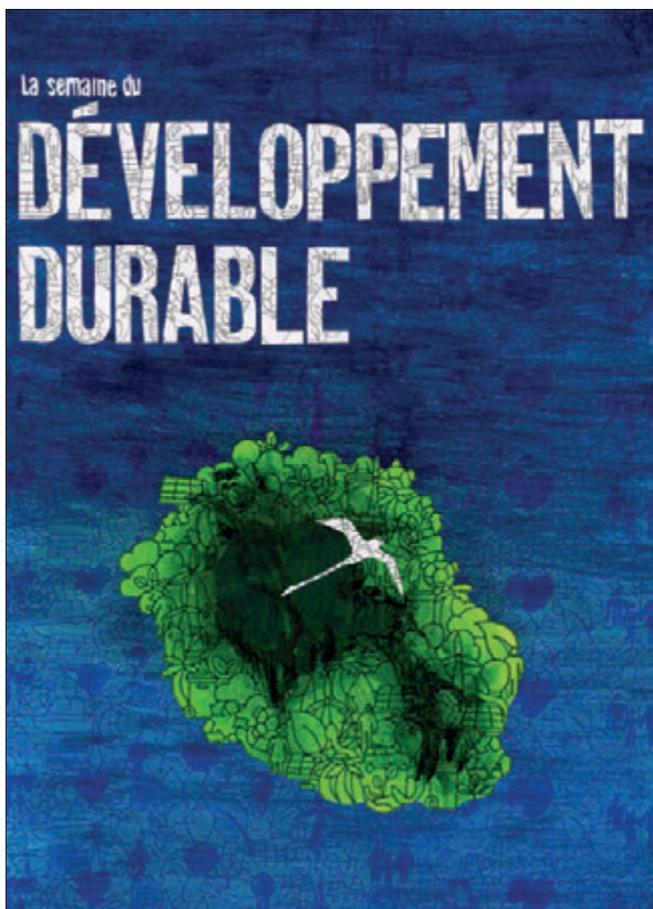
2016 - Lycée professionnel Léon de Lepervanche



2017 - Lycée Ambroise Vollard



2019 - Lycée Bellepierre



2021 - Lycée professionnel François de Mahy



2022 - Collège et école Bory de Saint-Vincent

Les acteurs de La Réunion qui travaillent et participent depuis plusieurs années à la SEDD et à l'éducation au développement durable, témoignent de leurs implications. Leur principale préoccupation est aujourd'hui de participer à la transition écologique de La Réunion.

Ils ont la parole !

• La FDAAPPMA

La Fédération départementale des associations agréées pour la protection des milieux aquatiques de La Réunion mène depuis plus de 20 ans des actions pédagogiques sur la préservation de la biodiversité aquatique des eaux douces de La Réunion. Ces actions visent à faire connaître les différentes espèces piscicoles qui peuplent nos cours d'eau et plans d'eau, ainsi que les menaces anthropiques qui pèsent sur elles, pour sensibiliser les jeunes et le grand public à la préservation de ces espèces.

Armand Metro

Directeur de la Fédération

• L'AAPPMASA

L'Association agréée pour la protection des milieux aquatiques de Saint-André est une association loi 1901 qui a engagé un programme de restauration écologique du Petit Étang naturel de Saint-André reconnu comme réservoir biologique et y accueille le public scolaire et grand public pour partager la connaissance sur ces zones humides exceptionnelles et les sensibiliser à leur protection. Cette opération a créé 9 emplois directs.

Patrick Amourdom

Président de l'AAPPMASA

• GCOI

Asso agréée pour la protection de l'environnement - GCOI l'Association œuvre en faveur de l'éducation et la sensibilisation des publics à la sauvegarde des chiroptères.

Avez-vous déjà entendu parler des chiroptères ? Indices : seuls mammifères indigènes de l'île, espèces protégées indispensables à tous les écosystèmes planétaires, animaux nocturnes qui régulent les populations d'insectes, pollinisent et dispersent les graines. Vous l'aurez deviné, ce sont nos précieuses alliées, les chauves-souris ! Aidez-nous à les protéger !

Pauline Malandain

Animatrice et médiatrice faune sauvage au Groupe Chiroptères Océan Indien (GCOI)

• **UNEP** « à La Réunion, l'Unep promeut les métiers du paysage et le savoir vert essentiel à la biodiversité (ODD15) et au climat (ODD13). Innovants (ODD9) pour des territoires plus résilients : ils participent au rafraîchissement naturel des villes (ODD7,11) et contribuent au bien-être et à la santé des populations (ODD3), durablement. »

Fanny Lavigne

Chargée de mission Délégation Outre mer

• ABYSS

L'association ABYSS sensibilise la jeunesse à la biodiversité marine, grâce à des immersions en réalité virtuelle 360° et des sorties en mer pour observer les cétacés. Parce qu'apprendre à les connaître, c'est pouvoir mieux les protéger, nous partageons nos connaissances avec le plus grand nombre.

Beverley Ecalte

Ethologue chargée de mission scientifique

• SCIENCES REUNION

Sensibilisation aux économies d'énergies, Fablab solidaire et social, festivals d'images, accès à la connaissance pour tous et pour toutes à travers des actions innovantes. Depuis 1999, le CCSTI Sciences Réunion apporte sa pierre à l'édifice pour répondre aux enjeux du développement durable !

James Caratini

Directeur de Sciences Réunion

• O'SPHERE

Découvrir, comprendre, préserver et transmettre ! Chaque année, O'SPHERE accompagne des centaines de jeunes dans leurs rôles d'ambassadeurs de la biodiversité réunionnaise à travers les projets « Réseau Mel 'Eau », « Réseau Yabéo » et les aires terrestres éducatives. Sa lé gayar !

Aurélie Grondin

Responsable d'O'SPHERE



• AFD

« L'EDD c'est proposer à tous nos clients de savoir mesurer leur impact sur le climat et les encourager à faire mieux par une incitation financière, c'est soutenir les entrepreneurs engagés dans la transition écologique par des programmes de formation innovants, c'est financer la formation des jeunes aux métiers d'avenir pour la protection de notre planète ».

Marie-Pierre Nicollet

Directrice de l'agence locale La Réunion / TAAF

• CCEE

En près de 30 ans, le Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de La Réunion est devenu un acteur majeur de l'EEDD. Il est parvenu à fédérer et à structurer un réseau de savoirs, de compétences et d'expériences en la matière et a fait éclore en 2013 un projet de structuration du réseau local de l'EEDD, sous l'acronyme GRANDDIR (Groupement régional des acteurs de l'éducation à l'environnement pour un développement durable de l'île de La Réunion)

Sarah Lafitte

Chargée de mission Commission «Développement territorial durable et cadre de vie»

• ASSOCIATION AFIE-PTC

... Face aux deux crises actuelles que traverse l'humanité, sanitaire et climatique, l'éducation au développement durable représente un véritable rempart pour fortifier nos générations futures face au monde de demain.

En effet, cette «éducation-nourriture» prépare nos jeunes à devenir éco-citoyens, pour une société plus résiliente, plus juste et bienveillante de notre «perle bleue»...

Léo Kichenassamy Alamelou

Président par intérim AFIE-PTC

• RÉSERVE NATURELLE ETANG SAINT-PAUL

Accompagner les citoyen.ne.s dans la compréhension et la protection des rares et fragiles zones humides est essentiel. Grâce aux aires terrestres éducatives, nous offrons la possibilité aux jeunes générations de devenir acteurs engagés pour la biodiversité. « Mi koné, mi aim, mi protez », c'est le crédo que nous portons avec la jeunesse de notre île pour la protection du monde vivant.

Giovanni Payet-Rogelja

Directeur adjoint

• CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA RÉUNION

Le Crédit Agricole de La Réunion œuvre depuis 1949 pour le développement durable de son territoire. Il ambitionne de mobiliser tous ses élus, salariés et clients pour agir pour le climat, pour renforcer la cohésion et l'inclusion sociale et pour réussir les transitions agricoles et agroalimentaire.

Stéphane Severin

Responsable Responsabilité Sociétale & Mutualiste

• ÉDUCATION NATIONALE-Référent EDD

Fertillement, l'Éducation au Développement Durable, c'est grandir et vivre avec le vivant au quotidien ! Rassembler les convictions et énergies fertilisantes de chacun, et être en action pour notre bien commun : La Nature.

Pour notre avenir, que nous cultivons aujourd'hui !

Denis Bouiller

Référent EDD/Sciences.

• OFB - Office Français de la Biodiversité

L'Office Français de la Biodiversité s'engage pour l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable en appuyant le déploiement des aires éducatives sur le territoire ; il accompagne, fournit des outils pédagogiques et soutient financièrement les projets EDD des acteurs du territoire.

Une aire éducative est un petit territoire naturel géré de manière participative par les élèves, encadrés par leurs enseignants et par une structure de l'éducation à l'environnement.

Manon Mauvais

Chargée de mission Mobilisation Citoyenne et Partenariats pour l'océan Indien
Direction des outre-mer

• INSPE - Institut Nationale Supérieur du Professorat et de l'Éducation

Dans le cadre des objectifs de l'ONU, de leur retranscription dans la formation initiale des enseignants, l'éducation au développement durable demande d'engager une formation transversale permettant d'acquérir des compétences d'analyse, d'esprit critique et de créativité pour travailler ces questions.

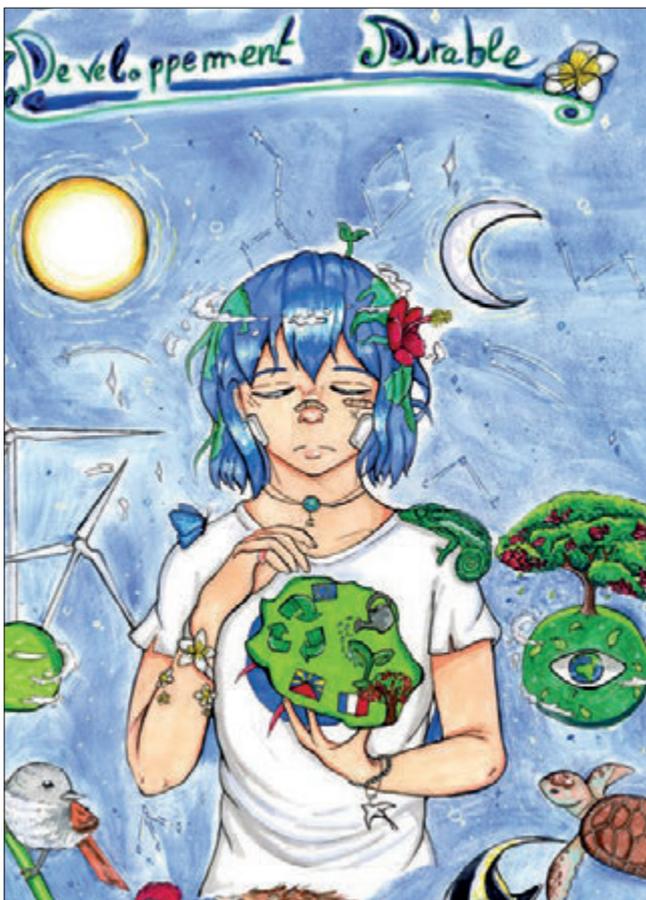
Sandrine Marvilliers

Directrice de l'INSPE de l'Académie de La Réunion

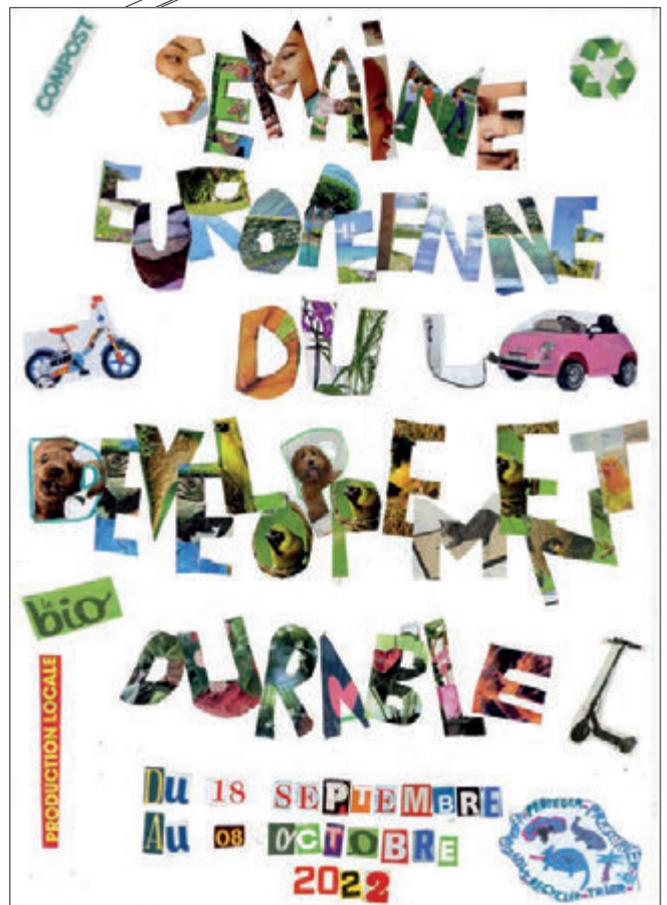
REMERCIEMENTS

Merci à tous les acteurs qui ont apporté leur contribution à la réalisation de cet ouvrage, notamment les partenaires de l'EDD (Éducation au développement durable), les équipes pédagogiques qui ont accompagné les élèves participant au concours de dessin pour la réalisation de l'affiche de la SEDD, depuis 10 ans.

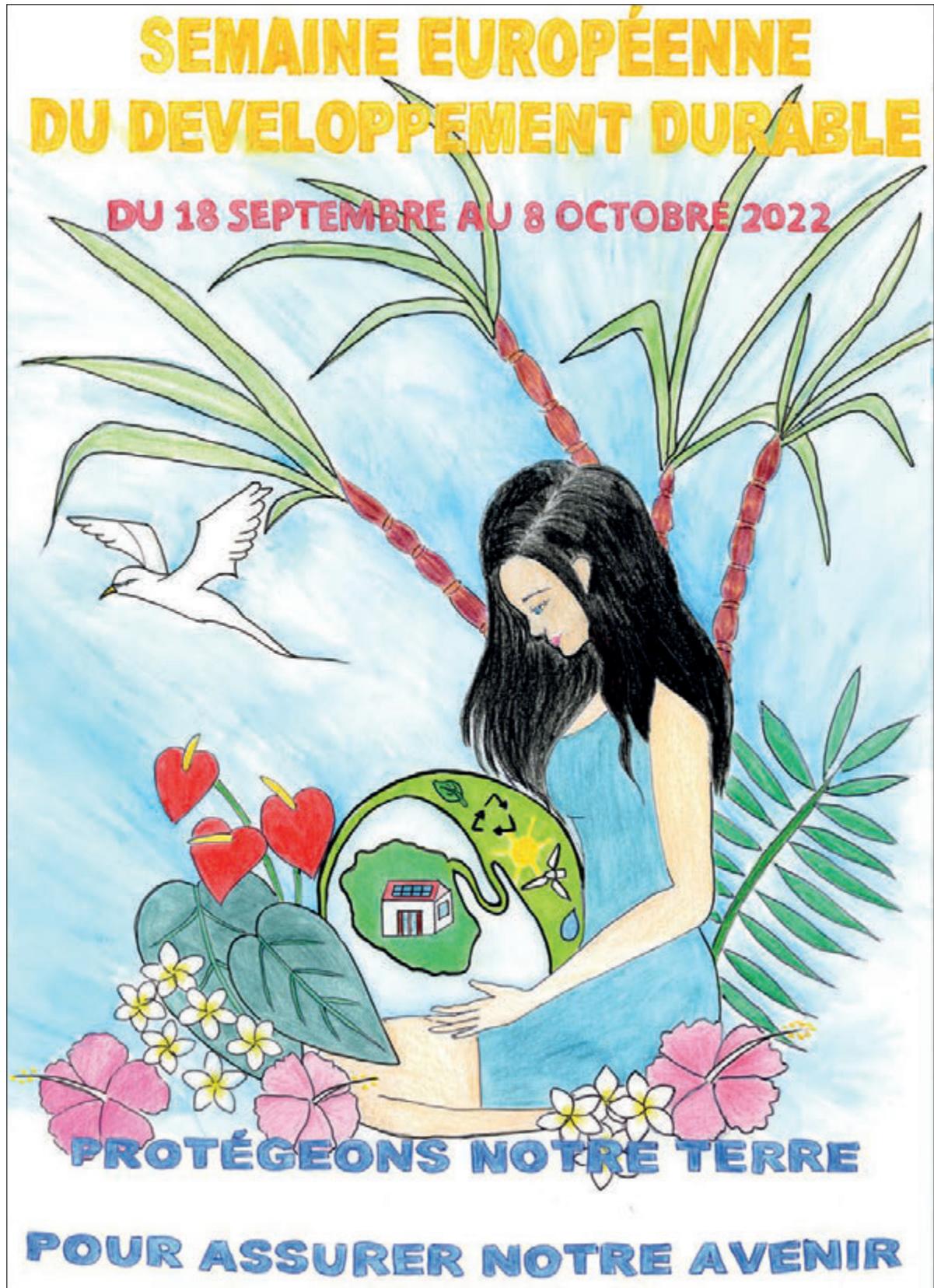
Merci également à tous les élèves petits et grands pour leur participation et pour le partage de leur vision du développement durable à travers leurs œuvres.



2022 - Lauréat - Lycée Pierre Lagourgue



2022 - Lauréat - École maternelle les Bancouliers



2022 - Lauréat - Collège La Salle Saint-Michel

AAPPMA SA	Association agréée pour la protection des milieux aquatiques de Saint-André
AB – label	Agriculture biologique
ACI	Atelier chantier d’insertion
ADIR	Association pour le développement industriel de La Réunion
ADN	Acide désoxyribonucléique
AFD	Agence française de développement
AFNOR	Association française de normalisation
AME	Air marine éducative
ANLCI	Agence nationale de lutte contre l’illettrisme
AREC	Association pour le respect de l’environnement et du cadre de vie
AREP	Association réunionnaise d’éducation populaire
AFIE-PTC	Association française interprofessionnelle des écologues – pacte transition citoyenne
R2S	Association Recyclage solaire solidaire
ATE	Air terrestre éducative
BEST	Biodiversité et écosystème tropicaux (diplôme universitaire-Master)
BTS	Brevet de technicien supérieur
CAUE	Conseil d’architecture, d’urbanisme et de l’environnement
CCAS	Centre communal d’actions sociale
CCEE	Conseil de la culture, de l’éducation et de l’environnement
CCSTI	Centre de culture scientifique technique et industrielle
CEE	Certificat d’économies d’énergie
CES	Chauffe-eau solaires
CEVIF	Collectif pour l’élimination des violences intrafamiliales
CINOR	Communauté intercommunale du Nord de La Réunion
CIREST	communauté intercommunale de l’Est
CIVIS	communauté intercommunale des villes solidaires
CM1-2	Cours moyen 1-2
CMU	Couverture maladie universelle
CPIE	Centre permanent d’initiatives pour l’environnement
CRESS Réunion	Chambre régionale de l’économie sociale et solidaire
CTBR	Centrale thermique de Bois-Rouge
CTG	Centrale thermique du Gol
DAAF	Direction de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt
DAC	Direction des affaires culturelles
DAUPI	Démarche aménagement urbain et plantes indigènes
DCE	Directive cadre européenne
DD	Développement durable
DEAL	Direction de l’environnement, de l’aménagement et du logement
DOM	Départements d’Outre-Mer
DVD	Digital versatile disc
EDD	Education développement durable
EDF	Electricité de France
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
ERU	Eaux résiduaires urbaines (directive cadre)
ESNE	Ensemb sauv’ nout environnement
ESS	Economie sociale et solidaire
FDAAPPMA	Fédération départementale des associations agréées pour la protection des milieux aquatiques
FEDER	Fonds européen de développement régional
GCOI	Groupe chiroptères Océan Indien
GEMAPI	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
GIEC	Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat
GIP	Groupement d’intérêt public
GLOBICE	Groupe local d’observation et d’identification des cétacés
GRANDDIR	Groupement régional des acteurs de l’éducation à l’environnement pour un développement durable à La Réunion

HQE	Haute qualité environnementale
IGP	Indication géographique protégée
IUT	Institut universitaire de technologie
Labellisation E3D	Ecole ou établissement en démarche globale de développement durable
LED	Light emitting diode
LETCV	Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte
Loi NOTRe	Loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République
LPO	Ligue pour la protection des oiseaux
MA RSS	Ma réunion sociale et solidaire ?
Master BEST	Master biodiversité et écosystèmes tropicaux
ODD	Objectifs de développement durable
OFFEEE	Office français de la fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe
ONF	Office national des forêts
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ORA-ATMO	Observatoire réunionnais de l'Air
PCAET	Plan climat air énergie territorial
PDE	Plan de déplacement entreprise
PPE	Programmation pluriannuelle de l'énergie
PSR	Plan Solaire Régional
PVC	Polychlorure de vinyle
REP	Responsabilité élargie des producteurs
RMI	Revenu minimum d'insertion
RNMR	Réserve nationale marine de La Réunion
RSE	Responsabilité sociétale des entreprises
RTAA-DOM	Réglementation thermique, acoustique et aération
SAMSAH DV	Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés déficients visuels
SAR	Schéma d'aménagement régional
SARE	Service d'accompagnement à la rénovation énergétique
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
SEDD	Semaine européenne du développement durable
SEOR	Société d'études ornithologiques de La Réunion
SHLMR	Société d'habitations à loyer modéré de La Réunion
SLIME	Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (lutte contre la précarité énergétique)
SMIC	Salaire minimum de croissance
SMIG	Salaire minimum interprofessionnel garanti
SNBC	Stratégie nationale bas-carbone
SPL	Société publique locale
SRAV	Savoir rouler à vélo
SREPEN	Société réunionnaise pour l'étude et la protection de la nature
SVT	Sciences de la vie et de la terre
TAAF	Terres australes et antarctique française
TCO	Territoire de la côte Ouest
TLC	Textiles, linges de maison, chaussures
TPE	Travaux personnels encadrés
ULIS	Unités localisées pour l'inclusion scolaire
UNEP	Union nationale des entreprises du paysage
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
WCUD	World Cleanup Day (Journée mondiale de nettoyage de la planète)
ZAN	Zéro artificialisation nette
ZNI	Zones non interconnectées



Directeur de publication : Philippe GRAMMONT- Directeur de la DEAL

Rédacteur en chef : Jérôme DULAU - Chef de service connaissance, évaluation, transition écologique (DEAL)

Chef de projet : Bernadette GRAVINA - Référente Éducation développement durable (DEAL)

Auteur : Peggy-Loup GARBAL - Écrivaine

Comité de lecture DEAL : Bernadette GRAVINA - Sébastien MARIOTTI - Alain BESNARD

Conception-Maquettage-Illustrations : Sarah LO-THONG - Design System

Crédits photos : Bernadette GRAVINA - Peggy-Loup GARBAL

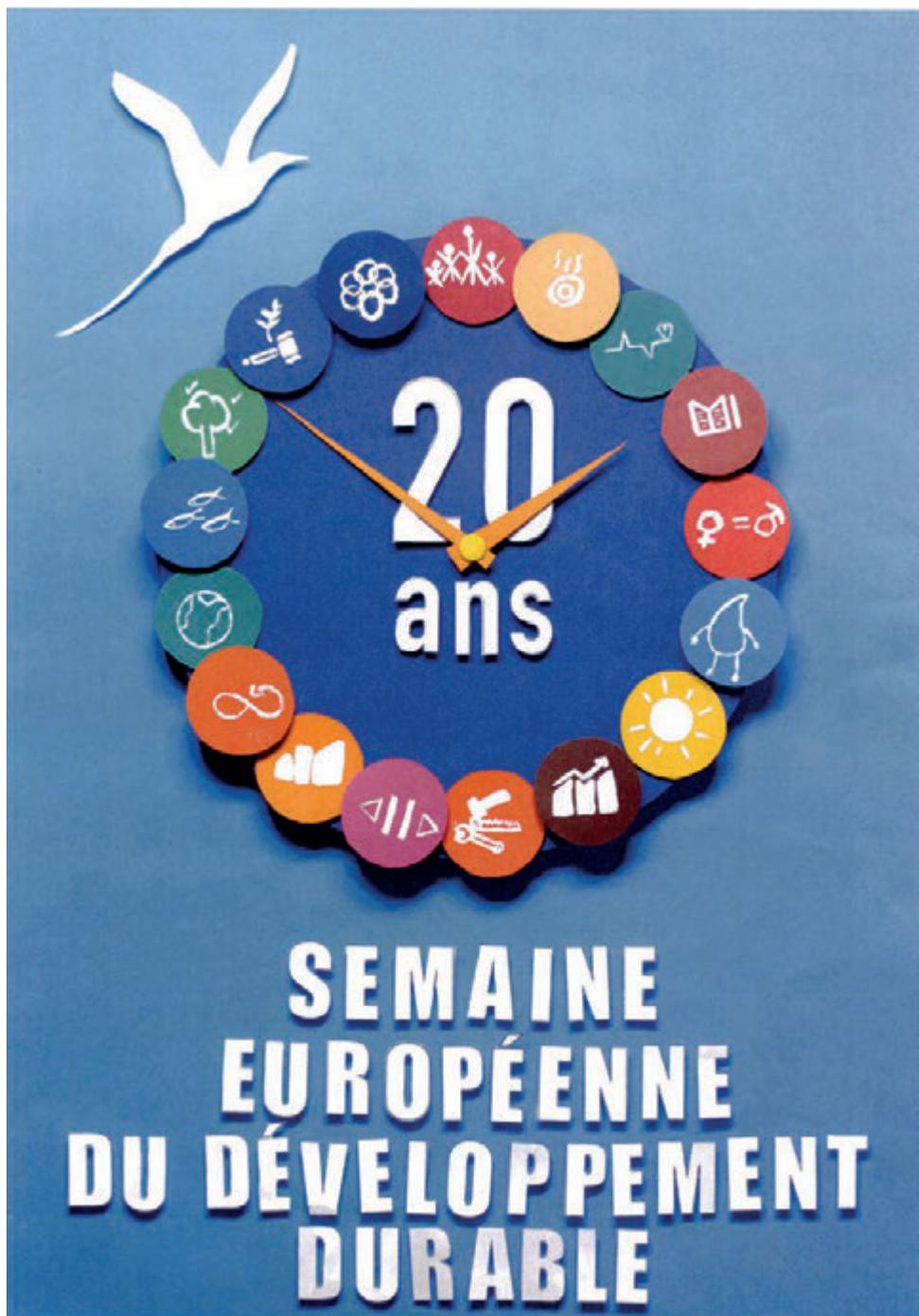
Dessins : œuvres des élèves des établissements scolaires (écoles, collèges et lycées) de La Réunion depuis 10 ans.

Imprimé en août 2022 par Précigraph - Ile Maurice

Imprimé sur papier à partir de fibres de bois provenant de sources responsables : Forest Stewardship Council®

Cet exemplaire ne peut être vendu





2022 - Lycée professionnel Jean Perrin

C'est à travers 17 ODD (Objectifs de développement durable), que les pays membres de l'ONU (dont la France) se sont engagés pour la transition écologique pour un avenir meilleur !

Pour célébrer les **20 années de la SEDD** et les **10 années du concours de dessins**, la DEAL et le Rectorat de La Réunion, vous invitent à découvrir comment les 17 Objectifs du DD ont guidé les acteurs et les porteurs de projets locaux pour faire évoluer « Nout ti péi La Réunion » au sujet de l'environnement, de la nature et de la relation entre les individus.

Une invitation à la découverte de grands projets à travers de grandes œuvres !